

De la réparation du préjudice subi par celui qui, bénévolement, porte aide ou secours à autrui

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 6 juin 1942

PAR

Y. O'MAHONY

JURY DE LA THÈSE

Président . . .	M. SOLUS, <i>Professeur.</i>
Suffragants . .	{ MM. LE BALLE, <i>Professeur.</i> Léon MAZEAUD, <i>Chargé de cours.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1 9 4 2

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses •
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

De la réparation du préjudice subi par celui qui, bénévolement, porte aide ou secours à autrui

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 6 juin 1942

PAR

Y. O'MAHONY

JURY DE LA THÈSE

Président . . .	M. SOLUS, <i>Professeur.</i>
Suffragants . .	{ MM. LE BALIE, <i>Professeur.</i> Léon MAZEAUD, <i>Chargé de cours.</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



INTRODUCTION

L'Histoire ne comprendra pas que le plus individualiste des régimes ait pris la fraternité pour devise, si elle ignore que, pendant cent cinquante ans, les mots n'ont pas eu de sens.

Fraternelle, la Révolution Française ? « La fraternité révolutionnaire n'était que la caricature de « la charité par laquelle le christianisme a transformé la personnalité humaine » (1). « Il est assez aisé de constater que les services publics d'assistance, qui fonctionnaient pour la plupart dans notre Ancien Droit parce que ce dernier s'inspirait d'idées sociales nettement dégagées, ont subi une éclipse à peu près totale dans le droit intermédiaire » (2).

Cette méconnaissance d'une vertu capitale, ce mépris d'un devoir essentiel de l'Etat, ne tarda pas à produire ses funestes effets. Une réaction se dessina vers le début du ^{xx}e siècle. « L'idée nouvelle de solidarité », sous laquelle « on laïcisait l'idée de charité » (3), commença à se faire jour.

L'œuvre fut lente. Il fallait réformer toute une

(1) LÉON DAUDET : *Deux idoles sanguinaires*, p. 250.

(2) LOUIS ASTRUC : *De la reconnaissance juridique du devoir d'assistance*, thèse, 1929, p. 16.

(3) RIPERT, *La règle morale dans les obligations civiles*, 3^e éd., p. 292.

mentalité ; cette révolution morale rencontrait d'insurmontables difficultés, parce que les institutions politiques ne pouvaient pas la favoriser, quand elles ne lui étaient pas un obstacle. « L'individualisme de la législation napoléonienne » (4) rendait malaisée, en droit civil, l'application de principes sociaux que les autorités publiques avaient longtemps méconnus et qu'elles ont ensuite appliqués sans plan ni mesure.

Néanmoins, les initiatives particulières devinrent de plus en plus fréquentes ; beaucoup de patrons, notamment, développaient dans leurs entreprises les services d'assistance, parce qu'ils comprenaient que c'était leur devoir et aussi leur intérêt.

Pour les actes charitables qui ne demandaient aucune organisation, les individus n'avaient jamais cessé de les accomplir. « Chacun sait qu'en France, « écrit M. PERREAU, on rencontre toujours un citoyen « obligeamment courageux, quelquefois vieillard ou « enfant, pour arrêter un cheval emporté, secourir « les victimes d'un accident, sauver une personne « qui se noie » (5). Sans avoir à rendre de tels offices, ni à tirer quelqu'un du danger, combien n'hésitent pas à prêter leur concours à ceux dans l'embarras ?

Notre Droit paraît ignorer ces faits ; aucun texte ne les déclare obligatoires, aucun n'accorde à l'inter-

(4) RIPERT, *id.*, p. 293.

(5) PERREAU : « Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence », *Revue Trim.*, 1914, p. 484.

venant récompense ni indemnité. Seules les lois de 1891 et de 1916, spéciales à l'assistance maritime, envisagent, dans leur domaine, tous les aspects du problème. Ajoutons la loi toute récente du 28 octobre 1941, l'article 475 § 12 du Code Pénal qui permet de requérir les services des citoyens en cas de calamités publiques, et la loi de 1924 accordant une pension aux fonctionnaires civils victimes d'un acte de dévouement. Et c'est tout.

Une lacune, surtout, semble grave. Rien ne nous indique expressément quels sont les *droits de celui qui a subi un préjudice en portant bénévolement aide ou secours à autrui*. Quiconque a bénéficié de l'intervention considère généralement comme un devoir de récompenser le tiers obligé et de l'indemniser du dommage subi. Mais s'il ne le fait pas de plein gré, peut-on l'y contraindre ? « A certains instants, le « Code paraît bien étroit, bien égoïste, sans horizon « sur la solidarité sociale, l'entr'aide. Ainsi est-on « très frappé de la difficulté de protéger celui qui « vient en aide à autrui. Les textes ne s'occupent pas « de la question, et il faut, en général, savoir gré à la « jurisprudence des solutions qu'elle apporte » (6).

Malheureusement, les tribunaux n'ont pas, jusqu'ici, recherché de principe général, et notre ambition est simplement de montrer qu'il en existe. Mais avant de commencer cette étude, nous devons la déli-

(6) DEMOGUE : *Revue Trim.*, 1913, p. 799.

miter, en définissant un par un tous les éléments de notre titre.

§ 1. — ACTES D'AIDE OU DE SECOURS

Nous n'avons pas l'intention de faire une thèse sur l'assistance en droit privé.

Nous éliminons donc tous les actes d'assistance qui consistent en une prestation juridique. On peut aider quelqu'un en lui remettant une somme d'argent; c'est le versement d'une pension alimentaire, c'est un prêt ou un don, contrats dont les effets sont bien définis. On peut établir des services sociaux, créer des hôpitaux; ce seront encore là des opérations juridiques caractérisées, fondations, legs, donations... L'Etat organise l'Assistance publique, la Police, les compagnies de Sapeurs-Pompiers, l'Assistance judiciaire et médicale, les Allocations militaires et familiales, les secours de toutes natures; tout cela est établi par des lois ou des décrets, a un statut précis, ne prête pas à difficulté.

Ce qui nous intéresse, *c'est l'acte spontané, isolé, d'un individu qui porte secours à autrui ou lui rend un service matériel*, qui sauve un noyé ou qui donne un coup de main pour pousser une voiture en panne.

On dit souvent qu'il y a là aussi un acte d'assistance (7). Le mot n'est peut-être pas exact. « Assis-

(7) Lucien CAMPION : *La notion d'assistance en droit privé*; ASTRUC, thèse précitée.

tance » suppose, au sens étymologique, un service continu, prolongé. Dans certains cas, cela se produira. Le plus souvent, on se trouvera devant un fait isolé, instantané. L'intention bienveillante demeure la même, mais il vaudrait sans doute mieux parler d' « *actes de complaisance* ».

Certains de ces actes de complaisance ont pour but de porter *secours* à quelqu'un, de *le tirer d'un danger* ; ils offrent donc pour l'individu secouru un caractère nécessaire et, en général, urgent ; ce sont les « *sauvetages* ». Et lorsque les opérations de sauvetage présentent un *péril et un risque pour celui même qui les entreprend*, elles constituent un « *acte de dévouement* ».

Souvent, ce n'est pas un secours, mais une simple *aide* qui est apportée. La personne en faveur de qui on intervient n'est pas en danger, mais simplement dans *l'embarras* ; le concours prêté ne lui était pas nécessaire, mais seulement utile, en lui épargnant un retard ou des frais. Ces actes sont multiples, surtout à la campagne où persiste le bel usage de se porter une aide réciproque entre cultivateurs voisins. Pour les distinguer des sauvetages et des actes de dévouement, nous les appellerons « *coups de main* », selon une dénomination très fréquemment employée par la jurisprudence et la doctrine traitant des accidents du travail (8), sans nous dissimuler que ce terme, qui

(8) Cf. notamment DEMOGUE : précité.

évoque une idée de rapidité, ne correspond pas toujours à la réalité.

Le droit maritime connaît ces questions depuis très longtemps, parce que c'est en mer que les occasions de sauvetages sont le plus fréquentes et le plus graves. Il donne des définitions un peu différentes, marquées d'un caractère technique si spécial que nous pourrions les délaissier.

Est « sauvetage », pour les marins, le secours porté à un navire échoué ou naufragé et abandonné par son équipage ; les biens sauvés ne sont que des épaves, jetées au rivage ou errant sans âme au gré des flots, et dont les habitants de la côte s'emparaient jadis sans scrupules.

L'« assistance » en mer est le secours porté à un navire en péril avant qu'il ne soit échoué, naufragé ou abandonné par son équipage ; elle suppose un bâtiment encore capable de faire lui-même des efforts pour aider à se sauver, et non pas une simple épave. L'assistant cherche à détourner la catastrophe qui menace, le sauveteur tente d'en limiter les conséquences quand elle est survenue. La présence d'un seul marin demeuré sur le bateau suffit pour que celui-ci ne puisse être considéré comme une épave. Et encore faudrait-il ne pas confondre assistance et remorquage, qui peut être, lui, plus ou moins assimilé au simple coup de main, le bateau n'étant pas en péril.

Cette distinction traditionnelle a des motifs historiques. « Avant que le législateur ait pu songer

« à imposer aux hommes l'obligation de se secourir, « il avait fallu qu'il les empêchât de se nuire » (9). On ne contraignit pas dès l'origine à sauver les marins en danger ; on se contenta d'éviter que des individus ne provoquassent ce péril dans l'espoir d'en tirer profit, et ce profit consistait dans le pillage des épaves. Déjà en Droit Romain, et dans l'Ancien Droit à la suite des Conciles (10), on régla le sort des épaves et les droits de ceux qui les avaient recueillis, que l'on appelait « sauveteurs », et qui, depuis la Grande Ordonnance de la Marine de 1681, ne recevaient plus la propriété que d'une partie de leur butin (11).

Les « assistants », par contre, ne virent leur situation expressément déterminée que par la loi du 29 avril 1916. Ce texte, confirmant à peu près la jurisprudence antérieure, et appliquant aux relations entre Français la seconde convention internationale de Bruxelles du 23 septembre 1910, prévoit une rémunération ; et, unifiant le statut des assistants et des sauveteurs, elle étend ses dispositions à ceux-ci, dont elle supprime, par contre, la part de propriété.

La distinction traditionnelle entre sauvetage et assistance n'a donc plus guère de raisons d'être, sauf en ce qui concerne les épaves abandonnées par leur

(9) RIPERT : *Droit maritime*, 2^e éd., t. III, n° 2.137, p. 101.

(10) En Droit Romain : Callistrate L. 7, Digeste, XLVII-9 ; Code Justinien, XI-6 : « De Naufragiis ». En Droit Canon : Concile provincial de Nantes, octobre 1127, Concile Œcuménique du Latran, canon 24 (1179) ; Constitution *Cum Nobis* du Pape Pie V (1566).

(11) Livre IV, titre IX.

maître ou dont celui-ci ne se serait pas fait connaître, et qui continuent à être régies par l'Ordonnance de 1681 et la Déclaration du Roi de 1735.

Rien ne peut nous inciter, par conséquent, à étendre au droit privé des définitions toutes spéciales au droit maritime, où elles ne présentent même plus d'intérêt, et qui seraient, du reste, assez difficiles à préciser en ce qui concerne les actes de complaisance terrestres.

§ 2. — AIDE OU SECOURS PORTÉ BÉNÉVOLEMENT

Nous venons d'indiquer ce que nous entendons par actes d'aide ou de secours. Mais tous ne nous intéresseront pas. Nous n'envisagerons que ceux qui ont été exécutés *bénévolement*.

C'est exclure les hypothèses où un devoir légal ou professionnel imposait d'agir.

Un des caractères essentiels de l'acte de complaisance, en effet, c'est d'être facultatif.

I. — Est bénévole l'acte exécuté en dehors de l'exercice des fonctions

Agir dans l'exercice de ses fonctions n'est pas agir bénévolement. Le gendarme, blessé en aidant à déplacer une voiture qui gênait la circulation, l'agent de police, renversé en arrêtant un cheval emballé, le pompier, tué en éteignant un incendie, ne faisaient que leur service.

Certes, il peut être exagéré de considérer de telles interventions comme toujours obligatoires. La loi du 5 avril 1851 met bien à la charge des sapeurs-pompiers, non seulement les extinctions d'incendie, mais tous les sauvetages et secours aux blessés ; le décret du 20 mai 1903 édicte, en son article 302, que « la gendarmerie doit son assistance à toute personne qui la réclame dans un moment de danger ». Mais, bien souvent, un acte de courage et de complaisance rentrera dans l'exercice des fonctions, sans, pour cela, avoir été obligatoire, sans qu'aucune sanction n'eût été prise en cas d'abstention.

Dans quelle mesure était tenu un pompier qui, au cours d'un incendie, s'offre pour l'accomplissement d'une mission particulièrement périlleuse ? Ses supérieurs hiérarchiques tiendraient-ils grief à l'agent de police qui ne se serait pas jeté à la tête d'un animal emporté ?

Il n'y a pas là d'obligation stricte ; ces actes ont été accomplis en quelque sorte de plein gré ; mais ils ne sortent pas de l'exercice des fonctions. On dit que les victimes « ont fait courageusement leur devoir » (12).

Cette conception, celle du Conseil d'Etat, est, somme toute, fort belle. Elle part de ce principe que

(12) Conseil d'Etat, 29 mars 1853, *D.*, 1853-3-34 ; 11 août 1866, *Leb.*, 1866-974 ; 11 juillet 1867, *Leb.*, 1867-642 ; 20 décembre 1872, *D.*, 1873-3-43 ; 12 janvier 1877, *D.*, 1877-3-40 ; 1^{er} mars 1877, *D.*, 1877-3-52 ; 28 février 1879, *D.*, 1879-3-59 ; 7 août 1891, *D.*, 1893-1-14 ; 10 décembre 1909, *Leb.*, 1909-977 ; 19 juin 1939, *Leb.*, 1939-650.

le fonctionnaire doit être courageux et zélé, et que l'honneur du corps auquel il appartient le contraint à se dévouer totalement au service de ses concitoyens.

1° *Les fonctionnaires civils* régis par la loi du 14 avril 1924, et les fonctionnaires municipaux, qui jouissent, en général, d'un statut analogue, recevront donc de la puissance publique, en cas d'invalidité contractée dans l'exercice de leurs fonctions et les mettant dans l'impossibilité absolue de continuer leur activité, la même pension, sans que l'on distingue s'ils ont été victimes d'un acte volontaire de courage ou d'aide, ou d'un accident banal survenu à l'improviste.

Il faut reconnaître que cette situation est un peu rigoureuse, et on aimerait que, dans le premier cas, la pension fût plus forte. En tout cas, la question est incontestable. Seule la pension, prévue aux articles 20 et 21 de la loi de 1924, pourra leur être allouée ; elle est égale au tiers du dernier traitement d'activité, ou à la pension d'ancienneté calculée, pour chaque année de service, à $1/30$ ou $1/25$ de la pension minimum prévue à l'article 2.

2° De même, *le gendarme*, victime de son dévouement dans ses fonctions, ne recevra que la pension militaire d'invalidité accordée par la loi du 31 mars 1919 pour tout accident survenu par le fait ou à l'occasion du service. Cependant, l'article 155 du décret du 14 octobre 1905 lui accorde, en plus, pour les actes

de courage et de dévouement, des récompenses particulières, gratifications ou indemnités, et son exploit sera relaté sur le livre d'or de la gendarmerie (circulaire du 17 juin 1912). On aimerait qu'une telle solution fût étendue aux fonctionnaires civils.

3° La situation des *sapeurs-pompiers*, beaucoup plus complexe, ressemblera finalement assez à celle des gendarmes. Pour les pompiers de Paris, l'assimilation est totale puisqu'ils sont aussi militaires. Dans les autres communes, la Cour de Cassation a décidé qu'ils ne peuvent jamais être considérés comme des ouvriers ou employés de la puissance publique, ni bénéficier de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (13) ; ils ne sont pas non plus fonctionnaires, qu'ils appartiennent à des corps soldés ou soient recrutés parmi des volontaires non soldés ; mais ils sont régis par la loi du 5 avril 1851 qui, en fait, leur accorde un statut particulier assez analogue à celui des fonctionnaires. L'article 3-2° de ce texte, et le décret du 13 août 1925 leur attribuent des secours ou pensions pour toutes blessures ou maladies contractées dans le service, que ce fût ou non lors d'un incendie. En outre, des récompenses spéciales leur sont attribuées : pour distinction particulière dans l'exercice ordinaire de leurs fonctions, une médaille d'argent avec diplôme, et, « pour les actes de courage

(13) Civ., 29 juin 1926, D., 1927-1-189, note FALCIMAIGNE ; DEMOGUE : *Revue Trim.*, 1924-71 ; 1926-1.059.

et de dévouement, en quelque circonstance que ce soit », le bénéfice du décret du 16 novembre 1901 (loi du 8 avril 1917).

4° Il en sera de même pour les *ouvriers ou employés* qui ont seulement exécuté leur travail en intervenant : ils ne percevront que les rentes de la loi du 9 avril 1898.

Nous serons cependant obligés de revenir sur ces considérations dans le cours de notre étude, car la loi de 1924 accorde également des pensions aux fonctionnaires civils atteints d'invalidité indépendante du service, et à ceux qui ont été blessés en exécutant un sauvetage en dehors de leur fonction, hypothèses que nous devrons étudier dans le détail, puisqu'elles concernent bien des actes de complaisance absolument bénévoles.

II. — Est bénévole l'acte exécuté en dehors de toute obligation légale

N'est pas complaisant, n'agit pas bénévolement celui qui n'intervient que sur l'ordre formel de la loi.

Notre législation connaît bien peu de textes imposant l'obligation de porter aide ou secours à son prochain.

1° La plus ancienne de ces contraintes a existé *en droit maritime*, parce que c'est en cette matière que le besoin s'en fait le plus sentir. Dès l'Ancien Droit, la Grande Ordonnance de la Marine de 1681,

appliquant au Royaume la Constitution *Cum Nobis* du Pape Pie V (1566), prescrivait aux gens de mer : « de faire tout devoir pour secourir les personnes « qu'ils verraient dans le danger de se perdre » (l. IV, t. XI, art. 3). Mais la Révolution fit tomber en désuétude cette obligation, car « l'imposer, c'était sortir du « domaine juridique pour faire une incursion dange- « reuse dans le domaine des obligations morales, « disait-on » (14). Cependant, certains exemples montrèrent vite combien on se leurrerait en faisant crédit à la bonté naturelle de l'homme et en lui supposant assez de conscience pour qu'il intervînt de lui-même ; et l'on dut comprendre « l'expérience de « chaque jour qui démontre que l'égoïsme humain est « capable d'engendrer les pires lâchetés et que la « sanction morale a moins de force que la sanction « juridique » (15).

Le 4 juin 1858, le Code de Justice militaire français pour l'Armée de Mer punissait de la destitution tout commandant d'une portion quelconque de la force de l'Empire qui aurait, sans motifs légitimes, refusé le service à un ou plusieurs bâtiments amis ou ennemis implorant son assistance dans la détresse (art. 273), et édictait que tout capitaine d'un navire de commerce français qui refuserait de porter assistance à un bâtiment français dans la détresse serait

(14) RIPERT : *Droit Maritime*, 2^e éd., t. III, p. 105, n° 2.140.

(15) *Id.*

puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans (art. 362).

Le 10 mars 1891, la loi sur les accidents et collisions en mer prescrivait dans son article 4 qu'après un abordage, le capitaine, maître ou patron de chacun des navires abordés serait tenu, autant qu'il pourrait le faire sans danger pour son navire, son équipage et ses passagers, d'employer tous les moyens dont il disposerait pour sauver l'autre bâtiment, son équipage et ses passagers du danger créé par l'abordage. Hors le cas de force majeure, il ne devrait pas s'éloigner du lieu du sinistre avant de s'être assuré qu'une plus longue assistance leur serait inutile, et, si ce bâtiment avait sombré, avant d'avoir fait tous ses efforts pour recueillir les naufragés, le tout sous peine du retrait temporaire ou définitif de la faculté de commander, d'une amende de 200 à 3.000 francs, et d'un emprisonnement de 1 mois à 1 an, porté à 2 ans si une ou plusieurs personnes avaient péri dans le naufrage.

Et enfin la loi du 29 avril 1916 étend l'obligation pénale d'assistance, hors des cas d'abordage, en faveur de « toute personne trouvée en mer en danger de se perdre », à condition qu'on puisse intervenir sans danger sérieux pour son navire, son équipage ou ses passagers. Le décret du 6 avril 1923 ordonne à tout capitaine qui aurait reçu par radio un appel de secours de faire route à la plus grande vitesse vers le bâtiment en détresse ; et la loi du 31 mai 1924

étend aux pilotes d'aéronef l'obligation pénale de porter assistance aux personnes trouvées en mer en danger de se perdre.

Par contre, notre droit privé était complètement muet.

2° Seul l'article 475 § 12 du Code Pénal punissait d'une amende, « depuis 6 francs jusqu'à 10 francs » inclusivement, ceux qui, le pouvant, auraient refusé « de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auraient été requis dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrages, inondations, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique, ou d'exécutions judiciaires » (16).

Pour que ce texte s'applique, il faut une calamité publique où la sécurité générale soit compromise ; sauf pour les médecins qui, depuis l'article 23 de la loi du 30 novembre 1912, sont spécialement obligés de déférer à toute réquisition judiciaire, la contrainte n'existe pas en cas d'accident individuel (17) ; la jurisprudence a cependant tendance à élargir la règle : en 1859 déjà, la Cour de Cassation avait déclaré punissable un aubergiste qui avait refusé de

(16) Cf. Coutume de Bretagne, art. 90 ; ordonnance de police du 1^{er} juillet 1706 ; loi des 16-24 août 1792, titre 2, art. 3 ; décret des 19-22 juillet 1791, titre 1, art. 17.

(17) Cr. 29 fructidor an 10, R. Contrav., n° 389 ; Cr., 4 juin 1830, *id.* ; Cr., 13 mai 1854, D., 1855-1-223 ; Cr., 2 juillet 1857, D., 1857-1-376.

recevoir un malade, et, en 1919, un pharmacien de nuit qui n'avait pas voulu panser un blessé (18) ; mais ces décisions sont certainement fausses en droit.

Non seulement il faut une calamité publique, mais un besoin urgent, nécessitant un secours immédiat, impossible à attendre des moyens ordinaires organisés par l'administration (19), comme dans une épidémie de choléra (20), un incendie ou une subite tempête de neige coupant les communications (21). « Le droit de la réquisition est de sa nature une « ressource suprême pour les cas où il y a urgence « ou flagrant délit, et il ne faut pas donner aux dis- « positions qui le consacrent une extension arbi- « traire » (22).

Enfin, et c'est ce qui enlève tout caractère bénévole à l'intervention, l'article 475 n'est applicable que s'il y a eu une réquisition régulière, écrite ou verbale (23), émanant directement et immédiatement d'un officier public ou d'un magistrat ou fonctionnaire de la force publique, simple gendarme (décret du 20 mai 1903, art. 310) ou pompier si les circons-

(18) Cr., 7 janvier 1859, *D.*, 1859-1-77 ; Cr., 4 avril 1919, *D.*, 1920-1-47.

(19) CHAUVEAU et FAUSTIN : *Droit Pénal*, 1888, t. VI, n° 2.849 ; Cr., 20 février 1830, *R. préc.*, n° 395.

(20) Cpr. Civ., 27 janvier 1858, *D.*, 1858-1-66.

(21) Cr., 15 décembre 1855, *D.*, 1856-1-159.

(22) *R. préc.*

(23) Cr., 20 mars 1851, *D.*, 1851-5-479 ; Cr., 12 décembre 1871, *D.*, 1871-1-262.

tances y obligent (24), pourvu qu'ils aient donné connaissance de leur autorité (25) ; un appel par tocsin ou tambour ne suffirait pas, car la réquisition doit être personnelle (26).

La réquisition n'oblige pas, si l'on se trouve dans l'impossibilité absolue, « morale et même matérielle » d'y déférer, sans que cette excuse puisse être laissée à l'appréciation personnelle de l'individu requis (27).

Si le requis est ainsi blessé, il n'a de lien de droit qu'avec la puissance publique qui, seule, peut être condamnée à l'indemniser, et qui n'y sera du reste obligée que s'il est justifié d'une faute lourde dans le fonctionnement du service public. Cette dernière condition est fort dure, et il serait souhaitable qu'une loi attribuât au requis une pension analogue à celle qui est allouée au fonctionnaire, même si aucune faute n'est relevée à la charge de la puissance publique (28).

Ce qui est encore plus grave, nous le verrons par la suite, c'est que la jurisprudence étend cette règle aux individus même volontaires, qui ont été blessés en coopérant à l'extinction d'un incendie, bien que

(24) BLANCHE : *Etudes pratiques sur le Code Pénal*, 1891, t. VII, p. 526 ; Cr., 20 février 1810, R. préc., 895 ; 8 octobre 1842, D., 1842-1-49 ; 14 novembre 1865, D., 1866-1-190 ; 11 juillet 1867, D., 1868-1-47.

(25) GARRAUD : *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 1894, p. 730, n° 771 ; Cr., 8 avril 1854, D., 1854-1-212.

(26) Conseil d'Etat, 27 octobre 1937, *Leb.*, 1937-867 ; *Contra* : Colmar, 17 mai 1928, *Caz. Pal.*, 1928-2-266.

(27) D., 1848-1-153 ; Cr., 11 décembre 1863, D., 1866-1-59 ; 1^{er} février 1867, D., 1867-1-191 ; 22 décembre 1913, R. P. Suppl. « Contraventions », n° 661-2° ; BLANCHE, préc., n° 399.

(28) LALOU, *La responsabilité civile*, p. 429, n° 812.

ceux-ci n'aient fait l'objet d'aucune réquisition et aient véritablement accompli un acte de complaisance, un acte bénévole. Nous serons obligés de revenir sur ce point.

3° Jusqu'à la *loi pénale du 28 octobre 1941*, on admettait généralement qu'en dehors des textes que nous venons de citer, le refus d'aide ou de secours ne pouvait pas constituer une faute civile, et que l'inaction était moralement coupable, mais n'était ni un délit, ni un quasi-délit ; et la jurisprudence suivait la doctrine, en y apportant cependant quelque exception quand il existait un devoir social d'intervenir, devoir créé soit par la profession exercée, soit par un commencement d'exécution, soit par un quasi-monopole de fait ou la confiance légitime de la victime (29).

La loi du 28 octobre 1941, toute de circonstance puisqu'elle réprime les attentats terroristes, punit, dans son article 4 alinéa 2, d'un emprisonnement de 1 an à 5 ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque omet de porter secours à une personne en péril, si, faute d'être secourue, cette personne a perdu la vie ou souffert de grave lésion corporelle, le tout sans préjudice de peines plus fortes s'il échet, et à condition qu'on ait pu intervenir par une action person-

(29) Cr., 7 janvier 1859, *D.*, 1859-1-77 ; Civ., 18 mai 1925, *Gaz. Pal.*, 1925-2-321 ; Pau, 1^{er} mai 1900, *S.*, 1900-2-30 ; Bourges, 3 août 1909, *S.*, 1909, *Bull. somm.*, 55.

nelle ou immédiate, sans dommage ni risque pour soi ou pour ses proches.

Nous ne savons pas si ce texte ne restera pas lettre morte ; en tout cas il ne le mérite pas ; sa réelle nécessité apparaît quand on constate que beaucoup de pays étrangers avaient déjà adopté des solutions semblables (30), et nous estimons regrettable qu'il ait fallu que nous l'attendions si longtemps.

Nous pensons, du reste, qu'avant sa promulgation le refus de secours pouvait déjà, dans certains cas, constituer au moins un délit civil.

4° *Les articles 1382 et 1383* sont, en effet, suffisamment nets. Et nous nous étonnerons que des auteurs, qui en sont arrivés à englober, sous le terme générique de « faute » de l'article 1382, les faits les plus divers, tels que les maladroites des chauffeurs d'automobiles et les abus de procédure de modernes Chicanneaux, aient exigé qu'une abstention fût expressément condamnée par un texte pour qu'elle fût civilement coupable (31). Ou bien alors, il faut affirmer

(30) C. Pénal hollandais (1881), art. 450 ; C. Pénal italien (1890) et turc (1926), art. 389 ; C. Civ. portugais, art. 2.368 ; C. Pénal norvégien, § 387 ; C. Civil allemand, art. 866 ; ancien Code Pén. prussien, 782-3° ; C. de Livingstone, art. 484-485.

(31) LAROMBIÈRE : *Des obligations*, t. VII, art. 1382 et 1383, n° 6 et 7 ; MOURLON et DEMANGEAT, t. II, n° 1.690 ; PROUD'HON : *De l'usufruit*, t. III, n° 1989 ; LAURENT : t. XX, n° 410 ; DEMOLOMBE : *Des Contrats*, t. VIII, n° 479 ; SALEILLES : *Les accidents du travail et la responsabilité*, 46 ; BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : t. IV, n° 2-854 ; SOURDAT, t. I, n° 442 ; AUBRY et RAU : 5° éd., t. VI, § 444 ; LALOU : *La responsabilité civile*, n° 258 ; BEUDANT et CAPITANT, n° 25.,

avec PLANIOL, que l'article 1383 énonce « une règle qui n'existe pas... » (32).

La doctrine explique que « la loi prescrit de se « conduire envers le prochain avec prudence et non « avec charité ; qu'elle ordonne l'attention, mais non « l'altruisme » (33) ; c'est la fameuse théorie de BENTHAM d'après qui seuls peuvent se transformer en obligations les devoirs de justice envers les autres, à l'exclusion des devoirs de charité. Mais la distinction a-t-elle une si grande portée, puisqu'il suffit d'un texte pour transformer en devoir de justice un devoir de charité, comme pour l'assistance maritime (34) ? Et du moment que l'on pourra « dans certains cas « indiquer envers quelle personne et pour quel fait « ou pour quelle somme existe le devoir de charité » (35), celui-ci sera transformé en obligation civile, surtout si, comme dans l'hypothèse présente, l'intérêt social l'exige impérieusement.

Si l'on envisage que la faute est le fait que n'aurait pas commis un homme prudent, avisé, diligent, comment supposer qu'un tel individu s'abstiendrait de porter secours à son prochain en danger, dans les cas où son intervention ne présente pour lui-

(32) PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil*, 1^{re} éd., n° 935, autres éd. n° 896 ; *R. crit.*, 1888, p. 283 ; CROUZEL : *R. gén. droit*, 1922, 168 et 255 ; 1923, 26 et 91.

(33) COLIN et CAPITANT : t. 2, p. 367 ; HÉMARD : *S.*, 1902-2-365 ; TEISSEIRE : thèse, Aix, 1901, pp. 189 et s.

(34) RIPERT : *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 209, n° 111.

(35) RIPERT : *id.*

même aucun risque ? ce serait demeurer prudent, mais en même temps se montrer tout à fait avisé et diligent, que d'intervenir.

Nous estimons qu'une législation qui tolère l'inaction, alors qu'il ne suffirait que d'un geste pour sauver quelqu'un de la mort, manque à sa mission.

Et nous pensons, à la suite d'éminents auteurs, que l'article 1383 permet de considérer l'inaction comme un délit civil « toutes les fois qu'il sera établi « qu'un effort presque négligeable était avec évidence le seul moyen d'éviter à autrui un préjudice « considérable » (36).

Il n'y aura donc plus « acte de complaisance », « secours donné bénévolement », toutes les fois que le témoin à même d'agir aura pu légitimement, sur le moment même, considérer son intervention comme évidemment nécessaire parce qu'elle était le seul moyen ou le moyen plus sûr d'éviter à autrui un préjudice imminent et considérable.

Par préjudice imminent et considérable, nous entendons un grave dommage corporel, ou un fléau, tel qu'un incendie ou une inondation, qui peut menacer les personnes en même temps que les biens. C'est pourquoi *le sauvetage sera obligatoire, mais le coup*

(36) H. et L. MAZEAUD : *Règles générales de la responsabilité civile*, n° 524 ; SAVATIER : thèse, Poitiers, 1916, pp. 109 et suiv. ; *R. crit.*, 1934, p. 417 ; *Traité de la responsabilité civile*, p. 61, n° 47 § 1 ; PLANIOL, RIPERT, ESMEIN : n° 703 ; DEMOGUE : *Traité des obligations en général*, t. 4, n° 463 bis ; t. 3, n°s 258 à 262 ; SALLÉ DE LA MARNIERRE, note *D.*, 1936-2-25.

de main ne le sera pas. On ne peut en effet imposer de s'arrêter continuellement pour rendre un simple service à tous les individus rencontrés dans l'embaras, ni même de justifier son refus par des motifs légitimes, car la vie deviendrait intenable.

Mais quand un individu est en danger de mort et qu'on peut facilement l'en tirer, l'inaction est évidemment une grave faute.

Le sauvetage n'est lui-même obligatoire que si l'intervention ne présente aucun danger pour celui qui l'entreprend ; *l'acte de dévouement ne peut être imposé.* « Il n'est pas essentiel à la charité d'exposer notre corps pour le salut du prochain », a dit Saint THOMAS (*Somme théologique*, 2a 2 ae qu. 26 *ad tertium*).

Ainsi, contrairement à la doctrine classique, qui admet que l'intervention constitue toujours un devoir moral et jamais une obligation civile, nous croyons qu'elle n'est pas toujours un devoir de conscience, mais qu'elle peut être parfois une obligation juridique.

Il n'y aura que très peu de différences entre ce délit civil et le délit pénal de la loi d'octobre 1941 : en cas d'incendie, par exemple, qu'un tiers eût pu facilement arrêter, le délit pénal n'existera que lorsqu'un individu y aura trouvé la mort ou aura été blessé ; le délit civil sera caractérisé, même si le préjudice n'a été que matériel. Enfin le délit pénal n'existe que lorsqu'on « omet de porter secours à une

personne en péril » ; le délit civil est commis dès qu'il eût été facile d'éviter la naissance du danger.

On s'aperçoit que lorsqu'il sera obligé d'agir, le sauveteur ne sera presque jamais blessé, puisque c'est l'absence de risque qui lui impose d'intervenir. Si cependant il subissait un dommage, il aurait incontestablement droit à indemnité, parce qu'on le contraint à agir, mais non pas à supporter les risques de son intervention ; et qu'en contre-partie de cette obligation naît pour le sauvé celle d'indemniser son sauveteur malheureux (37).

Nous disons « indemniser » et non pas « rétribuer », « rémunérer », « récompenser ». C'est que nous n'envisageons que l'hypothèse où l'auteur de l'acte de complaisance a subi un préjudice ; nous allons maintenant expliquer la raison de cette nouvelle limitation.

§ 3. — RÉPARATION DU PRÉJUDICE SUBI EN PORTANT BÉNÉVOLEMENT AIDE OU SECOURS

Nous n'étudions, avons-nous dit, que la *réparation d'un préjudice*, et non *pas récompense ni rémunération*.

Ce n'est pas que nous mettions en doute l'existence, pour celui qui a été secouru, d'un devoir moral de récompenser l'assistant, de le rémunérer de ses

(37) RIPERT : *préc.*, n^{os} 152 à 156 ; PERREAU : *R. crit.*, 1913, p. 507 ; APPLETON : *R. trim.*, 1912, p. 604 ; M^{lle} HALLER : thèse, Paris, 1930, p. 98.

services, de lui donner gratification et salaire ; les mots même l'indiquent : « obliger » quelqu'un, être « obligeant » à son égard, n'est-ce pas lui créer, en échange du service rendu, une obligation de réciprocité ou de récompense ? Mais ce devoir moral ne peut que difficilement venir à la vie juridique, et rien n'exige qu'il y vienne.

Une personne en danger de se noyer est sauvée par un passant qui plonge et la ramène à terre ; un cocher, dont le cheval s'était emballé, est indemne, grâce à un tiers qui a sauté à la tête de l'animal et réussi à l'arrêter. Si le sauveteur n'a reçu aucune blessure, comment calculerons-nous la somme d'argent qui lui est due ? On conçoit que l'assisté puisse, de son plein gré, la déterminer ; mais sur quelle base les juges la calculeront-ils, en cas de contestation, ou lorsque l'individu secouru ne voudra rien verser ? Le devoir moral est ici d'une étendue trop imprécise pour pouvoir être transformé en obligation civile. Considérer la valeur de l'effort fourni est impossible : un effort, intense certes, mais bref, souvent instantané, ne peut pas s'évaluer ; cela est si vrai que, dans les corps de métiers, le prix de la main-d'œuvre est calculé à l'heure, d'après un barème imposé par la loi ou par les usages, sans que l'on puisse rechercher si tel ouvrier a dû s'imposer pour le même travail une fatigue supérieure à celle de tel autre ; mais si un tarif peut être établi en fonction du temps passé et pour des opérations d'une pratique

courante, comment le serait-il pour un effort en général très court, et exceptionnel ?

Nous savons bien que, cependant, la loi de 1916 accorde une rémunération à l'assistant maritime.

Mais ce texte ne doit pas sortir du droit maritime, « qui est un droit spécial, tenant à la fois du droit « privé et du droit public, et dont on ne saurait trop « accuser le particularisme » (38). La mer est l'élément où les rencontres internationales sont le plus fréquentes ; quand un navire est en perdition, le bâtiment le mieux à même de lui porter secours battra très souvent pavillon étranger ; il y avait donc intérêt à ce que les diverses nations se missent d'accord sur une solution commune et signassent la seconde Convention Internationale de Bruxelles du 23 septembre 1914, que la loi du 29 avril 1916 n'a fait qu'étendre aux relations entre Français.

Il est intéressant de noter que la rémunération accordée y est calculée, non seulement en proportion de l'effort déployé, mais aussi compte tenu de la valeur des choses assurées.

Or précisément, en cette matière, l'effort est relativement facile à évaluer. Alors que l'assistance terrestre est presque toujours immédiate, rapide et spontanée, telle pour l'agent de police qui arrête un cheval emballé ou pour le pêcheur qui sauve un homme tombé dans une rivière tout près de lui, l'assistance

(38) RIPERT : *Droit maritime*, 2^e éd., t. 3, n° 140.

maritime l'est au contraire rarement. La plupart du temps, le navire sauveteur aura été alerté par radio et devra effectuer à toute vitesse un long parcours, perdre un temps précieux. Bientôt est apparue la nécessité de bâtiments spécialement armés pour le sauvetage et uniquement utilisés dans ce but. L'Etat ne put engager le capital nécessaire ; des sociétés privées y ont suppléé, en ont fait une entreprise commerciale ; elles font payer leurs frais et les intérêts de leurs fonds immobilisés. C'est normal ; et c'est possible, parce que les frais seront faciles à établir.

Et cependant, la loi de 1916 a fait de la valeur du navire et de la cargaison sauvés la véritable échelle de la rémunération, puisqu'elle ordonne d'en tenir compte dans le calcul et qu'elle ajoute qu'en aucun cas on ne pourra la dépasser. On a donc là, en droit maritime, une base de calcul simple et précise, qui fait totalement défaut en droit privé. Du reste, lorsque seules des vies humaines ont été préservées par l'assistant maritime, il n'a droit à rien.

On se heurterait donc à de réelles difficultés si l'on voulait imposer l'obligation juridique de rémunérer l'auteur d'un acte de complaisance terrestre, surtout un sauveteur.

La situation change du tout au tout lorsque le sauveteur a été blessé. Outre la rémunération à laquelle il pourrait aspirer et pour laquelle subsistent les mêmes difficultés, il demandera la réparation du préjudice causé par ses blessures. On ne doute pas

non plus que l'assisté soit obligé en conscience de la lui accorder ; mais, cette fois-ci, aucun obstacle n'interdit de transformer en obligation juridique ce devoir moral dont l'étendue est précise, limitée à la valeur du dommage subi. On a une base solide d'évaluation ; le préjudice doit être intégralement réparé ; les juges savent exactement ce qui est dû.

C'est pourquoi, nous croyons possible de condamner l'assisté à verser une indemnité, mais non pas une rémunération. C'est pourquoi aussi nous recherchons uniquement, dans cette thèse, le fondement de cette indemnisation, qui suppose nécessairement un préjudice à réparer.

Si la morale et l'utilité sociale exigeaient impérieusement que l'assistant fût rémunéré, il faudrait cependant essayer de lui accorder ce salaire. Mais il n'en est rien.

On conçoit combien plus intéressante est la situation du sauveteur, lorsque, blessé, il demande réparation, que quand il cherche à obtenir un profit matériel, un bénéfice. Il est injuste que qui a tiré son prochain du danger supporte seul son préjudice ; il paraît presque immoral que quiconque essaye de monnayer son courage et sa complaisance. Une récompense s'accorde, mais ne se sollicite pas ; l'octroi d'une indemnité présente une réelle nécessité.

Les actes de dévouement ou de complaisance, qui présentent une incontestable utilité sociale, ne seront pas beaucoup plus rares sans la certitude d'une ré-

compense, d'honneurs, de décorations. Mais celui qui se prépare à accomplir un acte de dévouement sera souvent arrêté, s'il n'est pas assuré qu'en cas de malheur ses héritiers ou lui-même ne resteront pas sans ressources et toucheront des dommages-intérêts.

Contrairement donc aux prescriptions de la loi de 1916 qui attribue aux gens de mer une rémunération ne présentant pas essentiellement le caractère réparateur et à défaut de quoi aucune indemnité ne pourrait être accordée, nous pensons qu'en droit privé il est souhaitable que des dommages-intérêts soient alloués par les juges, mais qu'il est préférable de laisser à l'initiative individuelle l'octroi d'un salaire ou d'une récompense.

*
**

Nous allons pouvoir, maintenant que le problème est posé, examiner si l'auteur d'un acte de complaisance peut être indemnisé de son préjudice et pourquoi.

Dans une première partie, nous étudierons l'hypothèse où l'intervention bénévole a été purement spontanée, exécutée en dehors de toute situation contractuelle.

Ensuite, nous traiterons du cas où le concours avait été sollicité, ou bien où l'intervenant était lié par un contrat, soit avec la personne aidée ou secourue, soit avec un tiers.

PREMIERE PARTIE

L'INTERVENTION EN DEHORS DE TOUT LIEN CONTRACTUEL

La jurisprudence et la doctrine ont toujours été d'accord pour allouer des dommages-intérêts à l'individu qui avait été blessé en accomplissant spontanément, de son propre mouvement, un acte de complaisance en faveur d'autrui.

Mais les avis divergent sur le fondement de cette indemnisation.

Dans un premier Titre, nous rechercherons la valeur de la solution la plus fréquemment donnée, et incontestablement la plus facile : le recours aux articles 1382 et suivants du Code Civil.

En ayant constaté l'insuffisance, nous passerons ensuite à l'étude de la véritable source, qui est, croyons-nous, la théorie de la gestion d'affaires.

TITRE I

Justification de la réparation par application des articles 1382 et suivants

La jurisprudence ne s'est pas souciée d'adopter une solution générale et s'est contentée de rendre des décisions spéciales tirées presque exclusivement des faits de la cause.

Or, le plus souvent, on pouvait relever une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

C'est ainsi que, durant tout le cours du XIX^e siècle, la plupart des accidents survenus aux auteurs d'actes de dévouement furent causés par des animaux qu'il s'était agi de maîtriser ou d'arrêter, et les tribunaux condamnaient le gardien en vertu de l'article 1385 ; ou encore, on avait constaté une faute caractérisée qui avait permis l'escapade de la bête, et on faisait jouer l'article 1382 du Code Civil ou même les articles 319 et 320 du Code Pénal.

Un automobiliste renverse, par sa faute, un cycliste qui n'est que légèrement contusionné, mais qui demeure pris sous la voiture sans pouvoir s'en dégager. Un tiers accourt et se blesse gravement en cherchant à soulever le véhicule ; il a été indemnisé par le propriétaire de la voiture en vertu de l'article 1382, son préjudice étant, d'après l'arrêt de la

Cour d'Orléans du 28 janvier 1938, la conséquence de la faute initiale qui avait causé l'accident du cycliste (1).

La Cour Suprême, cassant un autre arrêt d'Orléans, a fait jouer l'article 1384 en faveur d'un cultivateur qui avait été blessé au bras en aidant à déplacer une batteuse, sans qu'il pût être question d'un accident du travail (2).

MERMOZ avait fait un atterrissage forcé sur une terre de Sologne ; au moment de décoller, l'appareil s'était embourbé, et des paysans accourus, poussèrent bénévolement à la roue pour permettre le départ. L'un d'eux fut, pendant cette manœuvre, décapité par l'hélice. La Cour d'Orléans rendit la Société Air-France responsable, en vertu de l'article 1384 et de l'article 53 de la loi du 31 mai 1924, l'avion étant en évolution au moment de l'accident (3).

Nous allons nous demander si ces solutions sont exactes, puis nous n'aurons aucune peine à montrer qu'en tout cas elles ne sont pas suffisantes, puisque limitées aux seules espèces où il soit possible de relever un délit ou un quasi-délit.

(1) Orléans, 28 janvier 1938, Barberon d'Alex ; *G. P.*, 5 avril 1938, *R. Ass.*, 1938-544.

(2) Cass., 2 novembre 1938, Orléans, 26 mars 1934, *G. P.*, 29 décembre 1938.

(3) Orléans, 19 juillet 1938 : Dubois-Mermoz.

CHAPITRE PREMIER

APPLICATION POSSIBLE DES ARTICLES 1382 ET SUIVANTS

Tout d'abord, peut-on invoquer ces articles en faveur de l'auteur d'un acte de complaisance ?

Deux sortes de difficultés peuvent se présenter.

Ces textes ne jouent pas si la victime a elle-même commis une faute, véritable cause du préjudice dont elle se plaint. L'intervention (entr'aide, dévouement) n'est-elle pas imprudente ? Le tiers n'a-t-il pas au moins accepté les risques de son acte ?

Ces questions résolues négativement, les articles 1384 et 1385 peuvent s'appliquer, puisque le fait actif de la chose ou le contact de l'animal suffisent à les mettre en œuvre. Mais, pour l'article 1382, il faut encore se demander s'il existe bien un lien de causalité entre la faute initiale et le préjudice, et si l'intervention ne constitue pas, sinon une faute, du moins une initiative purement spontanée et volontaire supprimant ce lien de causalité.

SECTION I

L'intervention est-elle une faute juridique ?

L'auteur d'un acte de complaisance peut être considéré comme coupable d'une double façon.

D'une part, la manœuvre qu'il a entreprise pouvait être imprudente ou dangereuse. Nous examinerons, dans notre première sous-section, dans quelles conditions cette imprudence ou cette témérité peut être pardonnée.

Même si l'intervention paraissait ne devoir présenter aucun danger, ne peut-on dire que celui qui a agi de propos délibéré, spontanément, a accepté tous les risques ou participé à l'usage de la chose, et qu'aucune réparation ne lui est dûe ?

Sous-Section 1

Objection d'après laquelle
l'acte de complaisance dangereux
serait une faute

§ 1. — EXPOSÉ

On ne peut invoquer les règles de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle qu'à condition de n'avoir pas soi-même commis la faute génératrice de son propre dommage. Or, le sauveteur n'eût pas été blessé si, au lieu de se jeter à la tête du cheval emballé, il s'était effacé rapidement, si, au lieu d'aider à dépanner l'avion, il était resté tranquillement à sa place. Il a été imprudent en présumant de ses forces ; il a, en tout cas, agi à ses risques et périls. Il eût pu ne pas être blessé ; il n'a à s'en prendre qu'à soi-même de son fait purement volontaire, faute d'imprudence ou de témérité sans laquelle le dommage

dont il se plaint n'eût pas existé. C'est surtout pour les actes de dévouement, où le danger de l'intervention ne pouvait, sur le moment même, faire aucun doute, que la question se pose.

M. CAMPION estime que « la cause du dommage » est l'acte imprudent de la victime » (2). M. VIZIOZ considère qu'invoquer l'article 1385, comme le fait la jurisprudence, est « une solution aventureuse et que « les auteurs ne soutiennent qu'avec réserve en la « déclarant peu satisfaisante », puisque, dans la plupart des espèces, le blessé eût pu très facilement éviter l'accident au même titre que les personnes qui se trouvaient à ses côtés (3).

A une époque où la théorie du risque avait plus de partisans qu'aujourd'hui, M. RIPERT ne manquait pas de noter : « Mais l'accident n'est-il pas survenu « par suite de l'initiative exclusive de la victime qui « s'est portée au-devant du danger ? Au point de vue « juridique, il y a faute, puisqu'il y a initiative absolument anormale » (4). Plus récemment, l'éminent juriste répétait que la seule cause du dommage est le propre fait de la victime (5).

Suffit-il d'affirmer qu' « on ne peut imputer à « faute un acte de dévouement » (6), « que les juges « de première instance ont à tort considéré comme

(2) CAMPION : *La notion d'assistance en droit privé*, n^{os} 85 et suiv.

(3) VIZIOZ : thèse, Bordeaux, 1912, p. 263.

(4) RIPERT : *R. crit.*, 1909, p. 138.

(5) *Id.*, *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 298.

(6) Douai, 12 novembre 1864 ; *D.*, 1863-2-153 et notes ; *S.*, 1863-2-123.

« une imprudence ce qui n'était qu'un acte de dévouement » (7), ou bien qu'on ne peut considérer comme « une imprudence le fait d'être spontanément intervenu pour séparer deux chevaux qui allaient se battre » (8), que « le citoyen courageux qui, mû par un mouvement spontané, se jette à la tête d'un animal échappé doit être félicité et non blâmé, et devrait, en tout cas et tout au moins, être rémunéré par le propriétaire de l'animal et non accusé par lui » (9) ? « Déclarer fautive un acte de dévouement serait une prime à la lâcheté et une désapprobation indirecte des actes de courage » (10).

La plupart des auteurs, y compris ceux qui, au nom de la séparation du Droit et de la Morale, refusent de sanctionner juridiquement le devoir d'assistance, approuvent ces décisions.

Mais cela n'est-il pas surprenant de la part de ceux qui dénomment « fautive » le fait que n'aurait pas commis, dans les mêmes circonstances, un homme *avisé, prudent ou très diligent*, définition qui est, en somme, celle généralement adoptée par la jurisprudence ?

De quel droit affirmer qu'un homme avisé, prudent, se serait jeté au-devant d'un taureau furieux, action extrêmement dangereuse ? Comment penser

(7) Riom, 18 août 1879 : *D.*, 1894-2-115, *S.*, 1886-2-217.

(8) Paris, 20 février 1896 : *D.*, 1896-2-512, *S.*, 1897-2-107.

(9) Comm. Seine, 20 mai 1914 : *Rec. ass.*, 1916, p. 122. ,

(10) T. Laon, 7 mars 1894 : *S.*, 1897-2-225.

qu'il aurait tenté de soulever une voiture alors qu'aucune obligation juridique ne lui incombait de ce chef, admet-on ? Quelle contradiction que de dire qu'un homme avisé, prudent et diligent n'est pas obligé de tendre une perche à une personne en danger de se noyer, ce qui serait au contraire avisé et diligent tout en restant prudent, et d'aller admettre ensuite qu'il est tout à fait prudent de se jeter à la tête d'un cheval emballé !

M. PERREAU, examinant cette jurisprudence, constate combien elle apparaît paradoxale (11) ; se dévouer pour autrui, n'est-ce pas, par définition, s'exposer à un danger ?

Il a essayé de répondre que l'intervention, si elle n'est pas une obligation civile, constitue, sinon un devoir civique, tout au moins un devoir de conscience, et que, de ce fait, elle n'est donc pas coupable puisqu'au contraire elle est moralement obligatoire (12).

« Ne pourrait-on pas dire, suggère aussi
« M. RIPERT, qu'il y a devoir social de se porter au
« secours des personnes en danger. Tout le monde ne
« le remplit pas ou n'est pas à même de le remplir.
« Mais tout au moins est-il juste de ne pas considérer
« comme acte d'initiative spontané l'acte commandé
« par ce devoir social » (13).

Ces auteurs sont même allés plus loin ; et sans se

(11) PERREAU, note S., 1902-2-217.

(12) *Id.*

(13) RIPERT, *R. crit.*, 1909-138.

contenter de faire appel à l'existence de ce devoir moral pour justifier l'application des articles 1382 et suivants, ils veulent y trouver le fondement même de l'indemnisation.

L'indemnité serait, pour M. RIPERT, la contrepartie de la règle générale d'assistance (14). M. PERREAU distingue « trois sortes d'obligations de conscience » : les unes, sur quoi repose le bon ordre et l'utilité sociale, et qui sont en même temps obligations civiles : celles qui nous intéressent, et qui, ayant trait à l'humanité, la bienveillance, la délicatesse, produisent un certain effet juridique en créant pour les personnes qui les accomplissent un droit à « salaire » ; enfin, les obligations naturelles (15). Pour M^{lle} HALLER, « il existe en réalité un devoir d'assistance envers « les individus faisant partie de la même collectivité ; « et en intervenant, le sauveteur ne fait que se conformer à ce devoir d'assistance » ; mais alors, « il « est socialement souhaitable d'encourager le sauve-
« teur et de lui accorder réparation du dommage qu'il
« subit en accomplissant son acte de dévouement » (16).

Ces thèses sont certainement exactes en soi ; mais on en étend par trop la portée en oubliant que l'acte de complaisance n'est pas obligatoire, même en

(14) RIPERT : *La règle morale dans les obligations civiles*, n^{os} 152 à 158.

(15) PERREAU : *R. crit.*, 1913, p. 507 ; CORBESCO : thèse, Paris, 1903, p. 251.

(16) M^{lle} HALLER : thèse, Paris, 1926-1930, p. 98.

conscience, dès qu'il présente un danger pour celui qui l'entreprend, ou lorsqu'il n'a pas pour but de préserver l'intégrité corporelle d'un tiers ou d'épargner un grave fléau.

Les actes de dévouement ne sont imposés ni en droit, ni en conscience ; ils ressortent « de la perfection de la charité » (17). De même, les coups de main ne sont pas obligatoires. Les simples sauvetages seuls le sont, mais ne provoqueront presque jamais d'accidents.

Notons, du reste, que faire de cette obligation de conscience le fondement de l'indemnité n'est pas dire grand chose, car il ne suffit pas de justifier le principe d'une indemnisation, il faut encore indiquer qui payera et pourquoi.

En tout cas, l'argument tendant à affirmer que l'acte de complaisance dangereux n'est pas une faute, parce qu'il est obligatoire, se trouvera presque toujours faux. Il est donc nécessaire de trouver autre chose.

Or, l'appel à la beauté morale de l'acte, comme le fait la jurisprudence, ne suffit pas. Car comment expliquer les deux arrêts suivants ?

Un gendarme veut arrêter, pour lui dresser procès-verbal, une voiture hippomobile qui roulait, de nuit, sans éclairage ? il se place au travers de la route ; le véhicule continue et le renverse. La Cour de

(17) Saint Thomas, préc.

Cassation déclare qu'il y a eu imprudence du gendarme seule cause de l'accident, et déboute l'Etat de sa demande en dommages-intérêts (18).

Au contraire, un taureau s'échappe sur la voie publique ; un homme est blessé en cherchant à lui barrer le passage pour l'empêcher de causer un dommage. Et la Cour de Cassation estime que la victime n'a pas été imprudente et a droit à indemnité (19).

Ne paraît-il pas cependant plus imprudent de se jeter devant un taureau échappé et furieux, comme le fit le sauveteur indemnisé, que de barrer la route, comme le gendarme, à une voiture conduite par un homme raisonnable dont le seul tort est de ne pas être éclairé ? Il était certain que le taureau ne s'arrêterait pas de lui-même, tandis qu'il y avait beaucoup de chances pour que le cocher aperçût le gendarme et stoppât.

D'autre part, le gendarme faisait son devoir en cherchant à arrêter un contrevenant ; le passant n'était pas tenu d'accomplir un acte de dévouement.

Il ne suffit donc pas d'invoquer, comme la jurisprudence, la beauté morale de l'acte ; car le gendarme et le sauveteur étaient animés tous les deux d'excellentes intentions.

On voit par là que le critère de la faute, tel qu'il est traditionnellement adopté par la jurisprudence,

(18) Civ., 13 janvier 1908 : *S.*, 1911-1-217.

(19) Cr., 14 mars 1914 : *R. ass.*, 1915, p. 464.

est incapable de justifier ses décisions en cette matière.

§ 2. — RÉPONSE A L'OBJECTION

C'est qu'il faut tenir compte d'un autre élément, qui a certes été envisagé, mais bien souvent sans être nettement indiqué : l'utilité sociale. La société a intérêt à la sauvegarde de l'intégrité corporelle de ses membres, à ce que les actes nécessaires à cette sauvegarde soient exécutés.

I. — *L'acte dangereux n'est pas coupable s'il est nécessaire*

Or, dans le cas de l'acte de dévouement, le dommage à éviter à un citoyen est *imminent*. Le taureau furieux dévale la rue et risque de tuer les personnes se trouvant sur son passage ; l'homme qui coule va se noyer si l'on ne se jette à l'eau pour le sauver.

Au contraire, la voiture sans éclairage pouvait continuer sa route sans être un véritable danger public, surtout à l'époque où l'arrêt a été rendu ; le gendarme pouvait la suivre au lieu de se porter devant elle ; il aurait pu avoir recours à des collègues. Rien ne pressait vraiment.

C'est ici qu'intervient une notion qui n'a été bien mise en valeur que récemment et sans laquelle la solution donnée par la jurisprudence et la doctrine demeure inexplicable : la théorie de *l'état de nécessité*.

« L'état de nécessité, écrit M. SAVATIER, c'est la « situation de celui à qui il apparaît clairement que « le seul moyen d'éviter un mal plus grand » (soit à un tiers, soit à soi-même) « est de causer un mal « plus petit ou égal » (soit à un tiers, soit à soi-même) (20). S'infliger à soi-même un dommage pour éviter à autrui un préjudice plus grand ou égal, c'est accomplir un acte de dévouement. Agir ainsi ne constitue pas une faute, car la société en retire avantage ; quant à la beauté morale du geste, elle n'est pas douteuse.

Mais pour que l'acte ainsi accompli ne soit pas coupable, *le mal à éviter doit être assez important pour justifier le sacrifice éventuel, et à condition que tout autre moyen d'agir ait été impossible.* « Toute- « fois, le Droit ne pouvant faire abstraction de la « valeur morale des actes, les conditions seront plus « facilement admises ici, pour l'acte où l'agent se « sacrifie en faveur d'autrui, qu'elles ne l'étaient « plus haut pour l'acte où il sacrifie autrui en sa « faveur. Ainsi..... personne n'hésitera à rejeter toute « idée de faute à la charge de celui qui donne sa vie « pour sauver celle d'autrui. On ne risque rien au « point de vue social à favoriser les actes de « dévouement » (21).

(20) SAVATIER : *Mélanges Capitant*, p. 739 ; *Traité de la responsabilité civile*, t. I, n° 103 ; *R. crit.*, 1934, p. 417 ; DEMOGUE : *R. crit.*, 1927-1.049 ; *R. trim.*, 1935-367 ; *Traité des obligations*, t. III, n° 240 ; LALLEMENT : *L'état de nécessité en matière civile* ; LEREBOURS-PIGEONNIÈRE : *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 718 ; MORIAUD : thèse, Genève, 1889.

(21) SAVATIER : *Mélanges Capitant préc.*, p. 739, n° 9.

L'acte de dévouement ne pourra pas, moralement et socialement, être considéré comme une faute, bien qu'il soit facultatif. « Il n'est pas essentiel à la « charité d'exposer notre corps pour le salut du « prochain..... Que quelqu'un s'offre dans ce but, cela « appartient à la perfection de la charité », pensait Saint THOMAS (22) ; ce n'est donc ni obligatoire, ni coupable, mais louable.

Certaines conditions doivent cependant se trouver réalisées pour qu'il en soit ainsi. Nous rappelons que *nous nous obligeons juridiquement à intervenir en faveur d'autrui, quand c'est avec évidence le seul moyen ou le moyen le plus sûr de lui éviter un dommage considérable, en général corporel, sans danger pour soi-même.*

Nous dirons que *s'exposer corporellement n'est pas coupable, bien que facultatif, quand l'intervention est avec évidence le seul moyen ou le moyen le plus sûr d'éviter à autrui un dommage plus grand ou de même valeur que celui auquel on s'expose soi-même, même si l'intervention a été maladroite ou téméraire sans constituer une faute inexcusable.*

Il y aura donc des espèces où le juge admettra qu'un des témoins a pu légitimement rester inactif, tandis que son voisin, placé exactement dans les mêmes conditions et jouissant des mêmes moyens, a pu légitimement considérer son intervention comme nécessaire et non fautive.

(22) Saint THOMAS préc.

Il y a devoir quand on ne s'expose qu'à un dommage insignifiant ; il y a faute si l'on s'est exposé à un mal plus grand que celui à éviter.

1° Il faut, avons-nous dit, que le dommage exposé soit plus petit ou de même valeur que celui à éviter, et qu'il existe réellement, de façon imminente.

Cette considération n'était du reste pas demeurée complètement étrangère à la jurisprudence, qui n'a jamais manqué de souligner l'utilité pressante de l'intervention du sauveteur qu'elle indemnisait.

Les décisions remarquent que le cheval emballé pouvait atteindre le sauveteur lui-même « et les nom-
« breuses personnes qui passaient à ce moment
« dans cette rue particulièrement fréquentée de
« Cognac » (23), que « le défendeur fait plaider qu'à
« cette heure matinale il n'y avait que quelques rares
« passants, mais que n'y eût-il eu qu'un seul passant
« ou une seule voiture dans la rue, un accident est
« toujours à craindre » (24). Quelquefois, c'est un taureau qu'il fallait maîtriser (25) ; la Cour de Paris a dans ce cas accordé une indemnité à l'homme qui, sur un marché public, s'était placé devant la bête en agitant les bras « suivant un usage constant dans les marchés » (26) ; la Cour de Cassation a donné une

(23) Bordeaux, 21 juillet 1932 : *Gaz. Pal.*, 1932-2-613.

(24) Comm. Seine, 20 mai 1914 : *R. ass.*, 1916-122.

(25) Douai, 12 novembre 1863 : *D.*, 1863-2-153 et notes ; *S.*, 1863-2-123.

(26) Paris, 10 mars 1892 : *D.*, 1894-2-115 ; *S.*, 1896-2-217 ; cf aussi : Riom, 18 août 1879, *D.*, 1894-2-115 ; T. Chambéry, 15 janvier 1886, *D.*, 1894-2-215 ; Comm. Seine, 23 octobre 1903, *Le Droit*, 25 juillet 1905.

solution semblable : un taureau s'était précipité hors de son herbage et menaçait les personnes présentes, dont un petit domestique qui avait dû se réfugier sur un arbre ; un voisin était accouru et avait été mortellement blessé ; l'article 1385 fut appliqué, car le geste de la victime avait été motivé par « la conscience du danger », et ce danger était imminent (27).

La jurisprudence s'est montrée très large. Le Tribunal de Chambéry a accordé indemnité à un jeune homme qui avait été mordu par un chien errant en agissant sur la pressante invitation d'une jeune fille apeurée et alors qu'il pouvait « en tout cas » craindre un danger réel et sérieux (28). Les juges n'ont pas hésité non plus à donner la même solution en faveur de ceux qui ont été blessés en cherchant à relever un cheval ou à séparer deux animaux qui allaient se battre (29) ; cependant on ne se trouvait pas dans une situation présentant un danger imminent et justifiant les risques pris ; les décisions s'en tirent en constatant qu'il y avait « une nécessité indiscutable » à relever instantanément le cheval qui pouvait devenir « par des mouvements « violents et désordonnés, et par la possibilité d'un « relèvement brusque et d'une course affolée, un « danger tant pour son conducteur que pour les « personnes se trouvant sur son passage ou à proxi-

(27) Civ., 5 février 1934 : *D. H.*, 1934-205.

(28) T. Chambéry, 15 janvier 1886, préc.

(29) T. Guéret, 19 janvier 1930 : *S.*, 1931-2-101.

« mité ; qu'ainsi s'explique le geste généreux et, au
« surplus, non dépourvu de péril de ceux qui se por-
« tent instantanément au secours du conducteur,
« heureux à ce moment de l'aide qui lui est ainsi
« acquise ; qu'il ne saurait être fait grief à L... de
« n'avoir pas attendu un appel du conducteur de
« l'attelage et de s'être porté à son secours, de son
« propre mouvement et avec rapidité ; que son geste
« inspiré par un sentiment louable de solidarité
« sociale et par le désir d'éviter un danger que les
« circonstances pouvaient faire craindre, ne peut lui
« être imputé comme une faute ou comme ayant été
« accompli à ses risques et périls ; qu'il était, au
« contraire, commandé par une nécessité indiscuta-
« ble » (30). De même, la Cour d'Amiens a dit « qu'il
« n'y a pas imprudence dans le fait d'intervenir
« spontanément pour séparer des chevaux qui
« allaient se battre alors que le conducteur, monté
« sur un haut chariot, ne pouvait le faire » (31) ;
là encore, on pouvait penser qu'il y eût danger pour
le conducteur d'être projeté hors de la voiture. Et,
tout récemment, le Tribunal de Moulins vient d'en
décider autant pour celui qui avait aidé à relever un
cheval (32).

La Cour de Bordeaux fit bénéficier de l'article
1384 le passant qui avait été blessé en aidant à

(30) Agen, 28 janvier 1935 : *D. H.*, 1935-218.

(31) Amiens, 9 janvier 1895, *D.*, 1895-2-359 ; *S.*, 1897-2-211.

(32) T. Moulins, 16 décembre 1941, *Gaz. Pal.*, 18-21 avril 1942.

pousser sur le bas-côté une automobile tombée en panne au milieu de la route et que l'article 11 § 3 du Code de la Route prescrivait de déplacer au plus tôt, attendu « que le besoin de sécurité, étant donné « surtout qu'il faisait nuit, commandait d'agir vite « et de scinder les opérations de remorque en commençant par enlever la voiture du milieu de la « chaussée sans attendre le câble et l'auto-remorqueuse » (33). Le pourvoi contre cet arrêt fut rejeté (34). Nous estimons que même si le véhicule avait été immobilisé sur une voie privée et qu'il n'eût fallu que la pousser pour aider à la rentrer dans son garage, la victime eût encore eu droit à indemnité, puisque son intervention ne paraissait pas dangereuse.

La Cour de Cassation (35) a posé le principe qu'il y aurait faute si la victime avait agi « en dehors de toute nécessité, volontairement et sans mandat ». Elle a appliqué cette règle assez rigoureusement, semble-t-il, à une femme qui avait été blessée en ramenant à son propriétaire un cheval échappé « qui stationnait sans causer de dégâts ni faire aucun mal ». Cette jurisprudence peut paraître illogique, car il semble moins dangereux de s'emparer d'un animal paisible et que l'on connaît bien, comme c'était le cas,

(33) Bordeaux, 13 décembre 1933, *D. H.*, 1934-7 ; *S.*, 1933-2-185.

(34) Civ., 2 novembre 1938, *Gaz. Pal.*, 29 décembre 1938.

(35) Civ., 8 janvier 1894, *D.*, 94-1-403, *S.*, 94-1-128, *Gaz. Pal.*, 1894-1-286 ; Civ., 1^{er} février 1892, *D.*, 1892-1-501.

que de tenter de maîtriser une bête dangereuse et énervée. La décision est assez dure, car un cheval échappé, même paisible, peut toujours être une cause de péril au cours de ses divagations ; les juges ont été impressionnés par le fait que l'animal était entré dans l'écurie de la victime où celle-ci n'eût eu qu'à l'enfermer en attendant l'arrivée du propriétaire ; mais comme l'entreprise de la blessée, qui était cousine du propriétaire et connaissait l'animal ne paraissait pas imprudente en fait, on aurait pu se déclarer en présence d'un coup de main ne présentant pas de danger.

C'est une question de fait. Le Tribunal de Commerce de la Seine a refusé l'indemnité, disant qu'on ne pourrait l'accorder « qu'à la condition que le « service gratuit rendu ait été nécessité par des circonstances dont la gravité ou les conséquences « extrêmement graves aient présenté une urgence « absolue et une utilité immédiate pour les intérêts « d'autrui » (36).

La nécessité absolue justifie le geste dangereux ; l'intervention simplement utile ne se justifie que si elle ne paraissait présenter aucun danger. Autrement dit, on ne peut s'exposer à un péril que pour sauver la vie de son prochain ; en dehors de ce cas, l'acte dangereux constitue une faute.

Quand, comme dans l'espèce ci-dessus, la victime

(36) Comm. Seine, 29 janvier 1913, *R. ass.*, 1914-383, *Gaz. Pal.*, 1924-1-159 ; Comm. Seine, 19 juin 1906, *Le Droit*, 20 juillet 1906. ,

a commis un acte assez imprudent, et qu'elle était
« à raison même de sa profession de contremaître
« charretier, à même de se rendre compte de l'état
« de la voiture et du danger qu'elle présentait »,
l'indemnité sera due si le danger à éviter était grave
et imminent, et elle ne le sera plus en cas contraire.

*II. — L'acte dangereux nécessaire n'est pas coupable
même s'il y a eu maladresse ou témérité
dans l'exécution*

La nécessité de l'intervention justifie aussi les
décisions qui affirment que l'acte de dévouement n'est
pas une faute, eût-on été maladroit ou téméraire dans
son exécution.

Peu importe que l'effort spontané ait pu être
« mal calculé sans être taxé d'imprudence » (37).
« La maladresse et l'inexpérience ne sauraient être
« retenues comme pouvant en semblables cas engager
« la responsabilité de celui qui se dévoue ; il con-
« viendrait au contraire de louer plus hautement la
« bravoure et l'abnégation de celui qui pouvant légi-
« timement croire que son intervention était néces-
« saire pour conjurer un danger imminent, se dévoue
« alors qu'il se sait inexpérimenté » (38).

La Chambre Criminelle donne la même solution
et dit que les victimes ne « sauraient être taxées

(37) Paris, 20 février 1896, *D.*, 96-2-512, *S.*, 97-2-107.

(38) Comm. Seine, 20 mars 1914, *R. ass.*, 1916, p. 122.

« d'imprudence, bien que leur effort spontané fût
« peut-être maladroit » (39).

Et cela, même si un autre passant avait dissuadé d'agir (40), ou si l'on n'a pas utilisé les instruments spéciaux qui étaient mis à sa disposition dans ce but (41).

Maladresse et témérité, voilà pourtant l'essence même de la faute dans la doctrine classique, voilà ce que n'eût pas commis un homme prudent et avisé.

La nécessité d'agir vite, le trouble qui peut en résulter justifient cette solution.

« Le témoin d'un accident imminent, dit la Cour
« d'Alger, a le devoir spécial d'intervenir. En consé-
« quence, s'il devient lui-même victime d'un accident
« en commettant la faute légère de trop présumer
« de ses forces, il appartient aux auteurs de la faute
« initiale de réparer le préjudice » (42). « Celui qui,
« spontanément et même sans avoir autrement réflé-
« chi, dit la Cour de Dijon, s'expose à un danger en
« vue d'en éviter un autre grave, doit aussi voir répa-
« rer les conséquences de son action par celui qui a
« provoqué le péril à conjurer, même si l'intervention
« du tiers, que ce soit dans son intérêt propre ou
« pour celui d'autrui, a été quelque peu téméraire et
« contraire aux règles d'une prudence que la néces-

(39) Cr., 14 mars 1914, *R. ass.*, 1915, p. 464.

(40) Paris, 17 novembre 1906, *Le Droit*, 11 décembre 1906.

(41) T. Lille, 12 avril 1903, *Le Droit*, 25 juillet 1903.

(42) Alger, 21 décembre 1921, *J. C.* « Délits et quasi-délits », 1382 et 1383, n^{os} 305-3.

« sité d'agir sans délai n'a pas permis d'ob-
« server » (43).

III. — Il existe cependant des fautes inexcusables

Mais si excusables que soient la témérité ou l'imprudence quand il est nécessaire d'agir vite, il existe une limite à ne pas dépasser.

Certaines fautes sont injustifiables, et nous ne pourrions accorder d'indemnité à celui qui se jette à l'eau, ne sachant pas ou qu'à peine nager (44).

La grande témérité n'est pas une vertu morale ; elle est contraire à l'intérêt social ; elle est une faute.

Il y aurait imprudence si l'on commettait « une
« faute lourde qu'un homme de sens moyen n'aurait
« pas commise » (45).

Les juges rechercheront donc si, en raison de sa profession, la victime n'aurait pas dû se méfier (46), ou si elle a commis « une maladresse dans l'exécution, ou si elle s'est témérairement exposée » (47).

C'est évidemment une question de fait.

Auteurs et jurisprudence n'hésitent pas à admettre que si la faute d'exécution a été assez grave pour

(43) Dijon, 30 septembre 1935, *R. ass.*, 1935-513.

(44) H. et L. MAZEAUD, *Règles générales de la responsabilité civile*, préc.

(45) Colmar, 17 mai 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-2-266.

(46) Comm. Seine, 29 novembre 1913, *R. ass.*, 1914-383 ; *G. P.*, 1924-1-159.

(47) Agen, 28 janvier 1935, *D. H.*, 35-218.

(48) Comm. Seine, 7 mai 1898, *La Loi*, 8 juin 1898 ; Comm. Marseille, 31 janvier 1924, *Gaz. Pal.*, t. 9, 1920-1925 ; « *Resp. civ.* », n° 23.

engager la responsabilité de la victime, mais pas assez pour faire disparaître la responsabilité initiale, il faut diminuer les dommages-intérêts (48).

Il y aura lieu de tenir compte de toutes les circonstances de la cause.

C'est évidemment une faute de se jeter parmi les flammes pour en tirer des billets de banque tandis que ce ne le serait plus pour sauver un individu en danger de mort. Mais si, au moment de son initiative, la victime pouvait légitimement considérer son intervention comme raisonnable, il n'y a plus faute. Ce serait le cas si la partie des bâtiments où se trouvait l'argent n'était pas encore atteinte par le feu et si le sauveteur pouvait légitimement croire avoir le temps d'aller et de revenir, et si une circonstance imprévisible avait accéléré la marche du sinistre.

4° L'acte dangereux ne se justifierait plus, même lorsqu'une intervention était bien nécessaire, s'il avait existé *un moyen plus sûr d'écarter le danger* (49).

L'individu qui sait à peine nager et qui se jette à l'eau pour sauver une personne qui se noie, alors qu'un bateau se trouve à quelques mètres de là, commet évidemment une faute.

L'imprudence ne se justifie que dans les cas exceptionnels où elle était vraiment nécessaire pour sauver autrui d'un grand péril, et où elle constituait, pour cela, le seul moyen ou le moyen le plus sûr d'action efficace.

(49) Paris, 20 février 1896, préc.

IV. — *On tient compte de l'appréciation
sur le moment*

Tous ces éléments doivent donc être appréciés sur le moment même.

M. LUCAS estime que « le danger qui fait de « l'imprudence un acte de dévouement et l'empêche « de dégénérer en faute doit exister réellement » et non pas seulement dans la pensée du tiers (50). M. PERREAU admet au contraire qu'on tienne compte de l'opinion de la victime qui pouvait croire à un danger réel et sérieux, même si elle s'est trompée (51).

Nous préférons la formule de M. SAVATIER qui demande que « l'auteur de l'acte de dévouement ait « pu légitimement considérer celui-ci au moment où « il a paru nécessaire comme le seul moyen d'écarter « le mal menaçant autrui » (52). C'est du reste la condition exigée par la jurisprudence : le Tribunal de Chambéry note que « le sauveteur pouvait en tout « cas supposer un danger réel et sérieux » (53) ; le Tribunal de Commerce de la Seine parle de « celui « qui pouvait légitimement croire que son interven- « tion était nécessaire pour conjurer un danger « imminent » (54) ; la Cour de Dijon, à propos d'un individu qui avait été brûlé en tentant d'éteindre

(50) LUCAS, thèse, Caen, 1909, pp. 158 et suiv.

(51) PERREAU, S., 1902-2-317.

(52) SAVATIER, *Mélanges Capitant* préc., p. 739, n° 9.

(53) T. Chambéry, 15 janvier 1886, D., 1894-8-115 ; S., 1886-2-217.

(54) Comm. Seine, 20 mai 1914, R., 1916, p. 122.

l'incendie d'une automobile que la collision avait déjà rendue inutilisable, remarque « qu'il était difficile, sur le moment, d'apprécier l'état de la voiture » et que le sauveteur « pensait pouvoir maîtriser le feu peu important » (55).

Ce serait certainement une faute de s'exposer sciemment à un danger sans nécessité, mais l'acte de dévouement ne peut donc être considéré automatiquement comme une faute.

V. — Conclusion

S'exposer à un danger corporel ne sera donc pas une faute, si l'on avait en vue de sauver autrui, et s'il n'existait aucun autre moyen d'agir, l'intervention étant absolument nécessaire.

C'est ainsi que seront justifiés les sauvetages. Et peut-être même faudrait-il tenir compte de la hiérarchie de valeur des vies humaines, et se demander jusqu'à quel point un père de famille aurait le droit de se sacrifier.

Quoi qu'il en soit, les simples coups de main, c'est-à-dire l'aide seulement utile, apportée à autrui pour lui éviter un préjudice matériel, ne pourront jamais être justifiés s'ils étaient dangereux dans leur principe, car le dommage exposé excéderait celui à éviter.

Les fautes d'exécution y seront aussi beaucoup moins facilement excusées.

L'indemnité pourrait cependant être accordée si, véritablement, l'intervention ne paraissait présenter aucun danger spécial et qu'un accident ne fût survenu que par suite de la malchance, du hasard.

Mais encore faudrait-il alors que l'utilité de l'intervention fût réelle : un marchand de bestiaux avait laissé un énorme van en stationnement dans la cour des Abattoirs d'Orléans, se mettant ainsi en contravention avec le règlement de l'Etablissement ; le concierge, aidé par plusieurs passants, chercha à déplacer le véhicule, qui pivota dans un caniveau, et dont la flèche vint littéralement décapiter un des hommes qui poussaient à l'arrière ; les héritiers de la victime furent déboutés, leur auteur ayant agi *motu proprio* et à ses risques. Il est certain qu'en l'espèce, rien n'obligeait à agir, car le van ne présentait aucun danger et ne gênait même pas là où il était (56).

On ne peut se mêler des affaires des autres que si cela est utile.

Sous-Section 2

Objection d'après laquelle l'auteur
de tout acte de complaisance spontané
aurait accepté les risques

Une autre objection a été parfois présentée devant les Tribunaux : en intervenant, l'auteur d'un acte de complaisance et, notamment l'auteur d'un

(56) T. Orléans, 17 février 1939 : Richl contre Asselin et autres.

acte de dévouement, savait fort bien à quoi il s'exposait ; il agissait à ses risques et périls ; il a accepté ces risques ; cela lui dénie tout droit à indemnité, même si son intervention ne paraissait pas dangereuse au premier abord.

La Cour d'Orléans, par arrêt du 26 mars 1924, avait fait sienne cette théorie et débouté de sa demande l'individu qui avait été blessé en coopérant à la mise en place d'une batteuse, sous prétexte qu'il « avait bénévolement participé à l'usage de la chose, « en pleine connaissance du danger auquel il s'expose « sait ».

Mais la Cour de Cassation a, à juste titre, cassé cette décision, parce que cet « acte de courtoisie bénévole », loin de donner à la victime l'usage et le profit de la chose, constituait seulement « un geste « de solidarité pour le compte et au profit des gar- « diens de la chose », responsables en vertu de l'article 1384.

Le même jour, la Cour de Cassation rendait un second arrêt semblable au profit d'un passant qui avait aidé à déplacer une voiture en panne (57).

Deux arguments étaient, en somme, présentés : le premier, évidemment sans valeur, d'après quoi la victime devait être déboutée comme ayant participé gratuitement à l'usage de la chose, et dont on sent tout de suite le caractère paradoxal ; le second,

(57) Civ., 2 novembre 1938, 2 arrêts C. P., 29 décembre 1938.

d'apparence plus sérieuse, et qui voulait faire admettre que le blessé n'avait aucun droit comme ayant agi à ses risques et périls.

Ce dernier moyen ne vaut que pour l'acte de dévouement ; il n'est pas contestable que, dans une telle hypothèse, l'intervenant sut, à l'évidence, que son acte présenterait un danger pour lui ; et cependant, il a tenté sa chance.....

Il est facile de répondre que ce n'est pas sa chance que la victime tentait, mais plutôt la chance de la personne en danger, qui, sans l'intervention, allait presque certainement être tuée ou gravement blessée.

Et puis, « il est faux d'affirmer que la victime
« qui a accepté les risques n'ait droit à rien ; ce qui
« est vrai, c'est seulement que si cette acceptation
« des risques constitue une imprudence, elle aura
« l'incidence qu'a sur la responsabilité toute faute
« de la victime » (58).

Cela est bien évident, car, si l'on n'acceptait jamais aucun risque, la vie serait impossible. Toute action présente des risques : descendre un escalier, sortir dans la rue, traverser une chaussée, conduire une automobile...

Mais il y en a qu'il est imprudent de prendre ou qui ne sont pas nécessaires : dira-t-on que celui

(58) H. et L. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1939, 157 ; *Règles générales de la responsabilité civile*, 3^e éd., t. 2, n^o 1.211-3 à 1.211-11 ; Paul ESMEIN, *R. Trim.*, 1938-389 ; DESCHIZEAUX, thèse, Grenoble, 1937, pp. 83 et suiv. ; Grenoble, 10 novembre 1938, *Gaz. Pal.*, 1938-2-373.

qui monte en avion n'aura aucune indemnité en cas d'accident, parce que l'usage de l'avion est dangereux ? Non. Mais le passager d'une voiture de course sait fort bien à quoi il s'expose et en accepte les aléas.

Sans avoir à invoquer, comme M. ESMEIN, une convention tacite d'irresponsabilité, on en revient à la première question : dans quelles conditions l'acceptation des risques est-elle imprudente, coupable ?

Nous n'insisterons pas ; nous croyons avoir répondu dans notre précédente sous-section.

SECTION II

Du lien de causalité entre la faute et le dommage

Dans tous les cas, très nombreux, où l'acte de complaisance ne pourra être reconnu coupable, l'article 1385 pourra donc être très facilement appliqué : il y a fait de l'animal et absence de faute de la victime. C'est pourquoi la jurisprudence l'a fait jouer si souvent. Il en est de même pour l'article 1384 ; le fait actif de la chose une fois établi, il suffit de déclarer que l'intervention ne constitue pas une faute pour que la responsabilité du gardien entre en jeu.

Mais quand on a recours à l'article 1382, ou aux articles 319 et 320 du Code Pénal, il faut rechercher en outre si l'acte d'assistance peut être considéré comme l'effet juridique du fait incriminé.

§ 1. — EXPOSÉ DE L'OBJECTION

Un sieur T..., « par imprudence, négligence, « défaut de précautions et inobservation des règles « ments », avait laissé son cheval s'emballer ; un sieur VILLAIN s'était précipité à la tête de l'animal et avait été renversé et tué. Un certain DOMINI, qui se trouvait aux côtés de VILLAIN, s'était effacé au passage de l'attelage et n'avait rien eu. T... fut poursuivi en correctionnelle à Metz pour homicide involontaire.

Dix ans plus tôt, le 6 août 1851, la Cour de Metz (59) avait eu à connaître d'une espèce analogue et avait condamné un cocher pour blessures par imprudence, « attendu que cet acte de dévouement « a eu pour première cause l'imprudence du pré- « venu ; que l'on ne saurait admettre avec les pre- « miers juges que ces blessures ne se rattachent pas « assez directement, ni assez immédiatement à la « faute de H... pour qu'on puisse les lui imputer ; « qu'en effet, cette doctrine, outre qu'elle serait trop « absolue dans ses termes aurait pour résultat « étrange que la loi retirerait sa protection aux « citoyens qui s'en seraient montrés les plus dignes « et qui n'auraient pas craint même d'exposer leur « vie pour empêcher un accident ou un malheur « causés par l'imprudence d'autrui ».

Forts de cet arrêt infirmatif peu ancien, les héritiers de VILLAIN pouvaient se croire assurés du succès

(59) Metz, 6 août 1851, *D.*, 1863-2-153, note 1.

de l'instance pénale. C'était avoir trop de confiance dans la continuité de la jurisprudence, car la Chambre Correctionnelle de la Cour de Metz rendait le 29 janvier 1862 une décision exactement contraire, qui expose bien le problème que nous examinons (60).

« Attendu que s'il est vrai de dire que l'imprudence du prévenu, son défaut de précautions et l'inobservation des règlements prescrits ont été causes de la course précipitée et sans direction du cheval et de la voiture qu'il conduisait, il est plus difficile de reconnaître que cette imprudence, ce défaut de précautions ou cette infraction aux règlements ait été la cause directe, immédiate et nécessaire de la mort de VILLAIN. Attendu que ce n'est pas en fuyant le danger ou en voulant l'éviter, ni même par suite du trouble qui lui avait été causé, que VILLAIN a été mis en danger et blessé ; qu'il faut reconnaître que s'il eût agi comme le témoin DOMINI qui, voyant l'impossibilité d'arrêter le cheval au-devant duquel il s'était placé, se mit de côté et le laissa aller, le malheur ne fût pas arrivé. Attendu que c'est la hardiesse de VILLAIN, l'élan généreux qui l'animait, qui l'ont fait courir volontairement après le cheval et ont dirigé tous les efforts qu'il a vainement faits pour l'arrêter. Attendu qu'il faut bien admettre que la faute du prévenu a été l'occasion de la mort de VILLAIN,

(60) Metz, 29 janvier 1862, *D.*, 1863-2-153.

« mais qu'on ne peut dire qu'il en a été la cause
« même involontaire ; qu'on ne peut dire qu'il y ait
« entre cette faute et le funeste accident qui a donné
« la mort à VILLAIN une relation nécessaire et fatale ;
« car VILLAIN était à l'abri de toute atteinte quand la
« voiture a passé près de lui et, s'il n'eût rien fait
« pour atteindre le cheval et l'arrêter, il n'eût certainement pas été blessé. Attendu que les articles 319
« et 320 du Code Pénal ne punissent l'auteur d'imprudences que quand l'homicide involontaire...
« en a été le résultat, quand on peut dire dans le sens
« de ces dispositions que l'auteur de telles fautes
« en a été la cause. »

Par ces motifs, la Cour relaxait le prévenu et déboutait la partie civile.

Celle-ci ne se tint pas pour battue, et engagea alors une instance civile qu'elle fonda sur l'article 1382 au lieu d'invoquer l'article 1385. L'affaire revint un an plus tard devant la Cour de Metz, Chambre Civile cette fois, présidée par le même magistrat qui avait rendu l'arrêt pénal. Le 19 février 1863, le nouvel arrêt faisait droit à la demande en vertu des articles 1382 et 1385 : « Attendu que les dispositions de ces
« articles ne doivent pas être entendues dans ce sens
« restreint et limité que l'événement dommageable
« ait eu pour cause immédiate, directe et nécessaire
« la faute de l'auteur du fait, mais qu'il suffit même
« que cet événement dommageable eût eu seulement
« pour cause médiate le fait dont s'agit ; en d'autres

« termes qu'il suffit que la faute ait été l'occasion ou
« la cause médiate du dommage, cause et occasion
« se confondant dans le sens des articles pré-
« cités » (61).

Cette différence entre le lien de causalité pénal et le lien de causalité civil n'a plus cours. Ces arrêts sont intéressants en ce qu'ils posent le problème nettement : il n'est ni fatal, ni obligatoire (moralement et civilement) que l'on exécute un acte de dévouement : cette intervention ne constitue pas une faute, mais au moins un fait de volonté absolument libre, laissé entièrement à l'arbitraire de la victime qui peut aussi licitement et légitimement agir ou s'abstenir.

Si, comme dans l'arrêt pénal, on n'est responsable que des conséquences directes, immédiates et nécessaires de sa faute, il paraît difficile d'envisager l'acte de dévouement comme la conséquence juridique du délit.

Différentes réponses ont été proposées à cette question.

§ 2. — RÉPONSES PROPOSÉES

I. — Obligation de l'intervention ?

M. PERREAU a recours, là encore, à l'idée que l'acte d'intervention n'est que la traduction d'un devoir civique et constitue un acte nécessaire, indis-

(61) Metz, 19 février 1863. *D.*, 1863-2-153.

pensable et normal. « Il n'était pas possible de se croiser les bras » (62).

M. RIPERT a proposé cette solution, mais « avec le plus grand doute » : l'intervention ne serait pas une initiative absolument spontanée, puisqu'on avait le devoir moral d'agir ; elle serait donc bien la suite immédiate et nécessaire de la faute initiale (63).

Mais, par la suite, il n'a pas craint d'affirmer que « la personne blessée en portant secours à autrui n'a pas d'action en responsabilité puisque le dommage provient entièrement de son fait » (64).

Comme nous savons qu'il n'y a obligation juridique, et même morale, que quand l'intervention n'est pas dangereuse, ce qui n'est pas l'hypothèse pour les actes de dévouement sur le propos de quoi raisonne M. PERREAU, l'explication donnée ne nous convainc pas. Elle ne serait applicable en tout cas que bien rarement.

II. — *Existence de l'état de nécessité ?*

Les auteurs, tels que M. SAVATIER, qui ont développé la théorie de l'état de nécessité présentent un argument plus fort.

« Le responsable du mal que l'auteur de l'acte de dévouement s'est causé sous l'impulsion de la nécessité, incombe à celui qui a créé, par sa faute

(62) PERREAU : note S., 1902-2-217.

(63) RIPERT : *R. crit.*, 1909-138.

(64) *Id.*, *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 298.

« ou par le fait d'une personne ou d'une chose dont
« il devait répondre l'état de nécessité lui-
« même » (65).

« L'intervention de la personne blessée, écrit
« M. VITRY, a été rendue nécessaire par l'emporte-
« ment de la voiture » (66).

Le responsable devait savoir que son délit ris-
quait de causer un dommage. L'auteur de l'acte de
dévouement n'a fait que substituer ou tenter de
substituer un dommage plus petit ou égal ; le res-
ponsable ne peut se plaindre d'avoir moins à payer.
Et si par malheur l'intervention a échoué, bien
qu'initialement utile et même nécessaire, il n'y a pas
faute de la victime et cela ne change rien à la respon-
sabilité du délinquant. « La nécessité n'a été qu'un
« instrument mis en mouvement par l'auteur de la
« faute » (67).

Cette thèse nous paraît jouer un peu sur les
mots : la nécessité dont on parle, c'est la nécessité
d'intervenir pour éviter le dommage ; mais ce n'est
pas la nécessité ni l'obligation pour le tiers de cher-
cher à éviter ce dommage et à intervenir en s'expo-
sant à un danger. Cela fait disparaître tout caractère
de faute à l'intervention, mais ne lui enlève pas son
caractère spontané et facultatif.

(65) SAVATIER : préc. et notamment *Mélanges Capitant*, p. 739, n° 10 ;
Traité de la responsabilité civile, t. I, n° 100 et suiv. ; DEMOGUE : *R. crit.*,
1927-1049 ; *Traité des obligations*, t. III, n° 240 ; *R. Trim.*, 1935-367 ;
LALLEMENT : préc., pp. 13, 211, 217.

(66) VITRY : thèse, Rennes, 1922, p. 81.

(67) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1935, p. 367.

III. — Conception actuelle du lien de causalité

Nous savons que la conception du lien de causalité s'est beaucoup modifiée. DEMOGUE, qui écrivait en 1898 : « Le dommage doit être l'effet direct, nécessaire du délit ; il faut qu'au moment du délit ce dommage fût fatal, inévitable, non point qu'il fût un des éléments qui y ont contribué avec beaucoup d'autres » (68), en était arrivé par la suite à formuler la théorie inverse de la cause occasionnelle et de l'équivalence des conditions (69).

Il suffit maintenant de voir apparaître une faute dans la chaîne des causes, c'est-à-dire des antécédents sans lequel le dommage ne fût pas survenu, pour que l'auteur de cette faute soit rendu responsable du préjudice. « Le problème du lien de causalité est insoluble, et le seul moyen de le résoudre est d'infliger la responsabilité à l'auteur de la faute s'il s'en trouve une dans les antécédents du dommage » (70).

Par conséquent, « celui qui commet une faute ou qui est légalement responsable répond des conséquences de l'acte, même si elles n'ont pu se produire que par l'activité non fautive d'un tiers. Cette activité non fautive serait le fait du passant s'avancant près de l'animal que dans l'obscurité il

(68) DEMOGUE : *De la réparation civile des délits*, 1898, p. 41.

(69) *Id.*, *Traité des obligations en général*, t. 4, n° 372 ; PLANIOL, RIPERT, ESMEIN, t. 6, n° 538 et suiv. ; H. et L. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1938-261.

(70) RIPERT : *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 225.

« ne pouvait pas voir. C'est encore l'activité intentionnelle, faite dans le but d'empêcher le dommage, car elle est non fautive... L'hostilité contre la faute fait pencher la balance en faveur de la personne tenue d'agir » (71).

Notons que cette dernière phrase de DEMOGUE contient une inexactitude : l'auteur d'un acte de dévouement n'était pas tenu de l'accomplir.

Toutes les fautes sont causales pour le tout. La répartition se fait suivant la faute, et non selon le pouvoir causal (72).

Le résultat serait le même en parlant de causalité adéquate et en faisant un choix parmi les divers antécédents pour conclure que la faute est l'opposé de la conduite d'un homme normal et que « la cause est le déroulement normal des choses à partir d'une faute » (73).

La jurisprudence non plus n'hésite plus à parler de « conséquences indirectes ». Loin de distinguer, comme les arrêts de Metz, la causalité civile de la causalité pénale, elle admet que dans l'un et l'autre cas la causalité indirecte suffit (74).

GARÇON a fait sienne cette thèse au point de vue pénal et approuvé les applications des articles 319 et

(71) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1928, p. 414.

(72) MARTY : *R. Trim.*, 1939, p. 691.

(73) MARTY, *R. Trim.*, 1939-685.

(74) MARTEAU : thèse, Aix, 1913.

320 du Code Pénal aux gardiens dont les animaux avaient blessé des sauveteurs (75).

Du reste, la Cour de Cassation, soit au civil, soit au pénal, ne manque jamais de déclarer le lien de causalité suffisamment établi en fait sans en donner une définition bien précise.

IV. — Conclusion

Mais où s'arrêter dans cette recherche du lien de causalité ?

On a bien vu devant le Tribunal d'Orléans un bijoutier, qui avait acheté un bracelet volé et avait dû le restituer au légitime propriétaire, réclamer à celui-ci des dommages-intérêts et remboursement du prix d'achat, sous prétexte que le vol n'avait été possible que par suite de la grande négligence du volé..... Pourquoi ne pas admettre cette thèse, puisque la jurisprudence déclare que celui qui laisse traîner son carnet de chèques doit répondre du chèque tiré par son valet de chambre au moyen d'une fausse signature ?

Il nous semble que, de même, en matière d'actes de dévouement, les tribunaux soient parfois allés trop loin.

Un automobiliste et un motocycliste étaient entrés en collision, par la faute du second, et l'auto avait pris feu ; son propriétaire, qui n'avait pas

(75) GARÇON : *Code Pénal annoté*, 1901-1906, art. 319 et 320, n^o 57 et suiv., n^o 175.

d'extincteur à bord, fut gravement brûlé en cherchant à maîtriser l'incendie.

Plusieurs questions furent d'abord réglées par la Cour de Dijon (76) : elle ne retint pas la faute de l'automobiliste qui n'avait pas d'extincteur à bord ; elle déclara sans importance que la voiture ait été, en fait, rendue à peu près inutilisable par le choc, ce qui rendait l'intervention inutile, car la victime ne pouvait en avoir connaissance sur le moment ; elle ne considéra pas comme une imprudence de s'être exposé à des brûlures pour sauver une voiture, parce que le feu était peu important et paraissait pouvoir être rapidement maîtrisé.

Et pour finir, l'arrêt affirma que les brûlures de la victime étaient « la suite normale de l'imprudence du motocycliste » cause de l'accident dont on avait essayé de limiter les conséquences.

Un automobiliste renverse par sa faute un cycliste qui n'est que légèrement contusionné mais demeure pris sous la voiture et risque d'être écrasé. Un tiers arrive, soulève l'auto, dégage la victime, mais, dans son effort, se fêle la colonne vertébrale. Le Tribunal d'Orléans n'a pas hésité à voir dans cet accident « la conséquence de la faute commise par « l'automobiliste en renversant le cycliste » ; en conjurant le péril grave, le passant a exécuté un « acte de courage commandé par les circonstances » dont la suite doit être réparée par l'automobiliste

(76) Dijon, 30 septembre 1935, préc.

« auteur de la faute originaire de l'accident et tenu
« à la réparation intégrale de toutes les suites pré-
« judiciaires entraînées par la dite faute » (77).

La Cour d'Orléans a confirmé dans ces termes (78) : « Attendu qu'il est admis que les blessures
« reçues au cours d'opérations de sauvetage, après
« un accident, sont les conséquences indirectes de
« celui-ci et s'ajoutent aux conséquences directes ;
« que peu importe que l'intervenant ait été appelé
« à fournir son aide ou soit intervenu spontanément ;
« qu'il se trouvait en face d'une situation grave résultant de la faute commise par le conducteur de la
« voiture (d'ailleurs condamné par le tribunal correctionnel) et qu'il devait dégager au plus tôt la
« cycliste prise sous la voiture pour lui éviter les
« blessures les plus graves. Attendu que son intervention était donc nécessaire et que l'article 1382
« permet d'accueillir le principe de la demande sans
« que l'automobiliste ait commis une faute à son
« égard et sans qu'il soit utile de rechercher si les
« articles 1372 et suivants du Code Civil sont applicables à la matière. »

Cet arrêt, approuvé par MM. MAZEAUD (79) nous paraît assez audacieux, et nous craignons qu'il n'étende bien loin la notion de la causalité.

(77) T. Orléans, 11 juin 1937 : Barberon-d'Alès.

(78) Orléans, 28 janvier 1938, *Argus des assurances*, 4 septembre 1938 ; *Gaz. Pal.*, 5 avril 1938 ; *R. ass.*, 1938-544.

(79) H. et L. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1938-261.

Il est vrai que cette notion ne peut se définir, et que les juges ne peuvent guère l'apprécier que « par sentiment » (80). Mais, précisément, nous sentons là une extension arbitraire des règles de la responsabilité délictuelle.

Et nous croyons que le Tribunal Correctionnel, qui a condamné l'automobiliste pour blessures par imprudences sur la personne du cycliste, n'eût pas osé faire droit à une constitution de partie civile du sauveteur ; celui-ci ne l'a pas cru non plus puisqu'il n'a pas engagé cette action civile au pénal.

Un cocher, averti que la route où il s'engageait était coupée par une inondation, n'en continua pas moins d'avancer, et sa voiture s'embourba. Un tiers vint l'aider à sortir de son mauvais pas et fut blessé ; le tribunal belge d'Huy déclara ces contusions causées par la faute de témérité du cocher qui s'était aventuré à la légère (81).

La vérité, c'est que la solution apportée est juste, mais le principe invoqué faux. Il y a une autre règle de droit qui permet l'indemnisation du sauveteur ; la Cour d'Orléans n'a pas cru devoir rechercher si les articles 1372 et suivants du Code Civil ne jouaient pas. Nous pensons qu'une telle étude lui eût épargné un arrêt bien audacieux ; car, si dans la plupart des cas le lien de causalité existe, là on l'admettra plus difficilement.

(80) PLANIOL, RIPERT, ESMEIN, préc., t. VI, n° 540, p. 741.

(81) Trib. belge d'Huy, 24 mai 1894, cité par CAMPION, préc., p. 86.

CHAPITRE II

FONDEMENT INSUFFISANT CONSTITUE PAR LES ARTICLES 1382 ET SUIVANTS

Les solutions auxquelles on arrive en indemnisant l'auteur d'un acte de complaisance, en vertu des règles des articles 1382 et suivants, sont somme toute satisfaisantes ; dans certains cas, surtout en ce qui concerne l'application de l'article 1382, on peut se demander si elles sont bien juridiques.

Mais il est évident que le recours aux règles de la responsabilité délictuelle n'est en tout cas qu'un expédient ; on s'est d'abord demandé s'il fallait accorder l'indemnité, puis on a recherché quel texte permettrait le mieux de justifier la solution.

En l'occurrence, l'expédient invoqué n'est pas suffisant, car il ne peut pas être étendu à tous les actes de complaisance ; il ne s'applique que lorsqu'un délit ou un quasi-délit a pu être relevé, et il est soumis à toutes les difficultés d'application des articles invoqués.

SECTION I

Difficultés d'application. Exigence d'une faute initiale

I. — Sans entrer dans tous les détails, il est évident que *toutes les controverses au sujet de l'appli-*

cation des articles 1382 et suivants influent sur les droits de la victime.

Si l'on fait jouer l'article 1385, faut-il prouver, comme le soutiennent, à tort semble-t-il, SOURDAT et M. LUCAS (1), une faute du gardien ? Ou bien le contact de l'animal suffit-il à établir la responsabilité, qu'on la fonde sur la théorie du risque, ou de la faute présumée, ou même de la faute suffisamment établie par l'escapade de la bête, due à un défaut de surveillance (2) ?

Mais encore faut-il qu'il y eût contact direct de l'animal. Si le sauveteur, au moment d'atteindre le cheval emballé, fait un faux pas et se blesse sans avoir été touché par la bête, ou s'il est heurté par la voiture et non par le cheval, l'article 1385 ne joue pas (3). Certains auteurs n'exigent pas le contact direct (4) ; d'autres veulent même que la bête ait agi spontanément (5).

On voit combien toutes ces questions paraissent étrangères à l'indemnisation du sauveteur blessé, et combien cependant elles influent dessus si l'on fonde le droit à réparation sur l'article 1385 ; on conçoit que

(1) SOURDAT : t. 2, n° 1.437 ; LUCAS : thèse, Caen, 1909, p. 158.

(2) H. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1925-793. H. et L. MAZEAUD : *Règles générales de responsabilité civile*, t. 2, n° 1.211.

(3) T. Seine, 23 janvier 1913, *Gaz. Trib.*, 1913, 1^{er} semestre 2-346 ; DEMOGUE : *R. Trim.*, 1933-173 ; ESMEIN : *R. Trim.*, 1938-389.

(4) VITRY : thèse, Rennes, 1922, p. 70 ; cf. *D.*, 1852-1-286.

(5) DEMOGUE : *Traité des obligations en général*, t. 5, n° 1019 ; ESMEIN : préc. *Contrà* : H. et L. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1838-261 ; 1939-155.

le principe que nous recherchons doit être plus général et à l'abri de telles discussions.

Il en est de même pour l'article 1384 ; le fait actif de la chose peut-il seul le faire jouer, ou le fait passif suffit-il ?

La Cour de Bordeaux, approuvée par la Cour de Cassation (6), mais critiquée par DEMOGUE (7), a fait droit à la demande formulée en vertu de ce texte par l'individu qui était tombé et s'était blessé en poussant une automobile en panne ; le Tribunal d'Orléans en refusait le bénéfice à l'homme, blessé en soulevant une voiture sous laquelle un cycliste était demeuré pris (8).

Ces controverses sont fâcheuses. La beauté morale de l'acte d'intervention, son utilité ou sa nécessité de principe n'ont pas varié ; et cependant, dans un cas le sauveteur sera indemnisé, et dans l'autre ne percevra rien.

D'autre part, quel que soit l'article invoqué, la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle disparaît en cas de force majeure. Un cheval s'était emballé avec une force irrésistible au passage d'un chemin de fer sur un pont métallique ; la Chambre des Requêtes avait jugé, en 1879, à une époque où les animaux n'avaient pas encore l'habitude de regar-

(6) Bordeaux, 13 décembre 1933, *D. H.*, 1934-7, *S.*, 1938-2-185 ; *Civ.*, 2 novembre 1938, *Gaz. Pal.*, 29 décembre 1938.

(7) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1933-173.

(8) T. Orléans, 11 juin 1937 préc. ; H. et L. MAZEAUD : *R. Trim.*, 1939-155, 1939-747, *Règles générales de responsabilité civile*, t. 2, n° 1211.

der passer les trains, que l'accident causé par la bête dans sa course affolée était dû à un événement de force majeure, exonérant le gardien de toute responsabilité (9) ; si un sauveteur s'était efforcé de maîtriser l'animal, il n'aurait rien obtenu en cas de blessures.

II. — Mais il y a pire. Dire que l'indemnité est due au sauveteur en vertu des articles 1382 et suivants, c'est la *subordonner à l'existence d'une faute initiale*, d'un fait d'un animal ou d'une chose, c'est la refuser à qui se sera jeté à l'eau pour sauver une personne qui y était malencontreusement tombée, à qui aura péri dans un incendie causé par la foudre en tentant de sauver une personne cernée par les flammes.

Le Tribunal de Commerce de la Seine a refusé des dommages-intérêts à l'individu qui avait été blessé en essayant de maîtriser un cheval qui ne s'était emballé qu'à la suite d'un choc violent causé par une autre voiture que l'on n'avait pas retrouvée (10).

Cette solution, logique, paraît bien rigoureuse.

SECTION II

C'est l'acte d'intervention qui est le fondement de l'indemnisation

M. RIPERT reproche à cette jurisprudence d'avoir fondé la réparation sur la responsabilité et non sur

(9) Req., 19 août 1878, *D.*, 1879-1-215.

(10) Comm. Seine, 16 août 1904, *R. ass.*, 1905-130.

l'assistance (11). M. CAMPION a très bien dit que fonder l'indemnisation du sauveteur sur le fait de l'animal ou de la faute originaire de l'accident est « aussi « ridicule que, dans un sauvetage maritime, trouver « le fondement de l'indemnité dans le vice de la « chaudière cause du naufrage » (12).

C'est évidemment l'acte de dévouement lui-même qui est le fondement de la réparation (13).

Toutes les considérations sociales et morales qui forcent à reconnaître comme non fautif l'acte de dévouement nécessaire valent quelle qu'ait été la cause originaire de l'accident à parer : faute ou fait d'un tiers, force majeure, simple malchance.

« Dans la pratique actuelle, l'écueil dont le justiciable et le juge doivent se garder, c'est l'abus de « l'article 1382 » (14), écrit LALOU, qui n'y a cependant pas échappé en notre matière.

On doit rechercher si, indépendamment de toute responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, il n'existe pas un principe général qui tiendrait compte de la situation particulière du sauveteur et éviterait de l'assimiler à un quelconque blessé ; n'est-il pas choquant de voir le courageux sauveteur et le fuyard

(11) RIPERT : *La règle morale dans les obligations civiles*, p. 300, n° 155.

(12) CAMPION : préc. p. 85, n° 81.

(13) SAVATIER : thèse, Poitiers, 1916-220.

(14) LALOU : *La responsabilité civile*, p. 439, n° 132.

malchanceux recevoir leur indemnité en vertu du même article ? (15).

M. Roux a bien senti la force de ces considérations. Examinant l'arrêt, approuvé par GARÇON (16), dans lequel la Chambre Criminelle condamne le gardien de l'animal pour blessures par imprudence sur la personne du sauveteur, il s'élève contre les motifs de la décision, l'accident n'étant pas, pour lui, la conséquence juridique de la négligence initiale. Mais il admet cependant que la responsabilité pénale du prévenu pouvait être engagée de deux façons différentes suivant les circonstances : l'acte spontané, purement volontaire, de l'intervenant ne peut être considéré comme l'effet de la faute ; cependant, ou bien le gardien, ayant créé l'état de danger, a appelé à l'aide, et les blessures seront la conséquence du « mandat » donné, et le gardien sera responsable pénalement d'avoir donné un « mandat » dangereux ; ou bien le sauveteur est venu de lui-même, se sera porté gérant d'affaires, et le gardien sera responsable pénalement d'avoir créé une situation rendant possible une dangereuse gestion d'affaires... (17).

Cette théorie nous paraît trop ingénieuse pour être vraie, et nous préférons encore le système de GARÇON ; mais elle nous intéresse parce qu'elle met

(15) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1902, p. 898 ; VIZIOZ : thèse, Bordeaux, 1912, p. 265.

(16) GARÇON : *préc.*, art. 319 et 320, n° 175.

(17) ROUX, note *S.*, 1905-1-377 sous *Cr.*, 6 août 1803 ; cf. aussi *D.*, 1913-2-345, notes.

bien en valeur le principe qui domine l'indemnisation du sauveteur : si celui-ci est gérant d'affaires ou « mandataire », (à supposer que l'on puisse, comme M. Roux, parler de « mandat » pour un acte matériel), pourquoi ne pas recourir aux actions contraires de mandat et de gestion, au lieu de se livrer à une acrobatie juridique ? Au point de vue réparations civiles, nous allons voir maintenant qu'il n'existe aucune raison plausible de s'y opposer.

Resterait le terrain pénal, et l'intérêt que l'on trouverait à condamner pénalement le gardien. Sur ce point, les juges apprécieront comme ils l'entendront.

§ 3. — INTÉRÊT QUE PEUT, CEPENDANT, PARFOIS, PRÉSENTER LE RECOURS AUX ARTICLES 1382 ET SUIVANTS

Néanmoins, il sera parfois intéressant de faire appel aux règles des articles 1382 et suivants.

C'est qu'en effet, le fonctionnaire blessé en accomplissant, dans le service, un acte de complaisance, l'ouvrier atteint à l'occasion de son travail, le citoyen qui a subi un préjudice alors qu'il était requis en vertu de l'article 475 du Code Pénal, auront cependant un recours contre le particulier si celui-ci est responsable délictuellement ou quasi-délictuellement.

Il n'est même pas nécessaire, contrairement à ce que dit M. LALOU, de limiter cette action au cas de responsabilité pénale (18).

« Les défendeurs ne peuvent prétendre qu'un

(18) LALOU : *La Responsabilité civile*, p. 275, n° 528.

« citoyen chargé d'un ministère de service public
« blessé dans l'exercice de ses fonctions ne puisse, au
« même titre qu'un simple particulier, avoir une
« action en dommages-intérêts contre l'auteur de l'ac-
« cident » (19).

« Dans l'espèce, la solution semble exacte... Il y
« avait faute ; et il nous semble qu'un fonctionnaire
« peut agir en raison des fautes dont il est victime »
(Bruxelles, 12 mai 1888), écrivit DEMOGUE (20).

C'est surtout pour les agents de police blessés en
cherchant à arrêter des chevaux emballés que la
question se posa. Bien souvent, du reste, des décisions
leur refusèrent tous droits (21).

Nous n'insisterons pas sur cette controverse qui
sort de notre sujet, mais que nous tenions à indiquer
parce qu'elle tend à établir qu'il sera, dans certains
cas, avantageux, de rechercher une responsabilité
délictuelle ou quasi-délictuelle.

Mais cette constatation ne vient en rien infirmer
notre thèse, qui tient compte, nous allons le voir, des
articles 1382 et suivants, mais qui se refuse seulement
à y trouver le fondement général de l'indemnisation
accordée à l'auteur d'un acte de complaisance, ce cri-
tère n'ayant pas de portée générale.

(19) Seine, 26 novembre 1924, *D.*, 1925-88 ; Paris, 27 décembre 1927,
Caz. Pal., 1928-1-390.

(20) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1925-345.

(21) Seine, 19 juin 1906, *Just. Paix*, 1907-247 ; Paris, 17 novembre
1906, *id.*, 31 ; Paix-Marly, 10 novembre 1907, *D.*, 1920-5-22 ; Paix-
Paris, 26 septembre 1913, *D.*, 1913-2-345 et note LALOU : Orléans, 25
février 1903, *D.*, 1904-2-46 ; M^{lle} HALLER, thèse précitée, pp. 98 et suiv.

TITRE II

Justification de la réparation par application de la théorie de gestion d'affaires

Si personne n'hésite à reconnaître que rendre service ou porter secours à autrui de façon désintéressée et spontanée, loin de constituer une faute, peut être une source d'indemnité en cas de blessures reçues ou de dommage subi, c'est par application du principe qu'un acte méritoire ne doit pas être une cause de perte pour son auteur. Exactement la même règle domine toute la théorie de la gestion d'affaires (1).

Blessé en sauvant une personne d'un danger, j'ai le droit de recevoir de celle-ci réparation de mon préjudice, de même que peut se faire rembourser le voisin qui exécute des travaux urgents sur un immeuble dont le propriétaire est absent.

Si je consolide une cheminée qui menace de tomber et de blesser les passants, j'accomplis une gestion d'affaires. Pourquoi en serait-il autrement si je m'aperçois que la cheminée qui tombe va inmanquablement écraser un piéton et si, m'étant précipité pour pousser celui-ci hors de la zone dangereuse, je suis moi-même atteint par des pierres ? J'aurai, dans

(1) GUILLOT : thèse, Rennes, 1928, p. 71.

les deux cas, par un fait purement volontaire de ma part, tenté d'épargner au propriétaire, responsable des dommages causés par la ruine de son bâtiment, le préjudice considérable qui lui serait incombé si un passant avait été tué.

« L'assistance spontanée, écrit M. CAMPION, est un « fait purement volontaire de l'homme dont il résulte « un engagement réciproque des parties. Cette défini- « tion est textuellement celle inscrite dans l'article « 1371 du Code Civil » (2).

Les auteurs contemporains n'hésitent plus guère à l'admettre ; mais tous ne pensent pas que, parmi les quasi-contrats, celui de gestion d'affaires existe plus particulièrement en la matière.

Arrêtés par certaines considérations techniques, les uns, comme M. CAMPION, estiment qu'il s'agit là d'un quasi-contrat spécial ne rentrant pas dans les catégories prévues par le Code ; d'autres, avec M. SAVATIER (3), croient qu'il n'est pas besoin de recourir à la théorie de la gestion d'affaires, mais « au « principe qui la domine et qui veut que le gérant ne « puisse subir un dommage au service d'une per- « sonne sans que cette personne soit tenue de répa- « rer. Ce principe vient de beaucoup plus haut et « porte beaucoup plus loin. C'est le principe défini « par nous du risque attaché au profit, et il n'est pas « besoin pour l'appliquer aux actes de dévouement

(2) CAMPION : préc., p. 47.

(3) SAVATIER : thèse, Poitiers, 1916, p. 221.

« de recourir aux textes concernant la gestion « d'affaires » (4). Plus récemment, cependant, M. SAVATIER n'hésitait plus à parler de gestion d'affaires. Certains, enfin, comme M. LOUBERS, ont fait appel à la notion d'enrichissement sans cause (5).

Analysant un à un chacun des éléments de l'acte d'intervention, nous allons voir qu'ils sont exactement les mêmes que ceux qui constituent les gestions d'affaires ordinaires.

Puis nous préciserons les droits de l'auteur de l'acte de complaisance.

Enfin, nous rechercherons qui sera considéré comme le maître devant réparer le préjudice.

(4) *Id.*

(5) LOUBERS : *R. crit.*, 1912-396.

CHAPITRE PREMIER

IDENTITE DE L'ACTE DE COMPLAISANCE ET DE LA GESTION D'AFFAIRES

Tous les caractères essentiels de l'acte de gestion d'affaires se retrouvent dans l'acte de complaisance qui, comme lui, est un fait méritoire, désintéressé et volontaire, exécuté uniquement dans l'intention de rendre service.

Peu importe, nous le verrons ensuite, que la gestion consiste en faits juridiques ou matériels.

SECTION I

**L'intention de rendre service est essentielle
à la gestion d'affaires
comme à l'acte de complaisance
(Différence avec l'enrichissement sans cause)**

Intention de gérer, de rendre service, voilà la caractéristique essentielle de la gestion d'affaires et de l'acte de complaisance.

Et celui-ci, nous le montrerons, n'en est pas moins une gestion d'affaires dans les cas où celui qui l'a entrepris ignorait pour le compte de qui il gérait.

Sous-Section 1

**L'intention de rendre service
existe dans les deux cas**

L'intention de rendre service ressort, à l'évidence, de ce que, dans les deux cas, l'acte de complaisance et la gestion d'affaires sont méritoires et désintéressés, et, aussi, volontaires.

**§ 1. — ACTE MÉRITOIRE ET DÉSINTÉRESSÉ,
DANS LES DEUX CAS**

On ne saurait nier que celui qui, sans y être obligé, entreprend de sauver autrui ou lui donne un coup de main, accomplit un fait des plus louables et des plus désintéressés.

L'acte ordinaire de gestion d'affaires présente, quoiqu'à un degré moindre, les mêmes qualités, et c'est sur cette notion de mérite que beaucoup d'auteurs en ont fondé la théorie.

« On ne veut pas, dit M. MAURY, que celui qui est « intervenu avec intelligence et dans une pensée « d'altruisme ait à souffrir de son intervention » (1).

« La notion de mérite des bonnes actions comme « telles, écrit M. GUILLOT, est conforme au sentiment « de la majorité des hommes » (2).

A vrai dire, certains auteurs nient que la morale exige la rémunération de l'acte méritoire. « Car la

(1) MAURY : thèse, Toulouse, 1920, p. 104.

(2) GUILLOT : préc., p. 71; COLIN et CAPITANT : préc., etc.

« morale, écrit GUILLOT, n'invite pas à l'accomplissement du devoir par la promesse d'une récompense, mais exige cet accomplissement ».

C'est exact : un acte bon, accompli uniquement en vue de la récompense, perd sa beauté et son mérite, sinon son utilité. Mais il ne s'agit pas d'une « récompense », ni d'un « salaire », nous le savons ; à l'inverse de M. PERREAU et de M. CAMPION, nous croyons inutile de rémunérer le sauveteur comme en assistance maritime.

Mais il y a suffisamment de mérite à s'être exposé à un mal ou à avoir sacrifié un de ses biens pour rendre service à autrui, alors que tant d'autres s'en seraient abstenus, pour ne pas aller demander à la victime de supporter ce dommage.

« Pour qu'une personne entreprenne la gestion, écrit LAURENT, il faut qu'elle soit sûre d'être indemnisée par cela seulement qu'elle fait ce qu'un bon père de famille doit faire, sans qu'on prenne en considération le résultat de la gestion. Sans cela, le gérant aurait souvent à supporter une perte, et, dans une pareille prévision, il n'oserait pas entreprendre la gestion » (3). Il y a là une invitation à gérer.

Le Code a reconnu la force de ces considérations de morale et d'utilité sociale puisque, dans son article 1375, il prévoit le remboursement du gérant.

Il semble que cette solution doive être *a fortiori*

(3) LAURENT : t. 20, p. 410.

adoptée pour le plus méritoire et le plus désintéressé de tous, pour l'acte de dévouement, et le sauvetage, comme pour le coup de main.

Le caractère essentiel de l'acte de gestion d'affaires est donc, de l'avis de tous, *l'intention altruiste de son auteur* : le désir de rendre service, ce qu'on a appelé « l'intention de gérer » (4).

Il est inutile d'insister sur le point que *les actes d'entraide et de sauvetage présentent au plus haut degré cette qualité*. Celui qui se jette à l'eau pour en tirer une personne qui se noie a bien pour but de la sauver ; l'individu qui se jette à la tête d'un cheval emballé a le désir de protéger toutes les personnes qui pourraient en souffrir un dommage ; celui qui prête main forte au chauffeur d'une voiture embourbée montre bien l'intention de lui rendre service.

C'est l'intention altruiste qui fait la *différence entre la gestion d'affaires et l'enrichissement sans cause*. L'individu qui, sans y être obligé, rend indirectement service à autrui par l'exécution d'un acte qu'il faisait pour son propre compte, n'a pas d'intention altruiste ; mais si l'acte a profité à un tiers, il peut demander à celui-ci, en vertu de la théorie de l'enrichissement sans cause, remboursement de son appauvrissement, sans que la somme allouée ne puisse excéder le profit retiré par ce tiers.

S'il y eut au contraire intention de gérer, c'est

(4) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1935-367.

la notion de gestion d'affaires qui s'applique ; le gérant a droit à tout son appauvrissement.

Incontestablement, l'acte d'assistance rentre dans cette seconde catégorie.

Il n'en serait autrement que si le sauveteur n'avait agi que *dans le but de se faire blesser* et de percevoir une indemnité ; il n'y aurait plus intention altruiste, plus gestion d'affaires ; mais si l'intervention avait néanmoins réussi, la personne assistée en aurait retiré un profit, et serait tenue dans les limites de la théorie de l'enrichissement sans cause.

L'acte de complaisance est, d'autre part, si bien une gestion d'affaires que, dès qu'il est obligatoire, il ne peut plus entrer dans le cadre de cette théorie. L'élimination que nous avons faite dans notre Introduction s'applique donc parfaitement ici.

§ 2. — ACTE VOLONTAIRE DANS LES DEUX CAS

« Les quasi-contrats sont des faits purement volontaires », dit l'article 1371. « Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui..... » ajoute l'article 1372.

Jurisprudence et doctrine sont unanimes à souligner ce caractère.

Il est bien certain que *si le gérant est contraint d'intervenir*, soit par un contrat, soit par un texte de loi, il ne saurait plus être question de gestion d'affaires. L'assistance donnée au tiers était imposée, soit

par la profession exercée, soit par une prescription légale ; elle n'est plus ni volontaire, ni facultative, ni altruiste.

La doctrine traditionnelle et la jurisprudence, qui n'admettent pas qu'un acte d'assistance ou d'entraide puissent être obligatoires en dehors de toute loi ou convention spéciales, n'auront aucune peine à reconnaître le caractère purement volontaire de l'intervention.

Il en sera de même pour nous, puisque les sauvetages, seuls actes de complaisance obligatoires, ne sont imposés que s'ils ne présentent aucun danger ; par conséquent, en fait, aucune indemnité n'aura alors à être accordée. On peut se demander, cependant, dans quelle mesure une obligation générale et anonyme, comme celle qui existerait en ce cas, pourrait mettre obstacle à l'action de gestion d'affaires (5). On constate, du reste, que celle-ci est accordée par la jurisprudence quand un co-débiteur solidaire a payé pour les autres, contraint par la loi.

Enfin, les fonctionnaires et préposés blessés dans leur service ne sauraient non plus parler de gestion d'affaires (6).

On voit comme cette notion coïncide exactement avec l'acte de complaisance bénévole tel que nous l'avons défini.

(5) *Jurisclassseur civil*, art. 1372-1375 « Q. C. » gestions d'affaires.

(6) NICOLAESCO : thèse, Paris, 1921, pp. 66 et suiv. ; DEMOGUE : *R. Trim.*, 1914-370 ; 1925-345 ; 1928-414.

Sous-Section 2

Peu importe que l'intervenant ait ignoré
à qui il rendait service

On a parfois dit que bien souvent l'acte de dévouement ne pourrait être considéré comme une gestion d'affaires, car, s'il avait bien intention de gérer, *le sauveteur ignorait pour qui il gérait*. Ainsi celui qui arrête un cheval n'en connaît pas le gardien et ne sait même pas quelle personne pourrait être blessée et devrait, en définitive, supporter le dommage (7).

Cette objection doit être rejetée en notre matière, et elle a, du reste, toujours été considérée sans valeur pour les gestions ordinaires par les civilistes les plus anciens (8).

Un vieil auteur comme TOULLIER a même affirmé qu'il n'y avait pas besoin d'intention de gérer (9), et la jurisprudence est de cet avis (10) ; mais cette conception, qui a le tort de confondre les deux notions voisines d'enrichissement sans cause et de gestion d'affaires, est certainement fausse (11).

(7) PERREAU, note S., 1902-2-217 ; LUCAS : thèse, Caen, 1909, pp. 158 et suiv.

(8) LABOMBIÈRE : t. 7, art. 1375, n° 8 ; DEMOLOMBE, t. 8, n° 81 ; AUBRY et RAU : t. 6, p. 300 ; LAURENT, t. 20, n° 524 ; COLIN et CAPITANT : t. 2, p. 712.

(9) TOULLIER : préc., n° 23.

(10) Req., 18 juin 1872, D., 1872-1-471 ; 16 juillet 1890, D., 1891-1-49 ; Civ., 1^{er} juillet 1901, S., 1905-1-570.

(11) RIPERT et TEISSEIRE : p. 744 ; M. PICARD : R. Trim., 1922-15 ; LALLEMENT : préc., p. 104 ; ASTRUC : préc., p. 154 ; M^{lle} HALLER : préc., pp. 98 et suiv.

Si la doctrine est à peu près unanime à admettre, pour les gestions ordinaires, qu'il importe peu que l'intervenant ignorât pour qui il gérât, aucune raison n'interdit d'en faire autant pour la plus louable et la plus courageuse de ces gestions.

Quand le sauveteur a agi moitié pour se protéger, moitié pour préserver autrui, il y a gestion d'affaires puisque, somme toute, le responsable eût dû réparer tous les dommages ; de plus, l'acte n'étant qu'un réflexe légitime de propre défense doit être considéré comme la conséquence directe et nécessaire du fait initial.

Comme pour toute gestion, l'intention résultera des circonstances ; elle pourra même être présumée.

SECTION II

Un acte matériel peut être une gestion d'affaires

Que l'acte de dévouement et d'entr'aide soit, comme les faits de gestion, altruiste et volontaire, cela n'est guère contesté. Ce qui l'est beaucoup plus, c'est qu'il puisse entrer dans le cadre de la théorie de la gestion d'affaires, qui ne concernerait que des actes juridiques à l'exclusion de tout acte matériel.

La thèse qui ne veut voir de gestion d'affaires possibles que juridiques a longtemps prévalu, mais tend de plus en plus à être abandonnée, et à juste titre.

En ce qui concerne plus particulièrement les actes d'assistance et de dévouement, l'objection a été formulée par PLANIOL, MM. PERREAU et MAURY (12). Comparant la gestion au mandat et arguant des mots « gestion », « affaires », « administrés » employés par le Code, ils se refusent absolument à fonder l'indemnisation du sauveteur sur un quasi-contrat.

D'autres comme M. le professeur SAVATIER, comme MM. CAMPION ou VIZIOZ, tout en affirmant que le Code n'a pas envisagé les gestions d'affaires purement matérielles, estiment que l'on peut suppléer à ce silence et que l'équité autorise à prétendre « qu'il y a là une sorte de gestion d'affaires qui n'est pas la copie littérale de l'article 1375 » (13), que, sans faire appel à ce texte, « il n'y a qu'à recourir au principe qui le domine » (14), et que l'on se trouve en présence d'un quasi-contrat non réglementé par le Code mais correspondant bien à la définition générale donnée par l'article 1371 (15).

Pratiquement cette solution aboutit aux mêmes résultats que la nôtre puisqu'elle reconnaît que l'équité et l'utilité sociale doivent faire étendre aux

(12) PLANIOL : t. 2, n° 2.274 et *D.*, 1911-1-377 ; PERREAU : *S.*, 1902-2-217 ; MAURY : *Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français*, t. II, p. 58 ; BOSCH : thèse, Montpellier, 1901, p. 191 ; LUCAS : thèse, Caen, 1909, pp. 158 et suiv.

(13) SAVATIER : thèse, Poitiers, 1916, p. 221.

(14) CAMPION : *préc.*, p. 81.

(15) VIZIOZ : *préc.*, pp. 262 et 264.

actes de dévouement les solutions données par le Code pour les gestions juridiques.

Mais, aux yeux de la jurisprudence dont les hardiesses recherchent ordinairement un texte qui semble les justifier, il est préférable de trouver, dans le Code lui-même, les règles que nous examinons.

Or il n'existe aucune bonne raison de limiter les articles 1372 et suivants aux actes juridiques, et nous croyons sincèrement, suivant une longue tradition, qu'ils s'appliquent aussi aux gestions matérielles.

Ces textes sont peut-être les seuls du Code Napoléon qui montrent un peu d'esprit de solidarité.... N'en restreignons pas encore la portée.

L'apparition à Rome de l'action contraire de gestion d'affaires, bien postérieure à l'action directe, fut déjà, comme l'a dit M. Vizioz, une victoire sur l'individualisme (16). De même, son maintien dans notre Code dont l'individualisme outré fait, selon le mot de RENAN, naître le citoyen enfant trouvé et mourir célibataire.

Nous croyons que c'est à une réaction de cet individualisme qu'est due la limitation par certains de la gestion d'affaires aux actes juridiques.

C'est aussi à ce désir de symétrie qui hantait l'esprit des anciens juristes et leur faisait vouloir qu'au contrat du mandat correspondît un quasi-contrat exactement semblable et que, de même que le

(16) Vizioz : préc., p. 241.

premier ne pouvait s'appliquer qu'à des actes juridiques, de même la gestion d'affaires.

« Il n'existe, écrit M. Maurice PICARD, aucune
« bonne raison de limiter la gestion d'affaires aux
« actes juridiques. Rien dans les textes n'autorise
« pareille restriction, et, si quelques auteurs la
« défendent encore, c'est que, poussés par le désir
« de rapprocher la théorie de la gestion d'affaires
« de celle du mandat, ils veulent étendre arbitraire-
« ment à la première les règles qui concernent la
« seconde. Car ne serait-il point arbitraire de traiter
« celui qui répare lui-même la maison d'autrui
« autrement que celui qui contracte avec un ouvrier
« dans ce but ? » (17).

Le législateur n'a jamais indiqué son intention de faire une différence entre celui qui traite avec un ouvrier en faveur du maître, et celui qui exécute lui-même le travail. Dans le premier cas, le maçon pourrait se faire payer par le gérant, et finalement par le maître ; dans le second, il ne toucherait rien, bien que le travail eût été le même, l'entreprise aussi utile, et égal le profit retiré par le propriétaire.

La loi a voulu que soit indemnisé de ses débours et frais quiconque agirait bénévolement et spontanément dans l'intérêt d'autrui. Elle n'a jamais exclu du bénéfice de cette disposition les auteurs de gestions matérielles dont l'intervention a eu le même mérite et la même utilité. Une telle exception, illogique et

(17) M. PICARD : *R. Trim.*, 1922, p. 15.

absurde, ne pourrait être reconnue que si les textes la faisaient expressément.

La solution que nous préconisons a pour elle la tradition du droit romain (18), et de notre Ancien Droit (19).

De plus, c'est elle qui, dès le début, a été formulée par les plus anciens commentateurs de notre Code qui étaient loin, ce faisant, de penser aux actes de dévouement (20).

Nous pensons que le Procès-Verbal de la discussion de l'article 1372 au Conseil d'Etat le 2 frimaire an 12 (24 novembre 1803) prouve que les auteurs du Code n'ont jamais eu l'idée d'exclure les gestions matérielles. L'Assemblée examinait le devoir imposé au gérant de continuer la gestion ; un conseiller envisage l'hypothèse où « un citoyen, par exemple, « prendra soin du champ de son voisin qui est à « l'armée, sans se soumettre à cultiver jusqu'à la fin, « jusqu'à ce que le propriétaire ait achevé son temps « de service ». Personne ne protesta pour dire que c'était là un exemple de gestion matérielle non prévu par la loi (21).

Si les anciens auteurs qui admettaient les gestions matérielles n'ont pas expressément rangé dans cette catégorie les actes de dévouement, c'est qu'ainsi

(18) *Digeste*, « De negotiis gestis », III-5.

(19) DOMAT, *Lois civiles*, liv. 2, tit. 4, sect. 2, n° 11.

(20) DEMOLOMBE : t. 8, n° 174, p. 154.

(21) FENET : *Travaux préparatoires du Code Civil*, p. 453.

que nous l'avons déjà remarqué, la plupart de ces difficultés étaient réglées par l'application de l'article 1385.

Mais la doctrine actuelle ne fait plus aucune difficulté pour reconnaître les gestions d'affaires matérielles et, en général, pour y ranger les actes de sauvetage et de dévouement (22).

La jurisprudence n'a jamais vu là aucune difficulté et a toujours reconnu les gestions matérielles comme réglementées par les articles 1372 et suivants (23).

Quelques décisions ont fait application de ce principe aux actes de complaisance.

Le Tribunal de Commerce de la Seine traitait souvent de *negotiorum gestor* celui qui s'était jeté à la tête d'un cheval emballé ; il appliquait du reste en même temps l'article 1385, et son affirmation qu'il y avait gestion d'affaires lui servait surtout à démontrer que l'acte d'intervention ne pouvait être considéré comme fautif (24).

(22) SOURDAT : *Théorie générale de la responsabilité*, t. 2, p. 501, n° 1437 ; LALLEMENT : *préc.*, p. 205 ; DEMOGUE : *Obligations*, t. V, n° 995 ; t. III, n° 12 ; *R. Trim.*, 1902-828 ; 1933-173, etc... ; RIPERT : *R. crit.*, 1909-138 ; ROUAST : *Mélanges Capitant*, p. 698 ; *R. Trim.*, 1922-50, etc. ; PICARD : *R. Trim.*, 1921-419 ; 1922-15 ; JOSSERAND : *Cours de droit civil positif français*, p. 782, n° 1446 ; PLANIOL, RIPERT, ESMEIN : t. VI, p. 821, note 2 ; COLIN et CAPITANT : t. 2, p. 718 ; SAVATIER, *Règles générales de la responsabilité civile*, pp. 731 et suiv. ; GUILLOT : p. 79 ; MARUITTE : p. 85 ; CARREZ : p. 48 ; VIZIOZ : p. 255.

(23) Req., 16 juillet 1890 ; S., 1894-1-19 ; D., 1891-1-49 ; Aix, 20 décembre 1888, S., 1890-2-25.

(24) Comm. Seine, 3 janvier 1900, S., 1902-2-317 ; 23 janvier 1913, *Caz. Trib.*, 22 mai 1913 ; 29 novembre 1913, *R. ass.*, 1914-383, *Caz. Pal.* 1924-1-159 (a contrario).

Cependant, dans un jugement plus récent, la même juridiction a formellement appliqué les articles 1372 et suivants (25).

Pour que le quasi-contrat de gestion d'affaires existe, a dit le Tribunal d'Espalion, deux conditions sont nécessaires mais suffisantes : que le gérant ait eu l'intention de rendre service au maître, et qu'il ait bien géré ; les termes de l'article 1372 ne permettent pas dans leur généralité de distinguer entre le cas où l'avantage a été procuré par un acte juridique et celui où il provient d'un simple fait matériel. Ainsi celui qui est blessé en cherchant à éteindre un incendie est le gérant d'affaires du propriétaire de la maison (26).

Le Tribunal d'Orléans a décidé aussi que le passant qui aide à soulever une automobile pour dégager une cycliste prise sous le véhicule peut invoquer l'article 1382, et « qu'au surplus cette recevabilité pourrait encore être admise en vertu du quasi-contrat de gestion d'affaires, BARBERON ayant accompli un acte matériel utile aux intérêts pécuniaires du conducteur en limitant les conséquences de l'accident dommageable subi par la cycliste » (27).

Enfin, avant la promulgation de la loi de 1916

(25) Comm. Seine, 1^{er} avril 1936, *R. ass.*, 1936-240 ; *Caz. Pal.*, 1936-1-877.

(26) T. Espalion, 27 novembre 1925, *Just. Paix*, 1926-130.

(27) T. Orléans, 11 juin 1937 préc.

sur l'assistance maritime, la jurisprudence invoquait pour verser une rémunération à l'assistant les principes de la gestion d'affaires ; mais en fait elle établissait le compte des dépenses utiles ou nécessaires, et par conséquent remboursables, de telle sorte qu'elle en arrivait à condamner l'assisté à une véritable rémunération, ce qui est en opposition avec les principes de la gestion d'affaires, mais s'expliquait, comme nous l'avons dit, par les usages des marines (28).

(28) Req., 27 avril 1887, *D.*, 1888-1-263 ; LYON-CAEN et RENAULT : *Droit Commercial*, 1886, t. 6, n° 1073.

CHAPITRE II

SITUATION DE L'AUTEUR D'UN ACTE DE COMPLAISANCE CONSIDERE COMME UN GERANT D'AFFAIRES

L'auteur d'un acte de complaisance est donc un gérant d'affaires.

Nous allons examiner, à la lueur de ce principe, quelle sera sa situation.

Nous verrons tout d'abord qu'il pourra se faire réparer le préjudice subi, et c'est la question essentielle qui nous intéresse ; puis, qu'il importe peu, pour que cette réparation soit due, que le maître ait été présent ou non ; enfin que l'intervenant devra continuer la gestion, tout comme un gérant d'affaires ordinaire.

SECTION I

Le préjudice subi sera réparé si l'intervention était utile initialement

Les droits du gérant d'affaires sont précisés par l'article 1375 qui dit que « le maître doit rembourser « (au gérant) toutes les dépenses utiles ou nécessaires « qu'il a faites. »

Les blessures contractées peuvent-elles être considérées comme des « dépenses » ?

A notre avis, ce n'est pas douteux. Supposons que je sacrifie une de mes couvertures pour éteindre le feu qui s'est communiqué aux vêtements d'un tiers ; la perte de ma couverture est pour moi une dépense ; supposons que je fournisse mon essence pour faire fonctionner une auto-pompe, je fais dans l'intérêt d'autrui une dépense, je subis une perte, j'ai le droit d'en être remboursé.

Pourquoi n'en serait-il pas de même si, en effectuant le sauvetage, j'ai les mains brûlées ? Il s'agit bien aussi d'une perte à réparer. Pourquoi ne réparerait-on pas les plus cruelles ?

Celui donc qui exécute un acte de dévouement nécessaire, ou qui apporte à autrui une aide utile et sans danger bénéficie de l'article 1375 s'il reçoit une blessure.

Mais l'article 1375 parle de remboursement des dépenses « utiles ». Quand considérera-t-on qu'il y eut utilité ? En particulier, que se passera-t-il si le préjudice à réparer excède le profit tiré de la gestion, ou bien lorsque l'intervention n'a pas réussi ?

§ 1. — LE PRÉJUDICE SERA-T-IL RÉPARÉ,
MÊME S'IL DÉPASSE LE PROFIT RETIRÉ PAR LE MAÎTRE ?

Nous avons dit que le gérant a droit au remboursement de toutes ses dépenses utiles, le sauveteur à réparation intégrale de son préjudice corporel et matériel.

Cette solution n'est pas toujours admise. M. SAVATIER, qui voyait le fondement de la gestion d'affaires dans la théorie du risque attaché au profit, estime que la somme due au sauveteur, comme au gérant, ne peut excéder l'enrichissement procuré à la personne assistée (1).

Un tel effet n'est plus attaché, en général, à la gestion d'affaires ; il est réservé à la théorie de l'enrichissement sans cause (2).

Il arrive en effet bien souvent qu'une grosse dépense utile apporte un profit peu important ; cependant le maître aurait dû la faire pour la conservation de son patrimoine, et il doit la rembourser au gérant. Il en est ainsi en particulier de toutes les dépenses d'entretien.

Certains auteurs, comme M. LOUBERS, ont dit qu'il ne s'agit, en matière d'actes de dévouement, que d'enrichissement sans cause et non de gestion d'affaires, et que, par conséquent, la somme due par le maître ne doit pas excéder son enrichissement (3).

Mais la quasi-unanimité de la doctrine rejette cette thèse. On lui trouve deux défauts : elle méconnaît la distinction entre enrichissement sans cause et gestion d'affaires, celle-ci étant caractérisée par l'in-

(1) SAVATIER : préc. ; cf. DURANTON : t. 12, n° 672 ; LAROMBIÈRE : t. 7, art. 1.375, n° 7 ; HUC : *Commentaires sur le Code Civil*, t. 8, n° 384.

(2) RIPERT et TEISSEIRE : préc., etc.

(3) LOUBERS : *R. crit.*, 1912-396.

tention de gérer, qui ne peut pas être douteuse en notre matière ; d'autre part, elle donne au sauveteur d'autant moins de chances d'être indemnisé que le danger est grand (4).

Au point de vue justice et utilité sociale, comme au point de vue technique juridique, une telle conception ne peut se défendre.

§ 2. — LE PRÉJUDICE SERA-T-IL RÉPARÉ
MÊME EN CAS D'ÉCHEC ?

Il est des cas où certains des auteurs qui n'hésitent cependant pas à considérer le sauvetage comme une gestion, se refusent à accorder l'action au sauveteur blessé. Cela se produit quand l'intervention a échoué, lorsque la personne que l'on voulait tirer de l'eau est morte ou a coulé à pic sans que le tiers puisse la ramener, lorsque le cheval que l'on voulait maîtriser ne s'est pas arrêté et a continué sa route et blessé un passant. Bien souvent, le sauveteur aura été tué ou blessé par l'animal, ou se sera noyé avec celui qu'il voulait sauver (5).

Dans ce cas, le tiers courageux ou ses ayants droit peuvent-ils prétendre à indemnisation ?

(4) M¹¹⁰ HALLER : préc., p. 82 ; LALLEMENT : préc., p. 104 ; CAMPION : préc., p. 81 ; ASTRUC : préc., p. 154 ; ROUAST : *Mélanges Capitain*, p. 698 ; RIPERT, *R. crit.*, 1909-138.

(5) PICARD : *R. Trim.*, 1921-401 ; SAVATIER : ouvrages préc. ; JOSSERAND : préc., p. 784, n° 1446.

*I. — Non, si le gérant a commis une faute
dans la gestion*

Il y a un point sur lequel tout le monde sera d'accord. Le gérant ne doit pas avoir commis de *faute* dans sa gestion. Or nous avons examiné si l'intervention pouvait être considérée comme une faute et jusqu'à quel point le sauveteur était responsable de ses maladresses d'exécution. Nous avons vu que toute intervention ne se justifie que si elle est utile, ce qui est le principe même de la gestion d'affaires, et que l'intervention dangereuse ne saurait être excusée que par la nécessité.

Nous ne reviendrons pas sur ces règles que nous avons déjà exposées dans notre Titre précédent.

Ici, nous retrouvons les auteurs qui ont voulu voir dans l'état de nécessité, le fondement de la réparation. Mais dire que celui qui a profité de l'intervention nécessaire doit indemniser l'intervenant de son préjudice, n'est-ce pas formuler exactement le principe de la gestion d'affaires ? Seul, LALLEMENT se refuse à le reconnaître (6).

Notre système a l'avantage d'être plus général. Nous ferons appel à la théorie de l'état de nécessité pour justifier une gestion dangereuse, mais la simple utilité de l'intervention permettra aussi d'obtenir des dommages-intérêts, si la gestion n'était pas dangereuse.

(6) LALLEMENT : préc., p. 13.

Mais il ne suffit pas de justifier la gestion dans son principe ; encore faut-il qu'aucune faute n'ait été commise dans l'exécution.

Nous avons déjà dit comment devraient s'apprécier ces fautes.

L'article 1374 vient encore confirmer les solutions que nous avons proposées, et démontrer à l'évidence que l'acte de complaisance est bien une gestion d'affaires, puisqu'il dispose : « Néanmoins, les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le juge à modérer les dommages-intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant ».

On appréciera donc avec plus d'indulgence les imprudences ou maladresses pour les actes de dévouement que pour les coups de main. On pourra en tenir compte, soit pour refuser toute indemnité au gérant, soit pour diminuer cette indemnité.

II. — *Où, dans le cas contraire*

La question est beaucoup plus complexe quand l'intervention aura échoué *sans que l'on puisse véritablement parler de faute* dans la gestion.

Beaucoup d'auteurs qui reconnaissent la gestion d'affaires comme fondement de l'indemnisation, subordonnent l'action au succès de l'entreprise.

M. SAVATIER expose que l'on ne peut obliger la personne à laquelle la bonne volonté d'un maladroït n'a rendu aucun service à réparer en outre le domma-

ge subi par celui-ci. « La condamnation ne doit pas dans son montant dépasser l'avantage. »

« Il peut être juste de contraindre une personne
« à indemniser complètement la famille de l'homme
« qui s'est noyé en la sauvant. Mais on aboutirait à
« un résultat choquant en l'obligeant à une aussi
« forte indemnité si c'est seulement pour sauver un
« animal ou un objet à elle que le noyé avait exposé
« sa propre vie. Tous les exemples montrent d'une
« évidente manière la nécessité où l'on se trouve de
« tenir compte du profit dans le calcul de l'indemnité
« à laquelle il sert de base » (7).

Ces exemples ne nous paraissent pas très bien choisis : car si en effet nous n'accorderons indemnité aux héritiers de celui qui s'est noyé pour sauver un chien ou un chapeau, que jusqu'à concurrence de la valeur du chien ou du chapeau, c'est parce qu'en l'espèce il n'y a pas eu gestion d'affaires ; il y a des actes dangereux que l'on ne peut accomplir qu'en cas de nécessité pressante ; cette nécessité existe s'il faut sauver un homme ; sinon la gestion est intempestive. Mais si, cependant, l'acte, inexcusable en soi, a néanmoins produit quelques effets, il y a enrichissement sans cause, et la victime peut être indemnisée dans la mesure où son acte a profité au tiers.

Mais ce qui est vrai pour une gestion intempestive ne l'est plus pour une véritable gestion d'affaires.

(7) SAVATIER : thèse, Poitiers, 1916, p. 234.

MM. PERREAU et RIPERT rejettent aussi l'application de l'article 1375 au sauveteur qui s'est jeté à la tête d'un cheval emballé lorsque l'intervention a été inutile. MM. PERREAU, PICARD, ROUAST et JOSSERAND (8), qui n'hésitent cependant pas à considérer le sauveteur comme un gérant d'affaires, exigent que la gestion ait été utile et ait profité au maître. « Il n'est pas
« admissible en effet qu'il dépende d'un individu
« quelconque de mettre des obligations à la charge
« d'autrui par une gestion maladroite, intempestive
« ou malintentionnée. Les obligations du maître ont
« donc pour base et pour mesure l'opportunité et
« l'utilité de la gestion entreprise ; il n'est obligé que
« si la gestion a été utile et dans la mesure où elle
« a été utile » (9).

Déjà en assistance maritime avant la loi de 1916, les décisions qui n'hésitaient pas à parler de gestion d'affaires mettaient cette condition de succès que le texte législatif a reprise.

Cependant, jamais la doctrine classique n'a exigé pour les gestions d'affaires ordinaires l'existence d'un profit, du succès final (10).

Elle se contente de se placer à l'origine de l'entreprise pour en constater l'utilité.

DEMOLOMBE affirme que « ce que l'on considère,
« c'est, nous pourrions dire l'utilité initiale en ce sens

(8) Préc. et PERREAU : S., 1902-2-317.

(9) JOSSERAND : préc., p. 784, n° 1.446.

(10) TOULLIER : préc., n° 52 ; DURANTON : t. 13, n° 671 ; DEMENGET et DE PEYRONNY, t. 2, n° 1.323.

« qu'il suffit que l'acte du gérant ait été utile au
« moment où il a été entrepris, *ubi utiliter coeptum*
« est, pour que le maître soit tenu de l'indemniser
« lors même que, par une circonstance quelconque,
« comme, par exemple, un cas de force majeure, le
« profit n'existerait plus au moment de la demande ». La gestion d'affaires est « l'acte fait tel que le maître lui-même l'aurait fait ». Le gérant commettra une faute s'il ne peut « se sentir capable de mener à bonne
« fin l'espèce d'affaire dont il s'est chargé » (11).

Appliquant cette règle aux actes de complaisance, DEMOGUE écrit : « Gérer bien l'affaire d'autrui, c'est
« faire tout son possible pour arriver au résultat. Si,
« malgré tous les efforts du passant, le cheval ne s'est
« pas arrêté, on peut dire néanmoins qu'il a bien
« administré l'affaire d'autrui et il aura droit à
« indemnité » (12).

L'éminent professeur était en effet un des plus ardents partisans de l'octroi de l'action contraire de gestion d'affaires au sauveteur même en cas d'échec.

Prenons l'exemple présenté par DURANTON (13) : je donne spontanément des soins à un cheval malade. Si la bête meurt néanmoins, n'aurais-je pas droit au remboursement de mes dépenses ?

(11) DEMOLOMBE : *Obligations*, t. 8, n° 187, pp. 164 et suiv. ; MOURLON : préc., t. 2, n° 1.668 ; BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : t. 4, n° 2.818 ; MARUITTE : p. 303 ; GUILLOT, p. 85 ; CARREY : p. 159 ; VIZIOZ, p. 262.

(12) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1902-818 ; VIZIOZ : pp. 262 et suiv.

(13) DURANTON : t. 13, n° 671.

Si seul le profit retiré par le maître permet mon indemnisation, je n'aurai certainement droit à rien, puisque je n'ai pas empêché l'animal de mourir.

Personne n'admettrait cependant une telle conclusion. C'est que le maître, s'il avait été là, eût certainement donné les mêmes soins à sa bête qui n'en serait pas moins morte ; il eût eu dans ce cas à supporter le prix des remèdes. Pourquoi lui en faire cadeau ?

Nul ne peut jamais être certain du succès. Le maître agissant lui-même eût supporté les risques d'échec ; laissons-les lui.

Transformons l'exemple. Je me jette à l'eau pour ramener une personne qui se noie ; je la ramène effectivement, mais elle est déjà morte. Mon intervention, qui avait pour but de tirer de l'eau l'individu en danger a donc réussi ; néanmoins elle n'a été d'aucune utilité. N'aurais-je pas le droit de me faire indemniser si elle m'a valu une congestion pulmonaire ? Il paraît difficile de le nier.

Un médecin, un avocat, qui traitent avec un client, ne s'obligent pas à la réussite finale, à la guérison, au gain du procès, mais seulement à faire tout leur possible pour guérir le malade ou remporter le succès. C'est qu'il est bien des cas où l'on ne peut affirmer avec certitude que tel acte sera couronné par la réussite. C'est exactement la situation pour les auteurs d'un acte de complaisance, et notamment d'un acte de dévouement.

Il suffira que les chances de succès aient été suffisantes pour empêcher de considérer l'intervention comme inutile ou téméraire. Mais c'est *l'utilité initiale* et non le profit effectif que l'on doit considérer. Le maître qui eût agi, puisque l'intervention était justifiée en son principe, doit supporter les risques qui eussent été à sa charge s'il avait pu exécuter lui-même l'acte entrepris (14).

Le maître, dira-t-on peut-être, n'aurait pas forcément accompli l'action incriminée. Nous répondons que si, parce qu'on a toujours le devoir d'agir, soit pour sa propre défense (personne sauvée), soit pour limiter le plus possible les conséquences de son acte dommageable.

On ne peut donc pas parler de gestion intempes-
tive, qui est, en effet, le véritable écueil à éviter. Les règles que nous avons adoptées excluent du bénéfice de l'article 1375 tous ceux dont l'initiative a été inutile en son principe ou follement téméraire ou très maladroite. L'indemnité sera seulement accordée pour les actes que, compte tenu des circonstances particulières, de l'affolement légitime, le maître dans les mêmes conditions aurait sans doute accompli, et qui présentaient une utilité certaine ; ce sera le cas de l'acte de dévouement, nécessaire et seul moyen de parer un danger imminent et certain ; ce sera aussi l'hypothèse

(14) Req., 13 avril 1899, *D.*, 1901-1-233 ; 28 février 1910, *D.*, 1911-1.137 ; TOULLIER : t. 12, n° 51 ; MARCADÉ : t. 5, p. 252, n° 1 ; AUBRY et RAU : t. 4, § 441 ; LAROMBIÈRE : t. 7, n° 9.

des sauvetages et des actes de complaisance très utiles et qui ne présentaient aucun danger au moment de les entreprendre.

Il peut paraître injuste et dur de condamner à de très importants dommages-intérêts la personne à qui l'intervention n'aura rien rapporté et qui aura déjà à supporter son propre dommage. Ainsi les héritiers d'un noyé auraient encore à indemniser le sauveteur malheureux ?

Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement.

Le malheur qui frappe le sauveteur est un coup du sort qui doit nécessairement être en définitive subi par quelqu'un. Pourquoi serait-il plus juste de le laisser reposer sur celui qui, généreusement, charitablement, a voulu venir en aide à autrui, plutôt que sur l'individu que le sauveteur avait voulu sauver et qui eût été bien heureux de l'intervention si elle avait réussi ?

Il ne faut tout de même pas que tous les risques d'une intervention altruiste incombent au sauveteur, qui n'en attend cependant pour lui-même aucun profit, et que l'assisté n'en ait aucun risque, alors qu'il serait seul à profiter du succès.

Les tribunaux diront si, en fait, l'intervention était justifiée et s'il n'a été commis dans l'exécution aucune faute de nature à supprimer ou à réduire les dommages-intérêts.

Prenons l'hypothèse d'un cheval emballé ; un passant tente de le maîtriser, n'y réussit pas, est ren-

versé et blessé pendant que le cheval continue sa course sans blesser personne... L'intervention n'a servi absolument à rien et n'a eu pour résultat que de causer une victime. Si l'on invoque la théorie de gestion d'affaires, il pourra paraître dur à certains de condamner le gardien de l'animal. Mais les mêmes le condamneraient sans hésiter en vertu de l'article 1385...

Aucune des décisions jurisprudentielles, aucune des notes doctrinales qui faisaient état de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle n'ont été émues par cette considération.

Il n'y a donc pas lieu d'en tenir compte. Celui à qui est destinée l'intervention en est suffisamment reconnaissant, sur le moment même, pour pouvoir en supporter les frais même en cas d'échec.

La solution que nous donnons aura pour résultat de faciliter les actes de dévouement et les sauvetages, et les actes d'entraide, qui sont socialement utiles.

Avant d'exécuter un acte de dévouement, on ignore complètement, étant donné le danger que présente l'opération, si on réussira. Il faut que le sauveur ne soit pas arrêté dans son élan courageux par la considération qu'il ne sera pas indemnisé en cas d'échec.

L'instinct de conservation rendra du reste assez rares des cas de ce genre.

Nous estimons défendre suffisamment les intérêts, très réels, de la personne assistée en limitant comme

nous l'avons fait le nombre des gestions considérées comme « utiles ». Et nous demanderons, avec M. SAVATIER, que dans l'appréciation de cette utilité, on se montre assez large, car « il n'y a aucun risque au « point de vue social à favoriser les actes de dévouement » (15) ; il y a tout à y gagner au contraire.

SECTION II

Y a-t-il gestion d'affaires quand le maître est présent ?

Une autre objection a été parfois présentée ; on a dit que la gestion d'affaires supposait l'absence du maître ; que celui-ci présent, on ne pouvait gérer son affaire sans convention avec lui.

Notons tout de suite que l'article 1372 s'applique « soit que le maître connaisse la gestion, soit qu'il « l'ignore », et que la seule condition apportée comme terme de la gestion est « que le propriétaire soit « en état d'y pourvoir lui-même », formule reprise par l'article 1373 qui dit : « jusqu'à ce que l'héritier ait pu en reprendre la direction ».

La seule condition qui importe donc n'est pas l'absence ou l'ignorance du maître, mais son incapacité momentanée.

Nous allons envisager deux situations : ou le maître était présent et s'est opposé à la gestion, à l'intervention ; ou il était présent et n'a rien dit.

(15) SAVATIER : th. Poitiers, 1916, préc., p. 222.

§ 1. — IL Y A GESTION D'AFFAIRES

SI LE MAÎTRE PRÉSENT

NE S'EST PAS OPPOSÉ LÉGITIMEMENT A LA GESTION

Les auteurs qui ont étudié la gestion d'affaires n'ont pas ignoré cette question du refus du maître.

Il est certain qu'on ne peut plus alors présumer que celui-ci aurait agi comme le gérant ou aurait approuvé la gestion. Il est certain aussi que l'on ne saurait condamner le maître et permettre au gérant d'imposer sa volonté.

Quand le maître aura expressément interdit au sauveteur ou à l'intervenant bénévole de s'occuper de l'affaire, il ne pourra y avoir application de l'article 1375. Tout au plus y aurait-il lieu à l'exercice de l'action de *in rem verso* jusqu'à concurrence du profit effectivement retiré par le bénéficiaire. Le gérant pourrait même être condamné à des dommages-intérêts si son intervention intempestive avait causé un préjudice au maître.

La Cour de Paris (16) a implicitement appliqué ce principe à l'espèce qui nous intéresse. Elle a accordé une indemnité à la personne blessée en tentant d'arrêter un cheval, alors qu'un individu témoin de la scène avait crié à la victime de se garer et l'avait dissuadée d'agir ; l'arrêt précise bien que ce conseiller était « sans autorité » sur le sauveteur ; ce qui semble prouver que si ç'avait été le gardien de l'animal qui

(16) Paris, 17 novembre 1906 ; *Le Droit*, 11 décembre 1906.

avait donné l'ordre de s'abstenir, l'intervenant n'eût pu être indemnisé.

Mais il convient d'apporter à cette règle deux tempéraments traditionnels, qui joueront surtout en cas de sauvetages.

La doctrine a toujours admis que le gérant pouvait passer outre à l'opposition aveugle et irréfléchie ou illégitime du maître (17).

En cas de coup de main, il sera très rare que l'on puisse ainsi passer outre à l'interdiction. Mais cela sera possible dans les sauvetages ; il pourra y résulter des circonstances, que le refus du maître était contraire soit à l'intérêt général, soit à celui de certaines personnes qui se trouvaient, de ce fait, menacées.

C'est surtout aux *suicides* que nous pensons ; la question peut paraître plus délicate, puisque son désir de la mort ne nuit qu'au maître lui-même.

Nous croyons cependant que le désespéré pourrait être contraint à indemniser son sauveteur qui pouvait, du reste, ignorer cette volonté de mourir.

Le suicide est tout à la fois, — et c'est dans l'ordre, — un fléau social et une faute morale.

Fléau social, car son nombre s'accroît d'année en année. De 1905 à 1910, il y en eut, d'après les statistiques, 146.984 en France. On en compte une

(17) MOURLON : préc., n° 1.669 ; DEMOLOMBE : préc., p. 184 ; BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : p. 477, n° 2.824 ; Dijon, 17 juillet 1905, D., 1907-2-369 ; GUILLOT : préc., p. 85 ; CARREY : préc., p. 190 ; *contrà* : AUBRY et RAU : t. 4, p. 726 ; DURANTON : préc., n° 653.

moyenne de 9.190 par an, soit dix-sept fois plus que d'homicides..... (18).

Faute morale, cela n'est pas douteux pour un chrétien. Mais PLATON pouvait déjà dire dans le *Phédon* : « La vie est un poste que l'homme ne peut « abandonner sans commettre une lâcheté et violer « les lois de la divinité ».

On ne peut rester indifférent à la constatation que les Etats décadents, comme la Rome du Bas-Empire, connaissent des épidémies de suicides ; ou que cette pratique est au contraire en honneur chez les peuples les plus farouches, les plus dédaigneux de la vie humaine, tel le Japon.

Du reste, des décisions jurisprudentielles condamnent à indemnité au profit des hôteliers les héritiers d'individus qui se sont suicidés dans l'hôtel et ont ainsi éloigné la clientèle (19) ; ce qui indique que le suicide est un acte, non seulement anormal, mais coupable, contraire à l'intérêt général et dont on ne saurait considérer l'exécution comme licite, tout au moins au point de vue civil.

C'est pourquoi nous n'hésitons pas à admettre que le désespéré, ou ses héritiers s'il n'a pu être ramené à la vie, sont responsables des blessures subies par le sauveteur. Et voilà un premier tempé-

(18) COQUELIN DE LISLE : thèse, Rennes, 1928, *Du suicide. De l'aide et de la participation au suicide d'autrui*.

(19) Paix Paris, 16 mars 1906, *D.*, 1906-5-55.

rament à la règle que le gérant ne peut passer outre à l'opposition du maître (20).

Il en existe, en outre, un second : le refus du maître aura dû se manifester dès le début de la gestion de façon précise, tout au moins en ce qui concerne les actes de dévouement, nécessairement rapides et où l'irréremédiable est vite accompli.

Cela ne prête pas à difficulté.

§ 2. — IL Y A GESTION D'AFFAIRES,
SI LE MAÎTRE PRÉSENT
N'A RIEN DIT NI RIEN FAIT

Les textes n'exigent pas, nous l'avons vu, l'absence du maître ni son ignorance de l'intervention, mais seulement son incapacité d'agir lui-même.

Certains auteurs ont dit que la présence du maître et son abstention constituaient une opposition tacite, puisque, s'il avait désiré que l'acte fût accompli, il l'aurait fait lui-même (21). D'autres ont admis, au contraire, que l'abstention du maître valait ratification et un mandat tacites (22).

I. — Il va sans dire qu'en cas d'acte de complaisance, si, par exemple, un paysan vient spontanément donner un coup de main au chauffeur d'une automobile en panne, le fait que le maître, ayant vu arriver

(20) SAVATIER : *R. crit.*, 1934, p. 743.

(21) GUILLOT : *préc.*, p. 85.

(22) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : *préc.*, t. 4, p. 470, n° 2.824¹.

l'aide, ne l'ait pas renvoyé et l'ait laissé entreprendre son action, constituera à l'évidence soit un mandat tacite, ou une ratification de la gestion d'affaires, soit, si l'on veut, une convention tacite d'accepter le secours avec contre-partie d'indemnisation en cas de malheur, hypothèse que nous examinerons dans notre seconde Partie.

II. — La question est plus délicate lorsque l'acte d'intervention est si *rapide* que le maître n'a pas eu le temps de s'y opposer.

Deux hypothèses peuvent alors se présenter :

1° Ou bien le maître était évidemment *dans l'impossibilité d'agir lui-même*, et il va sans dire que ce sera là le cas le plus fréquent. La personne qui va se noyer ne peut se tirer seule de son mauvais pas ; le gardien d'un cheval emballé ne peut arrêter son animal, la course furieuse de celui-ci suffit amplement à le démontrer.

Nous sommes bien alors dans la situation prévue par le Code ; le maître est dans l'incapacité de « prendre la direction des opérations » ; il n'est pas « en état » de le faire. Peu importe alors qu'il connaisse la gestion ; les articles 1371 et suivants sont applicables.

2° Mais *même si les juges de fait estiment que le maître était capable d'agir lui-même*, il pourra y avoir encore gestion d'affaires (23) : sur le moment même,

(23) Req., 29 février 1877, D., 1878-1-382 ; Ptc, note D., 1899-2-412.

l'assisté a été très satisfait de voir arriver un individu complaisant ou courageux pour tenter de le tirer du danger ou de l'embarras. La question ne peut faire de doute dans les cas où la nécessité imposait au sauveteur de prendre une décision rapide et où l'inaction de la personne en danger pouvait faire croire qu'elle ne voyait pas le moyen de se sauver ou qu'elle n'osait l'entreprendre, ou qu'elle n'en avait ni la force, ni les moyens. Il serait trop facile au sauvé de venir dire aux juges qu'il se serait parfaitement passé de l'intervention et était bien assez grand pour « se débrouiller » tout seul.

Il est bien évident que ce sera une question d'appréciation.

On ne saurait hésiter vraiment que dans une hypothèse de ce genre-ci : une voiture est embourbée; pendant que le propriétaire est occupé à l'avant, un paysan qu'il n'a pas vu se mêle, sans en demander l'autorisation ni même avertir, de soulever la voiture par l'arrière et se blesse. Y aura-t-il gestion d'affaires? Nous ne le croyons pas ; rien n'obligeait à agir vite et à se passer de l'autorisation et des avis du maître qui était à même de les donner. Pour éviter les difficultés, *le gérant fera bien, dès qu'il le pourra, de demander autorisation et directives à la personne qu'il veut assister*, si celle-ci peut les lui donner, et nous ne nous trouverons plus en présence d'une gestion d'affaires.

En cas de doute, les juges se demanderont ce qu'eût fait le maître, bon père de famille, si on lui avait demandé son avis ; ils rechercheront si la manœuvre n'a pas été faite à contre-sens ou ne contrecarrait pas les projets visibles du maître.

SECTION III

L'intervenant devra continuer la gestion

L'article 1373 dispose que le gérant « est obligé
« de continuer sa gestion, encore que le maître vienne
« à mourir avant que l'affaire soit consommée,
« jusqu'à ce que l'héritier ait pu prendre la direc-
« tion », et on a voulu voir là une disposition inap-
plicable aux actes de complaisance (24).

Nous estimons, au contraire, cette règle très juste et applicable au sauveteur, à condition de bien comprendre dans quelle intention le législateur l'a instituée.

La raison en est donnée dans la Discussion du projet du Code Civil au Conseil d'Etat, du 2 frimaire an 12 : « On rencontre partout des gens officieux,
« toujours prêts à se mêler des affaires d'autrui, très
« souvent pour les gâter. Le remède contre leur zèle
« indiscret et quelquefois intéressé est de ne pas leur
« permettre d'abandonner, quand il leur plaît,
« l'affaire qu'ils ont commencée » (25).

Cette solution est très équitable et pourrait s'ap-

(24) COHIN : thèse, Paris, 1929, p. 290.

(25) FENET : préc., p. 454.

pliquer textuellement aux cas de coups de main. Qui n'a vu, lors d'un accident sur la voie publique, ces inévitables badauds qui donnent leur avis sur tout et qui tourbillonnent de çà, de là, mettent la main à tout et ne font rien d'effectif ?

Les obliger à continuer la gestion paraît assez normal. Néanmoins il ne faudrait pas exagérer. Quiconque est disposé à donner un coup de main rapide ne peut être obligé à demeurer là de longues heures si son intervention ou son aide ne réussit pas de suite. On pourra avoir de réels motifs légitimes d'interrompre son intervention.

On peut très bien résoudre la difficulté en disant que l'affaire entreprise n'était pas de réussir, mais de prêter temporairement son concours pour aider à réussir. Il est dangereux de permettre qu'une gestion entreprise soit abandonnée. Mais dans le cas qui nous occupe, il est bien évident que le gérant n'a pu s'engager que dans la limite de ses forces ou de son temps libre, et on ne peut exiger rien de plus de lui.

Nous admettrons cependant qu'un individu qui, en accomplissant son intervention, aurait mis la chose ou la personne dans une situation encore plus périlleuse ou plus difficile que celle dans laquelle il l'avait trouvée, ne pourrait, sans faute, tout abandonner.

Le cas peut se présenter : par exemple, le paysan, pour dégager une voiture, l'a mise en équilibre instable sur cric et l'abandonne dans une situation dangereuse : il commettra une faute.

Un individu se jette à l'eau pour ramener à la rive une personne accrochée à une épave. Il la ramène vers le bord, mais, au milieu de sa course, il l'abandonne, si bien que le malheureux naufragé, n'ayant même plus son point d'appui sur l'épave, que son prétendu sauveteur lui a fait abandonner, coule à pic. Il sera responsable.

Il pourra y avoir cependant, même dans ces cas, des motifs légitimes d'abandon ; par exemple le danger présenté par la situation nouvelle, ou l'extrême fatigue du sauveteur.

Mais, alors, celui-ci devra, dans la mesure de ses forces, appeler à l'aide du renfort susceptible de continuer la gestion qu'il a dû abandonner.

Et les juges apprécieront s'il n'a pas imprudemment présumé de ses forces en entreprenant un acte qu'il lui était évidemment impossible d'exécuter, alors que la personne assistée n'était pas dans un danger si imminent qu'elle ne pût attendre un moyen plus sûr. Le malencontreux sauveteur pourrait même être condamné à une indemnité en faveur de sa victime.

Nous venons de préciser, dans un chapitre premier, que l'auteur d'un acte de complaisance, blessé, avait droit à réparation.

Nous avons ensuite précisé dans quelles conditions cette indemnité serait due.

Il nous reste à rechercher, dans un troisième chapitre, par qui elle sera due.

CHAPITRE III

DESIGNATION DU MAITRE QUI DEVRA REPARER LE PREJUDICE SUBI PAR L'AUTEUR DE L'ACTE DE COMPLAISANCE

Le tout n'est pas de savoir s'il y a gestion d'affaires, et si l'auteur de l'acte d'assistance a droit à indemnité. Il faut encore préciser qui est le maître de l'affaire et qui, par conséquent, doit payer les dommages-intérêts ?

Pour nous, ce sera la personne qui, *en fait*, aurait *définitivement* supporté l'incidence du dommage que l'on a voulu éviter.

La solution pratique à laquelle nous arrivons ainsi est exactement celle formulée par M. SAVATIER avec la théorie de l'état de nécessité (1) ; et on aura une responsabilité successive de celui qui doit répondre de l'état auquel il a fallu remédier et de celui qui a directement profité de l'aide.

SECTION I

Le Responsable de l'état auquel il a fallu remédier

En premier lieu, sera tenu celui qui, par sa faute, ou le fait d'une chose, d'un animal ou d'une personne

(1) SAVATIER : *Mélanges Capitant*, pp. 739 et suiv. ; LALLEMENT : *L'Etat de nécessité en matière civile* ; DEMOGUE : *R. crit.*, 1927-1049 ; *R. trim.*, 1935-367, 1936-250.

dont il devait répondre, aurait dû réparer le dommage que l'on a évité ou qui l'a réparé, si la tentative a échoué.

C'est ainsi que le sauveteur, qui aura été blessé en voulant maîtriser un cheval emballé, aura un recours contre le gardien, responsable, en vertu de l'article 1385, du dommage causé par l'animal. Si la bête avait renversé des passants, c'est ce gardien qui aurait supporté l'incidence du dommage. C'est donc lui qui a profité — ou aurait profité — de l'intervention. C'est donc lui le gérant.

Si, comme dans l'arrêt d'Orléans, de janvier 1938, que nous avons souvent cité, un automobiliste renverse par sa faute un cycliste qui reste pris sous la voiture, et si un sauveteur se blesse en dégageant ce cycliste, c'est l'affaire de l'automobiliste qui a été gérée, puisque c'est lui qui aurait dû supporter, en vertu de l'article 1382, l'incidence définitive de l'aggravation des blessures du cycliste si celui-ci n'avait pas été dégagé.

On aura donc à rechercher la responsabilité civile et à appliquer les règles des articles 1382 et suivants, mais uniquement pour désigner la personne du gérant ; ce qui ne veut pas dire qu'il faudra nécessairement un responsable en vertu de ces articles pour que l'assistant puisse être indemnisé.

Nous irons même plus loin, et nous admettrons, avec DEMOGUE et M. SAVATIER, que cette action de ges-

tion d'affaires peut être intentée directement contre l'assureur de responsabilité de ce premier gérant (2).

Ainsi, l'assurance de l'automobiliste devra, dans l'exemple précédent, indemniser le sauveteur, de même que l'assureur du gardien du cheval emballé. L'arrêt d'Orléans du 28 janvier 1938 a statué en ce sens.

Cette solution nous paraît juridiquement exacte. En fait, cet assureur aurait fini par supporter le dommage qu'on a voulu éviter. Si je suis blessé en rangeant sur le bas-côté une automobile immobilisée, de nuit, par une panne en plein milieu d'une route, j'ai incontestablement fait l'affaire de l'assurance de l'automobiliste, qui aurait dû supporter les conséquences pécuniaires des accidents que le véhicule risquait de causer dans des conditions aussi dangereuses.

SECTION II

En second lieu, les personnes protégées

Mais, il y a des cas où personne ne se trouvera responsable de l'état de danger.

Par exemple, un individu tombe accidentellement à l'eau. C'est lui qui aurait supporté l'incidence définitive du dommage et qui sera donc tenu d'indemniser le sauveteur. Nous admettons cette solution, même si la gestion n'a pas été couronnée de succès,

(2) DEMOGUE : *R. trim.*, 1933-173 ; SAVATIER : *préc.*

et c'est là la différence entre la thèse de M. SAVATIER et celle que nous soutenons, conformément à l'opinion de DEMOGUE.

Il en sera de même, s'il y a bien un créateur responsable de l'état de danger, mais si cet individu est insolvable.

L'insolvabilité du responsable aurait interdit à la personne blessée tout espoir d'indemnisation. C'est elle qui, en fait, aurait supporté l'incidence définitive de dommage, et c'est donc son affaire qui a été gérée.

Elle devra indemniser le sauveteur, quitte à se retourner ensuite contre le responsable, si elle le peut...

Nous pensons qu'il est plus juste que ce soit l'assisté qui souffre de l'insolvabilité plutôt que la personne charitable. Si les coups du sort doivent frapper quelqu'un, que ce ne soit pas celui qui a fait la preuve de désintéressement, de charité, de courage, et qui n'est blessé qu'à cause de cela. Le hasard s'apprêtait à frapper un individu ; le sauveteur a espéré arrêter son coup ; s'il n'y est pas parvenu et s'il n'a fait que détourner le coup, il paraît équitable que ce soit la personne protégée qui subisse les conséquences de la malchance, tout comme si le sauveteur n'avait pas agi.

Le plus difficile sera souvent de déterminer exactement la personne qui a été assistée.

Des cas se présenteront où ce sera tout simple : la personne qui se noyait, celle qui roulait déjà sous

les pieds de l'animal furieux, celle qui gisait sous le véhicule, sont à coup sûr débitrices d'indemnités.

De même, le propriétaire de l'objet que l'on voulait réparer, du véhicule que l'on voulait dépanner.

Mais nous pouvons supposer un cas beaucoup plus complexe : un cheval emballé en pleine rue ; personne n'est directement menacé, mais il y a néanmoins à l'évidence danger public. Il sera bien difficile de désigner qui a été sauvé. Ce sera une question de fait, mais les juges devront se montrer très prudents dans leur appréciation.

Même si le cheval s'est emballé par cas de force majeure, pourra-t-on tout au moins se retourner contre son propriétaire ? Nous le pensons. En effet, le propriétaire n'aurait pu être rendu responsable des dommages causés aux passants renversés. Mais il aurait dû supporter la perte de sa bête, si celle-ci, dans sa course folle, s'était, comme celà arrive si souvent, tuée ou blessée gravement. Son affaire aura donc bien été gérée, sans que ce propriétaire puisse dire que l'intervention était imprudente, puisque effectivement des vies humaines étaient menacées.

Si le cheval était attelé à une voiture pleine de monde, tous les passagers seront considérés concurremment comme débiteurs de l'indemnité.

Il sera donc très rare que l'on ne puisse désigner précisément une personne qui, à l'évidence, avait intérêt à l'accomplissement de la gestion. Mais ces cas pourront se produire ? Alors le sauveteur n'aura droit

à rien. De même en cas d'insolvabilité des personnes débitrices.

Nous n'hésiterons pas à réclamer alors, avec M. SAVATIER une loi permettant à la victime d'être indemnisée *par l'Etat* (3), sous forme de pension qui serait allouée subsidiairement, à défaut de responsable solvable, et qui pourrait être recouvrée par l'Etat contre les particuliers. Ce serait ainsi donner une garantie contre l'insolvabilité des responsables de droit commun. Nous croyons, du reste, que cette pension n'aurait à être accordée qu'*aux seuls sauveteurs*, à l'exclusion de ceux qui se sont contentés de donner un coup de main à autrui. Il suffirait d'étendre aux simples citoyens la pension prévue par l'article 19 de la loi du 14 avril 1924 en faveur des fonctionnaires civils, tout en ne la restreignant pas, comme dans ce texte, aux seuls actes de dévouement exécutés en dehors du service, à l'exclusion des simples sauvetages.

SECTION III

Situation particulière en cas d'incendie

Ces principes devraient être appliqués en matière d'incendie. Il n'en est malheureusement pas ainsi.

Lorsqu'un sauveteur était blessé ou brûlé lors d'un incendie, il se retournait soit contre le responsa-

(3) DEMOGUE : *R. trim.*, 1933-173 ; SAVATIER : *Mélanges Capitant*, pp. 739 et suiv., n° 12 ; LALLEMENT : p. 213, préc.

ble du sinistre ou le propriétaire de l'immeuble, soit contre la commune, qui seule fut déclarée responsable.

§ 1. — LA COMMUNE EST SEULE RESPONSABLE

Quelques décisions ont cependant reconnu à la victime une action contre les particuliers. Un jugement du tribunal civil d'Espalion du 27 novembre 1925 (4), condamne le propriétaire et occupant d'un immeuble à indemniser de ses blessures, en vertu de la théorie de la gestion d'affaires, le voisin qui a été blessé en combattant, à la demande d'un des fils du défendeur, l'incendie de cette maison. Dans cette espèce, l'intervenant n'avait été l'objet d'aucune réquisition de la puissance publique. De même, la Cour de Colmar (5) a reconnu la responsabilité de celui dont la faute fut la cause volontaire ou involontaire du sinistre, et l'a contraint à réparer le dommage du tiers qui a été blessé en participant à la lutte contre le feu, « surtout dans les localités de peu
« d'importance, où le service des pompiers organisé
« par des volontaires, se trouvant généralement in-
« suffisant, tous les citoyens sont tenus de prêter
« main-forte et en sont d'ailleurs requis par l'appel
« de la cloche et du tambour ». La situation était déjà un peu différente de celle qu'avait eu à résoudre le tribunal d'Espalion (4) : le particulier responsable

(4) T. Civ., Espalion, 27 novembre 1925, *Justice de Paix*, 1926, p. 130.

(5) Colmar, 17 mai 1928, *Gaz. Pal.*, 1928-2-266.

avait obéi à l'appel du tocsin. La Cour d'Amiens (6) a donné implicitement la même solution que celle de Colmar : l'arrêt admet qu'en principe le dommage subi par le sauveteur au cours d'un incendie allumé par l'imprudence d'un domestique doit être réparé par le patron civilement responsable de celui-ci.

La jurisprudence de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat est cependant formelle en sens contraire, et met ces réparations à la charge de la commune (7).

En effet, l'article 97-6° de la loi municipale du 5 avril 1884, emprunté lui-même à la loi des 16-24 août 1791, titre 1, article 3, § 5 et complété par celle du 26 juin 1898 article 2, confie au maire « le soin « de prévenir par des précautions convenables et « celui de faire cesser, par la distribution des secours « nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, « tels que les incendies, les inondations, les maladies « épidémiques et contagieuses » ; et l'article 4 § 9 de la loi du 11 frimaire an VII, met à la charge de la commune les dépenses occasionnées par ce service municipal et lui interdit même de se les faire rembourser par les particuliers intéressés. L'article 475, § 12 n'est, en somme, qu'une des armes données au maire pour remplir cette obligation.

La jurisprudence refuse donc au *requis* tout droit

(6) Amiens, 15 juillet 1936, *D. H.*, 1936-463.

(7) Civ., 27 janvier 1858, *D.*, 1858-1-66 ; Civ., 9 janvier 1866, 1866-1-74.

contre les particuliers, et dit que « c'est la commune
« qui doit les indemnités aux tiers dont les effets ont
« été employés pour lutter contre un incendie ou
« détériorés au cours des opérations (8).

Mais, on étend même cette règle, *en cas d'incendie, au sauveteur non requis* et ce, en vertu de la théorie de la gestion d'affaires, l'intervention profitant à l'intérêt général. Il n'y a pas à rechercher si les secours ont été donnés spontanément ou sur réquisition, dit un arrêt de la Chambre Civile du 3 mars 1880 (9). « Le propriétaire d'une maison où un
« incendie a éclaté n'est pas responsable de la bles-
« sure dont a pu être victime un tiers qui s'est dévoué
« pour éteindre le feu » ; même non requis par l'autorité publique, le sauveteur n'a aucun lien de droit avec le propriétaire de l'immeuble, disent les juges ; l'obligation d'éteindre les incendies rentre dans les attributions de la police, c'est-à-dire du maire de la commune, et dès lors, celui qui, même avant l'arrivée des autorités locales sur le lieu du sinistre, concourt à l'extinction du feu doit être considéré comme accomplissant une mission incombant à la collectivité, c'est-à-dire à la commune (10).

« L'habitant d'une commune, écrit M. LALOU, est
« blessé en coopérant à l'extinction d'un incendie ;

(8) Civ., 9 janvier 1866, *D.*, 1866-1-74.

(9) Civ., 15 janvier 1866, *D.*, 1866-1-75 ; Civ., 3 mars 1880 ; *D.*, 1880-1-297 ; Req., 3 janvier 1883, *D.*, 1883-1-121 ; Civ., 4 décembre 1894, *D.*, 1895-1-89.

(10) Paix-Marly, 10 novembre 1907, *D.*, 1910-5-22.

« il actionne le propriétaire de l'édifice incendié en
« dommages-intérêts. L'action est déclarée mal
« fondée pour le motif que le maire *doit prendre les*
« *dispositions nécessaires pour obvier aux incendies,*
« *notamment requérir* les habitants, sous peine de
« contravention, de porter secours. Conséquence :
« celui qui concourt à l'extinction d'un incendie agit
« dans un intérêt général et dans l'accomplissement
« d'un devoir qui lui incombe ; il est investi d'une
« mission que la collectivité, la commune, lui confie...
« C'est avec la collectivité que le sauveteur a, en
« principe, un lien de droit » (11).

La commune doit prendre à sa charge, toutes les
« dépenses qui sont la conséquence directe de l'in-
« cendie et des mesures prises pour l'éteindre » (12).
Elle supportera donc l'indemnisation des blessures du
sauveteur, même volontaire (13).

Il n'en serait peut-être autrement que lorsque
l'incendie aurait eu pour *cause une faute délictuelle*
ou quasi-délictuelle d'un tiers. Si l'on fait application
de ce principe, généralement admis, que nul ne
saurait se soustraire aux conséquences de sa faute,
même en invoquant des règles de droit administratif,
on admettra, dans ce cas, la responsabilité civile du
tiers ; et c'est peut-être dans ce sens qu'il faut com-

(11) LALOU : note D., 1913-2-345.

(12) T. Châteaudun, 22 janvier 1925, D., 1927-1-73.

(13) MORGAND : *La loi municipale*, 9^e éd., t. 1, n° 1.006 bis ; APPLE-
TON : note D., 1927-1-73.

prendre les arrêts de Colmar et d'Amiens que nous avons rapportés plus haut : dans les deux cas, il y avait un auteur responsable du sinistre. On accorderait en somme au requis, ou au volontaire qui lui est assimilé bien à tort par la jurisprudence, le même recours qu'au fonctionnaire victime d'un accident dans son service contre celui qui est responsable délictuellement de l'accident.

§ 2. — LA COMMUNE N'EST RESPONSABLE
QU'EN CAS DE FAUTE

Malheureusement, si l'indemnité ne peut être demandée qu'à la commune ou à l'Etat, les tribunaux administratifs sont seuls compétents et les règles de droit administratif applicables.

Or la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, tout en admettant le principe que seuls la commune ou l'Etat sont responsables, n'accordent la réparation que *lorsqu'il est justifié d'une faute lourde dans le fonctionnement du service public.*

« Le fait qu'un particulier a été blessé en participant *volontairement* à la lutte contre un incendie « ne saurait engager la responsabilité pécuniaire de « la commune, alors qu'il n'est justifié d'aucune faute « lourde dans le fonctionnement du service public », telle est la formule constamment employée par le Conseil d'Etat (14).

(14) Cons. Et., 7 février 1925, *D. H.*, 1925-244, 3 avril 1936 ; *D. H.*, 1936-335 ; 27 octobre 1937, *Leb.*, 1937-867 ; 21 décembre 1938, *Leb.*, 1938-969 ; 23 juillet 1938, *Leb.*, 1938-1237.

Notons en passant que, contrairement à la Cour de Colmar, le Conseil d'Etat considère comme volontaire celui qui a été alerté par le tocsin (15).

Là encore, volontaires et requis sont assimilés (16).

Un arrêt d'Amiens (17), déclare la commune responsable des blessures survenues à un sauveteur alors que le lieutenant de sapeurs-pompiers, qui dirigeait les secours, avait, par négligence, laissé la victime entrer dans un garage en flammes où il savait que se trouvaient les bidons d'essence dont l'explosion était inévitable et imminente.

En définitive, la faute de la puissance publique sera très souvent difficile à établir ; les tribunaux administratifs sont peu libéraux.

Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi le Conseil d'Etat exige une faute lourde du service public pour accorder réparation au sauveteur blessé, alors que la jurisprudence admettait l'octroi d'indemnités aux tiers dont les biens avaient été employés ou détériorés dans la lutte contre l'incendie (18), et le paiement de ses honoraires au médecin requis de donner ses soins (19). La loi mettant à la charge

(15) Conseil d'Etat, 27 octobre 1937, préc. ; Colmar, 17 mai 1928, préc.

(16) LALOU : *La responsabilité civile*, 1928, p. 428, n° 812 ; Cons. Préf. Rouen, 13 mai 1941, *D. H.*, 1941-288.

(17) Amiens, 15 juillet 1936, *D. H.*, 1936-465.

(18) Civ., 15 janvier 1866, *D.*, 1866-1-75 ; Req., 3 mars 1883, *D.*, 1883-1-21.

(19) Civ., 27 janvier 1858, *D.*, 1858-1-66.

toutes les conséquences *directes* de l'incendie, aucun doute que les blessures des intervenants n'entrent dans cette catégorie, au même titre que la consommation d'essence des auto-pompes.

Ici encore, les règles de droit civil et les règles administratives entrent en conflit. Et quand les règles de droit administratif l'emportent, c'est rarement à l'avantage du simple citoyen.

§ 3. — RECOURS CONTRE LES PARTICULIERS

Quand, exceptionnellement, les communes sont condamnées à payer une indemnité au sauveteur blessé, elles tentent parfois d'en demander le *remboursement au particulier intéressé*, par exemple au propriétaire de l'immeuble, en cas d'incendie.

Conformément à l'article 4 § 9 de la loi du 11 frimaire an VII la jurisprudence a toujours rejeté cette prétention.

« L'autorité municipale accomplit un devoir
« légal et doit être considérée comme faisant moins
« l'affaire des particuliers que celle de la généralité
« des habitants » (20). « Les frais doivent être mis
« à la charge non du propriétaire de l'immeuble
« incendié, alors que ce propriétaire n'est pas en
« faute, mais à la charge de la commune, c'est-à-dire
« de l'ensemble des habitants qui, grâce aux secours
« fournis, se trouvent garantis du feu. » Peu importe

(20) Civ., 4 décembre 1894, *D.*, 1895-1-90.

que les secours aient été portés spontanément ou par ordre, dans la commune même ou dans une commune voisine (21).

Leur but est moins de défendre l'immeuble du feu que de préserver de la propagation les propriétés voisines. Nous voyons apparaître l'idée que *l'indemnité est due au sauveteur par ceux qui ont tiré profit de son intervention* ; c'est déjà pourquoi, en assistance maritime, la rémunération est due par les propriétaires, les chargeurs et les assureurs du navire sauvé. *La commune ne pourrait se retourner contre un tiers qu'en cas de faute de celui-ci*, par application du principe général que nul ne peut échapper à aucune des conséquences de son délit (22).

Toute cette jurisprudence aboutit donc à priver de réparation le sauveteur bénévole, lorsqu'il aura eu la malchance de coopérer à l'extinction d'un incendie au lieu de s'être livré à un quelconque autre sauvetage.

Nous prenons note en passant de ce que le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation appliquent, pour justifier ces décisions, les principes de la gestion d'affaires. Mais nous croyons qu'ils les appliquent mal.

(21) T. Châteaudun, 22 janvier 1925, préc. ; Civ., 3 mars 1880, *D.*, 1880-1-97 ; Civ., 4 février 1894 ; Civ., 4 décembre 1894, *Just. de Paix*, 1895, p. 224 ; Civ., 15 janvier 1865 ; Civ., 6 janvier 1866, *Justice de Paix*, 1866, pp. 27 et 134.

(22) *Id.*, et LALOU, note *D.*, 1913-2-345.

Comment, en effet, peut-on soutenir que seule l'affaire de l'Etat a été gérée ? Et le propriétaire de l'immeuble ? et les personnes en danger de mort ? Si le préjudice qu'on leur a évité leur était survenu, personne ne le leur aurait réparé, pas même l'Etat ; ils l'auraient supporté seuls. Leur affaire à eux a donc bien été gérée aussi ; c'est certainement eux que le sauveteur pensait servir en intervenant, et non pas l'Etat ou le maire de la commune !

Et puisque l'Etat ne paye qu'en cas de faute lourde, il conviendrait que le propriétaire de l'immeuble ou les personnes sauvées fussent considérés comme les « maîtres » de l'affaire, en matière d'incendie comme en droit commun.

DEUXIEME PARTIE

INTERVENTION DANS LE CADRE D'UNE SITUATION CONTRACTUELLE

Nous avons admis jusqu'ici qu'aucun accord, même tacite, n'avait pu se faire entre l'individu secouru ou aidé et l'intervenant, et qu'alors les principes de gestion d'affaires s'appliquent à l'évidence.

Mais une situation un peu différente peut se présenter lorsque la personne en danger ou dans l'embarras a imploré le concours de la victime. Il semble que, dans ce cas, une convention tacite se soit formée entre les deux parties, convention dont nous allons maintenant rechercher la nature.

Nous n'examinerons que d'un mot la valeur du contrat par lequel, avant d'agir, l'aide ou le sauveteur a posé ses conditions et s'est fait promettre soit un salaire, soit une indemnité forfaitaire. Il est bien évident qu'on ne saurait alors parler d'acte de complaisance, d'intervention bénévole. L'hypothèse est si fréquente en droit maritime que la loi de 1916 a dû déclarer de tels engagements valables en soi, mais réductibles en cas d'excès. Sur terre, cela se rencontrera beaucoup plus rarement.

On peut dire seulement que les prétentions du tiers sont parfaitement licites lorsque l'intervention n'était pas absolument nécessaire, en cas de simple coup de main ; celui qui s'engage a pu envisager la situation, évaluer le dommage qu'il subirait en refusant, et le comparer au prix imposé ; s'il a accepté, ce fut en pleine connaissance de cause, ayant compris que c'était son intérêt.

D'inélégante, l'attitude du tiers devient immorale s'il profite de la nécessité pressante où se trouve la personne en danger pour lui extorquer des conditions draconiennes. Puisque les sauvetages sont obligatoires, et surtout depuis la loi de 1941, il est hors de doute que l'intervenant n'aurait pas le droit de poser ses conditions avant d'entreprendre une opération que la loi le contraignait à faire ; l'engagement serait nul, et les sommes payées pourraient même être répétées.

Mais que décider, lorsque le sauvetage présentait un risque pour celui qui l'entreprenait, et cessait, de ce fait, d'être obligatoire ? On admet généralement que la promesse faite par la personne exposée à un péril imminent et qui veut obtenir du secours n'est pas annulable pour violence, et qu'elle doit garder son plein effet comme prenant sa source dans le service rendu (1) ; POTHIER ne faisait exception que

(1) DEMOLOMBE : t. 1, n° 151 ; DEMANTE et COLMET DE SANTERRE : t. 5, n° 20 bis ; LAURENT : t. 15, n° 514 ; HUC : t. 7, n° 30 ; LALLEMENT : préc., p. 43.

lorsque le sauveteur était complice des agresseurs causes du danger (2). La Cour de Cassation avait cependant jugé, en matière d'assistance maritime et avant la loi de 1916, que le consentement n'est pas libre quand il est donné sous l'empire de la crainte inspirée par un mal considérable et présent auquel la personne ou la fortune est exposée ; le contrat ainsi intervenu serait entaché, dit-elle, d'un vice qui le rend annulable (3). Certains auteurs avaient déjà préconisé cette solution, en invoquant l'état de démence passagère de l'individu en danger (4). Pour nous, nous croyons préférable d'étendre au droit privé les prescriptions apportées sur ce point par la loi de 1916, et de permettre aux juges, comme le propose une partie de la doctrine et le projet de révision du Code Civil (5), une réduction des engagements pris.

Il va de soi que si les parties s'étaient ainsi expressément mises d'accord sur les modalités du contrat, aucune grave difficulté ne pourrait se lever.

Mais, la plupart du temps, la situation n'est pas aussi claire. Et le contrat aura été passé, l'accord de volontés établi, par le simple appel de la personne assistée et la manœuvre par laquelle l'intervenant a répondu à la demande d'aide ou de secours.

(2) POTHIER : *préc.*, n° 23.

(3) Req., 27 avril 1887, *D.*, 1888-1-263.

(4) DURANTON : t. 1, n° 149 ; LAROMBIÈRE : t. 1, art. 1.111-1.114 ; PLANIOL : t. 2, n° 1.076.

(5) MARCADÉ : t. 4, n° 415 ; BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE : t. 2, n° 806 ; BEUDANT, n° 7 ; COLMET DE SANTERRE et DEMANTE : t. 5, art. 1.112, n° 20 bis ; *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1910, p. 81.

Dans de telles conditions, rien ne nous renseigne sur la nature des relations juridiques existant entre les parties, ni sur les clauses qu'elles ont entendu y insérer tacitement.

Pour la facilité de cette étude, nous devons examiner d'abord l'hypothèse où l'accord des volontés s'est établi directement entre l'intervenant et la personne aidée ou secourue.

Ensuite, nous étudierons les situations où l'intervenant s'est lié par contrat avec un autre que l'individu intéressé, soit que ce contrat ait eu pour but d'obtenir le concours désiré, soit que, bien antérieur, il n'ait pas eu ce but altruiste.

CHAPITRE PREMIER

CONTRAT ETABLI DIRECTEMENT ENTRE L'INTERVENANT ET LA PERSONNE AIDEE OU SECOURUE

Lorsque l'accord des volontés s'est établi directement entre l'intervenant et la personne aidée ou secourue, la jurisprudence et la doctrine sont bien embarrassées pour déterminer exactement la nature de l'acte juridique ainsi créé.

Les tribunaux ont cherché à tourner la difficulté soit en recourant, très rarement, à la notion de gestion d'affaires, soit en faisant encore appel aux articles 1382 et suivants.

En général, cependant, on admet qu'il s'agit non pas d'une responsabilité délictuelle ou quasi-contractuelle, mais d'une responsabilité contractuelle. Mais on ne voit pas bien devant quel genre de contrat on se trouve ; on parle de mandat, de louage de services, de louage d'ouvrage, de contrat innommé.

Nous allons étudier successivement toutes ces théories, et nous nous rallierons à la dernière.

SECTION I

Gestion d'affaires ?

Peut-on parler encore de gestion d'affaires ?

A lire les dispositions du Code, cela ne serait pas absolument impossible ; l'article 1372 n'exige pas nous l'avons vu, l'absence du maître, puisqu'il dit que peu importe que celui-ci connaisse ou ignore la gestion ; la seule condition imposée c'est que le maître « ne soit pas en état d'y pourvoir lui-même », ce qui peut paraître le cas puisqu'il appelle au secours ou à l'aide ; l'article 1373 emploie une formule à peu près analogue en obligeant à poursuivre la gestion jusqu'à ce que l'héritier « ait pu en prendre la direction ».

Il semblerait donc que l'on pût penser à la gestion d'affaires dans les cas où il apparaîtrait aux juges que le maître, ayant appelé, n'était pas en état de pourvoir lui-même à la situation ou de prendre la direction des manœuvres.

Parler de contrat tacite ou dire qu'il y a quasi-contrat de gestion d'affaires, n'est-ce pas la même chose ?

Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine a estimé que le tiers, qui, à la demande d'un charretier dont le cheval est tombé sur la voie publique, prête son concours gratuit pour aider à relever l'animal, est un *negotiorum gestor* (1).

(1) Comm. Seine, 23 janvier 1913 ; *Gaz. Trib.*, 22 mai 1913. Comm. Seine, 29 novembre 1913 ; *R. ass.*, 1913-383 (*a contrario*).

De même, le Tribunal d'Espalion a traité de gérant d'affaires celui qui, sollicité par un des fils du propriétaire et aidé par un autre des enfants de celui-ci, a tenté d'éteindre le feu qui avait pris dans un immeuble (2).

En matière d'assistance maritime, une telle solution avait été souvent donnée avant la loi de 1916 (3).

Mais cette théorie est absolument contraire à l'opinion traditionnellement admise et aux travaux préparatoires du Code. Elle doit être rejetée, car il est évident que le quasi-contrat n'existe qu'à défaut de contrat, caractérisé lui-même par un accord de volontés qui résulte de l'appel et de l'intervention.

Elle donnerait lieu du reste à de graves difficultés d'interprétation ; il faudrait rechercher dans chaque espèce si le maître était ou non à même de pourvoir à sa sauvegarde et de prendre la direction des opérations ; la gestion d'affaires existe quand, en dehors de la volonté du maître, et pour suppléer à celui-ci, on exécute un acte en sa faveur. Il y a contrat, si la volonté du maître intervient.

Nous avons cependant admis que la gestion d'affaires pourrait avoir lieu en présence du maître. Comment distinguerons-nous les deux espèces ?

Ce sera très simple : si la personne en danger, ou dans l'embarras, n'a pas appelé au secours ou à l'aide, ou bien n'a pas, en participant volontairement

(2) T. Espalion, 27 novembre 1925 ; *Just. Paix*, 1926-130.

(3) LYON-CAEN et RENAULT : *Droit commercial*, 1886, t. VI, n° 1073.

aux manœuvres entreprises, accepté le concours offert, il y aura gestion d'affaires. Si, au contraire, il y a eu des appels, ou si les opérations ont été suffisamment longues pour qu'il résulte des circonstances que l'assisté a volontairement collaboré avec l'assistant ou accepté ses services, il y aura un contrat tacite qu'il faut maintenant définir. Peu importe même que les appels n'aient pas désigné spécialement celui qui, en fait, est accouru dès qu'il les a entendus.

Puisque l'intervenant spontané est indemnisé, la justice et l'utilité sociale veulent qu'*a fortiori* le soit celui qui n'est venu que sur appels, ou dont on a tacitement accepté les offres de service.

Il est évident aussi que ses droits doivent être les mêmes que ceux de l'intervenant spontané, avec peut-être cette différence que l'on pourra se montrer plus indulgent dans l'appréciation de ses fautes, car la nécessité paraissait encore plus pressante.

Mais quel sera alors le fondement juridique permettant cette indemnisation ?

SECTION II

Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle ?

La plupart des décisions de jurisprudence ont encore répondu en invoquant les articles 1382 et suivants.

Celui qui a été mordu par un chien qu'il cherchait à écarter sur la pressante invitation d'une jeune

filles, peut invoquer l'article 1385, a dit le Tribunal de Chambéry (4).

De même, celui qui reçut une ruade en essayant d'attacher un cheval, à la demande des agents de la Compagnie gardiens de l'animal (5).

Quelques tribunaux ont même vu, dans le fait d'avoir demandé l'aide sans prémunir contre les dangers de l'intervention, une faute caractérisée dans les termes de l'article 1382.

Le propriétaire d'un cheval tombé commet une faute lorsqu'il ne prend pas les précautions nécessaires pour éviter des accidents aux personnes venues volontairement à son aide, même s'il ne les a pas appelées, surtout quand il a connu et accepté cette aide. Cette faute peut résider dans le fait de n'avoir pas empêché de prendre une position dangereuse auprès du cheval (6).

Un passant avait été blessé en poussant une automobile tombée en panne au milieu de la chaussée. « En demandant le secours de CLAUDE..., MARSAT est resté le gardien responsable de sa voiture ;En commandant cette première manœuvre, MARSAT a donné aux trois personnes venues à son aide l'ordre de mettre la voiture en marche en la poussant pendant qu'il tenait le volant ». Et la Cour de

(4) T. Chambéry, 15 janvier 1886 ; *D.*, 1894-2-115 ; *S.*, 1886-2-217.

(5) Comm. Seine, 14 juin 1894 ; *D.*, 1895-2-358 ; Paris, 30 janvier 1907 ; *D.*, 1913-2-347.

(6) T. Le Puy, 25 juin 1908 ; *D.*, 1908-5-55.

Bordeaux applique en conséquence l'article 1384 (7).

Dans l'affaire DUBOIS-MERMOZ que nous avons déjà citée, le Tribunal de Romorantin, par jugement en date du 19 janvier 1937 avait partagé la responsabilité par moitié, en disant que la victime avait commis une imprudence en s'approchant de l'hélice. La Cour infirma cette décision en affirmant que l'aire d'une hélice tournant à 800 tours est difficile à déterminer pour un profane, et que « DUBOIS, qui ignorait « tout de l'aéronautique, ne paraît pas avoir été mis « en garde suffisamment contre les dangers du pas-« sage près de l'hélice ». Les héritiers de la victime obtinrent ainsi entièrement gain de cause, car MERMOZ avait, sinon demandé, du moins accepté, utilisé et dirigé l'aide ainsi donnée (8).

Ces décisions ne sont certes pas inexactes, mais on peut leur faire exactement le même reproche que celui que nous avons formulé déjà contre les jugements qui, au lieu de parler de gestion d'affaires, se contentent d'invoquer eux aussi les articles 1382 et suivants.

Nous n'y reviendrons pas.

Il nous semble qu'au lieu de parler de faute, il vaudrait mieux faire état de la convention tacite passée entre les parties ; car, en somme, la faute qui est relevée est surtout une faute dans l'exécution du contrat.

(7) Bordeaux, 13 février 1933; *S.*, 1933-2-185; *D. H.*, 1934-7.

(8) Orléans, 19 juillet 1938, Dubois-Mermoz et autres.

Si les responsables n'avaient pas eu qualité pour donner des ordres, on ne leur reprocherait rien. C'est ainsi qu'a décidé le Tribunal d'Orléans dans une affaire que nous connaissons déjà (9) : un individu avait été tué en essayant de déplacer un van à bestiaux que son propriétaire avait laissé dans une cour d'abattoirs ; les héritiers avaient assigné, entre autres, deux personnes qui, comme la victime, étaient intervenues, qui avaient pris l'initiative des opérations et appelé à l'aide celui qui devait être tué quelques minutes plus tard en prêtant son concours. Le Tribunal a décidé que l'on ne pouvait reprocher aucune faute à ces deux individus qui, comme la victime, étaient intervenus *motu proprio*, à leurs propres risques et sans nécessité, et qui n'avaient pas qualité pour donner des ordres, n'étant pas propriétaires de la remorque et n'en ayant pas la garde.

On voit donc que les règles de la responsabilité délictuelle ne suffisent pas toujours à elles seules.

Elles sont d'autre part inapplicables, comme nous l'avons déjà dit, quand il n'existe pas de faute ni de fait susceptible de les mettre en œuvre.

De même que pour l'intervention spontanée il faut faire appel aux principes de la gestion d'affaires, de même ici il faut reconnaître l'existence d'une véritable convention entre les parties.

(9) T. Orléans, 17 janvier 1939, Richl-Asselin et autres.

SECTION III

Mandat ?

Certaines décisions ont, en effet, parlé de convention tacite et l'ont qualifiée de mandat.

La Cour de Paris a appelé mandataire « en quelque sorte » celui qui s'était précipité au-devant d'un animal en fuite ou dangereux, et la Cour de Cassation a refusé l'indemnité à qui était intervenu « volontairement, en dehors de toute nécessité et « sans mandat » (10).

Cette qualification ne paraît pas encore exacte.

Certains auteurs ont soutenu que le mandat, à la différence du louage de services, ne peut porter que sur des actes juridiques. C'est pour la même raison, et par analogie, qu'ils se refusent souvent à admettre l'existence de gestions d'affaires matérielles (11).

Mais cette opinion paraît aujourd'hui abandonnée. La jurisprudence ne l'a du reste jamais admise, pas plus que pour la gestion d'affaires, et les décisions que nous venons de citer n'hésitent pas à parler de mandat.

Ces jugements n'en sont pas moins erronés, car il est maintenant admis qu'est mandataire quiconque

(10) Paris, 17 novembre 1906 ; *Le Droit*, 11 décembre 1906 ; Civ., 8 janvier 1894 ; *D.*, 94-1-403. Comm. Seine, 3 janvier 1900 ; *S.*, 1902-2-257. ROUX : note *S.*, 1905-1-377.

(11) MARCADÉ, t. VI, p. 518. PLANIOL, t. II, n° 2232. POTHIER : *Traité du contrat du Mandat*, n°s 1 et ss. ; DOMENGET, préc., t. I n°s 1 et ss. ; TROPLONG, *Du mandat*, art. 1784, n°s 8 et ss. ; DEREUX : *R. crit.*, 1908, p. 54.

a pouvoir de représenter une personne, de faire un acte en son nom (12).

Or l'auteur d'un acte de complaisance n'est évidemment pas dans ce cas (13).

Cette distinction du mandat et du louage de services avait une importance capitale avant la loi de 1898 sur les accidents de travail ; si la victime était mandataire, elle pouvait se faire indemniser de ses blessures en vertu de l'article 2000 du Code Civil : « Le mandant doit aussi indemniser le mandataire « des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de « sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable » ; si au contraire elle était locatrice de services, elle devait prouver une faute du conducteur dans les termes de l'article 1382, et ses chances d'indemnisation étaient très réduites.

Souvent, dans des cas où actuellement la question ne se poserait pas et où l'on appliquerait la législation des accidents du travail, la jurisprudence traitait le sauveteur de mandataire, en allant même jusqu'à présumer ce mandat, qu'il ait été donné par la personne intéressée ou par un tiers.

Par exemple un employé de la Compagnie Transatlantique, préposé à la direction d'une palanque utilisée pour le transbordement des marchandises,

(12) Civ., 14 avril 1886, 1^{er} arrêt, *D.*, 1886-1-220; Req., 28 octobre 1907, *D.*, 1908-1-481. LAURENT : t. 27, n^{os} 334-337; GUILLOUARD : n^o 17; BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL : *Louage*, t. 2, n^o 1639; AUBRY et RAU, t. 4, § 410 et t. 5, § 371 bis.

(13) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1913-799; LUCAS : *th. préc.*, p. 158.

avait été blessé en poussant un matelot imprudent qui s'était mis dans un danger imminent en passant devant la palanque ; le matelot avait été sauvé, mais le sauveteur blessé. La victime avait assigné la Compagnie en vertu de la gestion d'affaires, mais cette action avait été rejetée parce qu'il n'était pas prouvé que l'accident évité eût exposé le défendeur à des déboursés et à paiement d'indemnités. L'action fondée sur le mandat fut, par contre, accueillie, car si le blessé n'était pas tenu d'agir comme il l'a fait, il avait pour mission de surveiller la manœuvre et d'éviter ce qui devait la compromettre ; ainsi, il n'était pas sorti des limites de son mandat (14).

Une solution analogue avait déjà été donnée par la Cour de Paris en faveur d'un ouvrier qui, par un mouvement précipité, avait été atteint en écartant d'un danger imprévu un camarade qu'il devait surveiller (15).

Ces décisions, qui ont été imitées par la suite, en application de la loi sur les accidents du travail, sont contestables, car en l'espèce il y avait avec certitude louage de services et non pas mandat, ainsi que l'ont tout de suite fait remarquer les commentateurs (16).

Un arrêt de la Cour de Cassation avait refusé au contraire de considérer comme mandataire l'employé de chemin de fer blessé en procédant à l'arrestation

(14) Aix, 23 octobre 1889 ; *D.*, 1890-2-301.

(15) Paris, 14 août 1852 ; *D.*, 1853-2-75.

(16) Notes sous arrêts précités.

d'un voleur, parce qu'il n'agissait pas au nom du chef de gare ou de la compagnie, mais accomplissait un louage de services (17).

On ne saurait donc certainement en aucun cas traiter le sauveteur de mandataire.

DEMOGUE l'avait expressément dit pour celui qui avait été blessé par un cheval dont il s'était saisi à la demande du gardien ; l'article 2000 est inapplicable, car le sauveteur n'avait pas l'idée de représenter le propriétaire. MM. CAMPION et LUCAS sont du même avis (18).

Seule, M^{lle} HALLER accepte de parler de mandat (19). M. PERREAU n'est pas non plus hostile à cette manière de voir (20).

SECTION IV

Louage de services ?

Puisqu'il n'y a pas mandat, ne pourrait-on alors penser qu'il s'agit d'un louage de services ?

Celui à qui on a porté, sur sa demande, aide ou secours, peut-il être considéré comme le conducteur d'un contrat de louage de services ?

La question présente un grand intérêt, depuis que la loi du 1^{er} juillet 1938 étend la protection de

(17) Req., 14 avril 1886, 1^{er} arrêt, D., 1886-1-220.

(18) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1913-179; CAMPION, préc., p. 47; LUCAS, préc., p. 158; DEREUX, *R. crit.*, 1908, p. 54.

(19) Mlle HALLER : préc., p. 98.

(20) PERREAU : note S., 1902-2-217.

celle du 9 avril 1898 à tous les individus quels qu'ils soient, liés par un contrat de travail, un louage de services, avec un employeur, sans plus faire aucune distinction entre les entreprises, ni considérer la durée ou les modalités du contrat (21).

Nous allons examiner successivement la question par rapport aux divers textes régissant les accidents du travail.

Entre 1898 et 1938, un principe fut bien établi :
« le travail accompli bénévolement ne fait pas tomber celui pour qui on l'accomplit sous le coup de la législation sur les accidents du travail » (22).

Mais deux exceptions avaient déjà été apportées à cette règle :

La loi du 30 juin 1899 déclare l'entrepreneur de battages responsable de « toutes personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de la machine » ; ce texte a été élaboré pour garantir les cultivateurs voisins qui, à titre d'entr'aide réciproque, viennent, comme c'est habituel dans les campagnes, participer aux travaux de battages. Nous remarquerons que cette loi s'applique même dans les cas où la victime n'avait pas été sollicitée par l'entrepreneur. En tout cas, le service est là à peine bénévole, puisqu'il est d'usage et qu'il entraîne la réciprocité.

(21) SACHET et GAZIER : Suppl. à la huitième édition, n° 30 et ss.

(22) ROUAST et GIVORD : n° 67; DEMOGUE : *R. Trim.*, 1911-461; Grenoble, 15 janvier 1901, *D.*, 1902-2-404; Dijon, 23 janvier 1903, *S.*, 1906-2-79; Lyon, 9 décembre 1932, *Gaz. Pal.*, 1930-1935; *Resp. civ.*, 1925.

Ce texte était encore insuffisant, puisque, seuls, les individus blessés alors qu'ils étaient à la conduite de la machine, peuvent en bénéficier. *L'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1922 modifiée par celle du 30 avril 1926* accorde le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux collaborateurs non salariés des petits exploitants « travaillant habituellement seuls ou avec les membres de leur « famille ».

Et la jurisprudence a étendu cette règle aux collaborateurs non salariés de toute exploitation, quelle qu'en soit l'importance, pourvu qu'il s'agisse d'une collaboration bénévole et qu'il y ait vraiment contrat de travail, ou tout au moins qu'il en découle « dépendance et subordination comme celles qui résultent « d'un contrat de travail » (23).

Ainsi, d'après MM. ROUAST et GIVORD, ce texte n'est applicable qu'à la condition qu'il y ait eu entente entre le collaborateur et la personne à qui le service avait été rendu. C'est donc exclusion du bénéfice de la loi tous ceux qui interviennent spontanément, et permettre au contraire d'en profiter à ceux dont le concours avait été sollicité.

Un taureau s'était échappé d'un herbager et menaçait les personnes présentes ; un cultivateur voisin accourut pour le maîtriser et fut tué ; la Chambre Civile a déclaré la loi de 1922 inapplicable, et a fait

(23) ROUAST et GIVORD : préc., n° 63; *Contra* : SACHET et GAZIER : 8^e édit., suppl. n°s 34 et ss.

jouer la présomption de l'article 1385. Mais M. ROUAST, qui approuve cet arrêt, l'explique par le fait que le cultivateur propriétaire du taureau, n'avait ni sollicité, ni accepté l'aide. Ce qui revient à dire qu'au cas contraire, il y eût eu accident du travail (24).

Ces solutions paraissaient spéciales aux accidents du travail agricole ; et l'on se refusait en général à les étendre aux accidents régis par la loi de 1898.

La loi du 1^{er} juillet 1938 modifie-t-elle cette conception ? C'est ce qui semble, de prime abord, résulter de ses travaux préparatoires.

Un sénateur avait noté que les termes très généraux employés faisaient tomber sous le coup de la loi le particulier qui « pour un service quelconque aurait « fait appel au concours d'un tiers, aurait loué ses « services ». Et abordant la question qui nous préoccupe, il avait demandé : « Voici un automobiliste, « roulant sur la route, son pneu éclate ; cela l'ennuie « ou le fatigue de le remettre. Il fait appel au premier passant venu, à un cultivateur qui est dans un « champ voisin, et il lui dit : « Voulez-vous me remettre mon pneu ? Qu'une rémunération ait été convenue ou non, peu importe ; instantanément, un « louage de services va s'établir. Et voilà que le tiers « aux offices duquel notre automobiliste a fait appel « est blessé... Je demande à Monsieur le Ministre si, « dans la pensée des auteurs de la loi, les disposi-

(24) Civ., 5 février 1934 ; D. H., 1934-205. ROUAST : *Mélanges Capitani*, p. 698.

« tions de cette loi comportent un champ aussi
« vaste ? »

Et le Ministre du Travail de répondre : « A mon
« sens, dans tous les exemples que M. LYNIER a cités,
« *s'il y a louage de services*, quelles que soient la
« nature du travail, sa durée, sa rémunération, il y a
« responsabilité. Nous avons à ce point de vue des
« antériorités, car par l'application que la jurispru-
« dence a faite de la loi du 15 décembre 1922, éten-
« dant à l'agriculture les dispositions de la loi du
« 9 avril 1898, le simple coup de main qui s'appa-
« rente aux cas cités par M. LYNIER, bénéficie des
« dispositions légales » (25).

M. le Conseiller GAZIER fait remarquer que le
Ministre a commis une confusion en comparant la loi
de 1938 et celle de 1922. « La loi de 1938 entend,
« protéger la victime qui exécute un contrat de
« louage de services, la loi du 15 décembre 1922
« étend sa protection « aux collaborateurs salariés
« ou non » ; or, l'idée de collaboration est exclusive
« de l'idée de louage de services, et cela précisément
« parce qu'elle n'emporte pas l'existence d'un lien de
« subordination qui est l'essence même du contrat de
« louage de services ». Ce qui est donc vrai, par une
exception expressément indiquée par la loi de 1922,
ne l'est plus pour la loi de 1938 qui, elle, exige
impérieusement l'existence d'un contrat de louage de
services (26).

(25) J. O., 2 avril 1938, déb. parl. Sénat, p. 466.

(26) GAZIER : suppl. à SACHET préc., n^{os} 34 et 35.

Nous avons vu, du reste, que MM. ROUAST et GIVORD sont encore plus durs puisqu'ils n'appliquent la loi de 1922 elle-même que lorsqu'il existait dépendance et subordination comme celles qui résultent d'un contrat de travail » (27).

Tous les actes de complaisance accomplis au profit d'un tiers et sur la demande de celui-ci ne seront donc pas régis par la loi sur les accidents du travail, parce qu'ils ne constituent pas toujours des louages de services. Le Ministre du Travail n'a même pas dit autre chose, puisqu'il a bien précisé : « s'il y a louage de services ».

Or il n'est plus douteux maintenant que « l'élément caractéristique du contrat de louage de services est l'état de subordination » dans lequel se trouve une des parties à l'égard de l'autre (28).

Il est bien évident que cet état de subordination n'existera presque jamais dans les opérations de sauvetage : on conçoit mal l'individu en péril ayant conservé suffisamment de sang-froid et pouvant juger assez sainement de la situation pour commander et diriger les efforts de celui qu'il a appelé au secours.

On suppose aussi assez mal, bien que cela puisse se présenter, que l'on ose donner des ordres à la per-

(27) ROUAST et GIVORD, préc., n° 63.

(28) Gabriel MARTY : *R. Trim.*, 1939-489. DEMOGUE : *R. Trim.*, 1913 799; 1933-173; *Traité du contrat en général*, t. 5, n° 1019. CAMPION, préc., n° 47. Civ., 9 mars 1938, *D. H.*, 1938-289; Civ., 26 juillet 1938, *D. H.*, 1938-530; Req., 28 juillet 1924, *D. H.*, 1924-538; Civ., 30 décembre 1908, *D.*, 1911-1-35; Req., 27 janvier 1855, *D.*, 1861-1-666.

sonne que l'on a sollicitée de venir vous donner un simple coup de main.

Il pourra certes arriver que des actes de complaisance constituent des louages de services, quand un véritable lien de subordination aura été établi, et alors la législation sur les accidents du travail sera applicable.

Mais ce sera rare.

Il faut, du reste, constater que cela ne protège pas du tout les intérêts de la victime : en effet, si l'on admet qu'il y a louage de services et donc accident du travail, le blessé ne percevra que la rente forfaitaire qui ne répare qu'une partie du préjudice ; tandis que, s'il y avait gestion d'affaires ou contrat spécial, l'intégralité du dommage serait remboursée.

Aussi, rejette-t-on généralement cette solution, qui ne sera pas toujours inexacte juridiquement, mais qui ne permet qu'une indemnisation insuffisante.

En tout cas, tout le monde est bien d'accord pour refuser la qualité d'accidenté du travail à l'auteur d'un acte de complaisance, quand il n'existait certainement pas louage de services.

C'est ainsi notamment que la Cour de Paris nia qu'il y eût eu louage de services, par défaut de lien de subordination et de toute convention même verbale ayant établi un prix, quand deux auto-moteurs se portèrent, en Seine, au secours d'une péniche en danger de couler (29).

(29) Paris, 25 mai 1937. Chr. hebdomadaire. Sirey, 1937-1939, p. 90.

SECTION V

Louage d'ouvrage gratuit ?

Puisque nous nous refuserons le plus souvent à reconnaître l'existence d'un louage de services, d'un contrat de travail, parce qu'un lien de subordination ferait défaut, il paraîtra normal d'y découvrir un louage d'ouvrages, un contrat d'entreprise gratuit.

Est loueur d'industrie, en effet, celui qui, avec son matériel, à ses risques et périls, et moyennant une rémunération fixée suivant l'importance du travail, fait, pour différentes personnes, des travaux divers (30).

On réduit même encore la définition, en disant que quiconque travaille pour autrui, sans le représenter ni lui être subordonné, est lié par un contrat d'entreprise (31).

La solution paraît donc trouvée : l'auteur d'un acte de complaisance et celui qui a sollicité l'intervention sont les deux parties d'un contrat de louage d'ouvrages.

Malheureusement, un des effets essentiels d'une telle convention est de faire travailler l'artisan à ses risques et périls, de le soustraire à l'application de la loi sur les accidents du travail, et de ne lui donner droit à indemnité qu'en cas de responsabilité déli-

(30) Civ., 12 mai 1914, S., 1914-1-87.

(31) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, t. 2 n° 3865. AUBRY et RAU, t. 5, n° 374-10. COLIN et CAPITANT, t. 2, p. 561.

tuelle ou quasi-délictuelle dans les termes du droit commun.

Ce serait donc priver la victime de tout recours quand les articles 1382 et suivants seraient inapplicables, alors qu'en cas d'intervention purement spontanée, le blessé eût encore perçu des dommages-intérêts comme gérant d'affaires.

On sent combien cette solution, qui se justifie quand les parties ont expressément convenu d'adopter un tel régime, paraît injuste et arbitraire dans les cas d'actes de complaisance.

Si aucune convention expresse n'a été passée, dans de telles hypothèses, c'est presque toujours parce que le temps en a manqué.

Les appels au secours d'un individu en danger de mort contribuent bien, quand un tiers les a entendus et y a obéi, à former un contrat ; mais il est évident que personne ne s'amusera alors à perdre de précieuses minutes pour discuter toutes les clauses d'un acte en bonne et due forme.

De même, pour les simples coups de main, on voit mal l'individu, sollicité de pousser une voiture en panne, posant ses conditions et disant qu'il entend être indemnisé en cas d'accident ; tout au moins, son silence sur ce point paraît naturel, sans faire présumer cependant une renonciation à ses droits.

M. DEREUX a très justement vu la question en disant que peu importe la nature du contrat passé, qui sera, suivant les circonstances, un mandat, un

contrat de travail ou un louage d'ouvrage ; mais l'article 1135 du Code dispose qu'en cas de silence des parties le contrat devra avoir toutes les suites que commandent l'équité, l'usage ou la loi. Il n'y a donc pas à distinguer : dans tous les cas, l'équité veut à l'évidence que la victime obtienne réparation intégrale quand « le contrat quel qu'il soit a été passé « dans l'intérêt exclusif de celui à qui le service a été « rendu » (32).

Une clause tacite de garantie doit donc être sous-entendue, et c'est elle qui permet l'indemnisation du blessé.

SECTION VI

Contrat innomé

Au lieu de parler de clause tacite d'un contrat connu, on peut aussi penser à un contrat innomé.

« Le plus exact, pense DEMOGUE, semble de dire :
« il y a un contrat gratuit, le contrat de sauvetage,
« d'aide ; celui-ci contient comme clause sous-enten-
« due que le sauveteur sera garanti contre les acci-
« dents. S'il paraît osé de dire qu'il y a eu entente
« tacite sur ce point, si cette supposition paraît un
« peu divinatoire, on peut dire plus simplement : ce
« contrat innomé, pour répondre aux nécessités
« sociales solidaristes, doit garantir pleinement le

(32) DEREUX : *R. crit.*, 1908, p. 59 et ss.

« sauveteur, et les juges ont le droit de l'affirmer » (33).

« On doit supposer qu'il a entendu garantir par avance le tiers contre tout risque » (34).

M. CAMPION a parlé, lui aussi, de contrat *sui generis* (35).

C'est en faisant appel à une notion de ce genre qu'un des arrêts que nous venons de citer a accordé une rémunération aux sauveteurs d'une péniche, rémunération analogue à celle de la loi de 1916, mais qui est censée n'être en fait qu'une indemnité : elle répare, dit l'arrêt, les débours, le temps et le matériel employés, le manque à gagner ; et la partie rémunératrice est proportionnelle, non pas à la valeur de la cargaison, comme en droit maritime, mais au service rendu (36).

Cette solution paraît juridique : il n'est pas douteux qu'il y ait eu convention ; mais, puisque rien ne peut nous renseigner sur l'intention des parties, cette intention doit être présumée « suivant les suites » que donnent l'équité, l'usage ou la loi », et il est bien évident qu'une clause d'indemnisation de l'assistant doit y être comprise.

Toutes les conséquences que nous avons données

(33) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1913, p. 799.

(34) *Id.*, *Obl.*, t. 5, n° 1019. *R. T.*, 1933-173; Mlle HALLER, préc.; p. 98.

(35) CAMPION : préc., p. 85, n° 80. LUCAS : *th. préc.*, p. 158.

(36) Paris, 25 mai 1937, préc. Seine, 23 janvier 1913, *Gaz. Pal.*, 1913-1-2-348.

à l'acte de complaisance, considéré comme une gestion d'affaires, étant imposées par l'équité et l'intérêt social, nous allons les retrouver ici, sauf clause contraire des parties ou intention contraire évidente.

Le contrat sera donc gratuit ; aucune rémunération n'y sera présumée prévue, sauf considération de fait inverse.

On y présumera au contraire sous-entendu l'engagement pris par l'appelant de réparer le préjudice que pourrait subir l'intervenant. Et ici, il apparaîtra très facilement que cette indemnisation sera due même en cas d'échec de l'entreprise, puisque la personne en danger ou dans l'embarras a sollicité le concours du tiers sans avoir la certitude que celui-ci réussirait.

Si l'intervention était évidemment dangereuse et sans chance de succès, on pourra en partager la responsabilité entre celui qui l'a ainsi sollicitée et celui qui l'a exécutée dans des conditions aussi imprudentes, tandis que le gérant, dans les mêmes circonstances, n'obtiendrait rien.

Mais un acte de complaisance que l'on n'aurait pu considérer comme justifié s'il avait été spontané, faute d'utilité, donnera lieu à réparation s'il n'a été accompli que sur appel.

Le principal inconvénient de la gestion d'affaires est que le gérant n'intervienne à tort et à travers dans les affaires des autres ; ici, ce risque est écarté, puisque c'est le maître lui-même qui sollicite le con-

cours. On sera donc beaucoup moins rigoureux, dans ce second cas, à l'encontre de l'intervenant.

Mais on devra aussi tenir compte des intérêts de la personne aidée ou secourue, principalement quand elle se trouvait en danger et pouvait ne pas jouir ainsi de son entière liberté d'appréciation ; ses fautes dans cette hypothèse ne seraient pas examinées avec autant de rigueur.

Somme toute, l'intervenant aura à peu près les mêmes droits, que son intervention bénévole ait été ou non sollicitée, mais sa situation sera cependant plus sûre s'il n'a fait que se rendre à un appel.

CHAPITRE II

CONTRAT PASSE AVEC UN AUTRE QUE LA PERSONNE AIDÉE OU SECOURUE

Nous avons, jusqu'ici, envisagé que les appels au secours ou la demande d'aide venaient de la personne qui avait profité de l'intervention, et que le contrat avait été passé entre les deux parties intéressées.

Mais on peut supposer aussi que l'intervenant ait toujours agi dans le cadre d'une situation contractuelle, sans que la convention le lie à la personne aidée ou secourue.

Deux hypothèses de ce genre peuvent être examinées.

Ou bien, un individu, voyant une personne en danger ou dans l'embarras, et ne pouvant ou ne voulant l'aider lui-même, fait appel à un tiers qu'il charge d'intervenir, seul ou avec lui. Le contrat n'a pas été passé entre l'individu assisté et l'intervenant, mais entre celui-ci et l'appelant. Et cependant il avait pour objet de fournir le concours nécessaire ou utile.

Ou bien, il y a encore un contrat entre l'intervenant et un tiers ; et ce contrat, bien qu'il n'eût pas pour objet l'intervention exécutée, et que cette intervention ait été toute bénévole, peut cependant s'appli-

quer en l'espèce : ce sera le cas de l'ouvrier qui, pendant son travail, mais en dehors de ses obligations professionnelles, exécute un acte de complaisance, et du fonctionnaire qui, en dehors de son service, accomplit un sauvetage.

SECTION I

Contrat passé par le tiers en vue de provoquer l'acte de complaisance

Nous supposerons d'abord que le tiers ait passé le contrat avec l'intervenant dans le seul but de procurer à celui qui en a besoin l'aide ou le secours.

Souvent, ce n'est pas l'individu en péril qui appelle au secours, qui est à même de se faire entendre, mais un passant, incapable à lui seul de porter l'aide nécessaire.

A notre connaissance, une seule décision a eu à statuer dans une espèce semblable ; il s'agissait d'un tiers qui, à la demande de la foule, avait conduit dans une pharmacie voisine, un enfant blessé ; le Tribunal de Nogent-sur-Marne décida que « la foule anonyme » s'était faite, en demandant ce service au tiers, le mandataire tacite de l'auteur de l'accident.... Ainsi l'individu qui avait transporté l'enfant était lié par un contrat à l'auteur de l'accident, par l'intermédiaire de ce mandat tacite... (1).

Une situation s'est présentée un peu plus fré-

(1) Nogent-sur-Marne, 26 octobre 1908, *Gaz. Pal.*, 26 nov. 1908.

quemment : un cheval était tombé dans la rue, et son conducteur, simple charretier, avait sollicité le concours d'un passant. Pouvait-on dire que cet appel engageât le propriétaire du cheval et l'obligeât à réparer les blessures de l'intervenant (2) ?

« On ne peut invoquer ici de contrat, à moins de
« dire que le préposé avait mandat éventuel pour
« passer ce contrat d'aide » (3).

« Le charretier avait tacitement mandat de de-
« mander aide à son patron » (4).

Ces solutions paraissent juridiques : le tiers qui a appelé à l'aide n'avait que l'intention d'agir au nom de la personne en danger ou dans l'embarras, de la représenter. On pourra, suivant les circonstances, le considérer soit comme un gérant d'affaires, soit comme un mandataire tacite, mais, de toute façon, et sauf faute dans la gestion, le contrat qu'il a passé avec l'intervenant engage bien celui qui devait en profiter, et celui-là seul.

Quant aux préposés, il ne paraît pas anormal de supposer que leur maître, responsable de toutes leurs fautes, leur ait donné mandat éventuel de tout faire pour diminuer les conséquences des accidents qu'ils pourraient occasionner dans leur travail. Mais la jurisprudence est assez hésitante, elle refuse de con-

(2) Seine, 23 janvier 1913, *Gaz. Trib.*, 1913, 1^{er} sem. 2-396. Paris, 17 novembre 1894, *D.*, 1895-2-358. T. Le Puy, 25 juin 1908, *D.*, 1908-5-55. T. Chambéry, 28 mars 1885, *S.*, 1886-2-114.

(3) DEMOGUE : *Traité des obligations en général*, t. 5, n° 1039.

(4) *Id.* : *R. Trim.*, 1913-799.

sidérer comme préposé du propriétaire du camion celui qui, à la demande du chauffeur, vient aider à décharger ou mettre en marche le véhicule, si aucune rémunération n'a été convenue (5). En tout cas, s'il y a mandat ou gestion, et à moins que le mandataire ou le gérant n'ait sollicité l'aide du tiers de façon intempestive, la personne dont on voulait sauvegarder les intérêts sera engagée, vis-à-vis de celui qui est intervenu, exactement dans les mêmes conditions que si elle avait elle-même sollicité l'aide ou le concours apporté.

D'autre part, le mandataire ou le gérant d'affaires ne sera pas engagé personnellement, sauf faute de sa part.

Le Tribunal d'Orléans, dans le jugement de janvier 1939 que nous connaissons, nous semble avoir connu ce principe : le concierge des Abattoirs avait fait appel à un tiers pour déplacer un van ; les juges décidèrent qu'il avait agi inutilement et sans mandat, qu'il ne pouvait donc engager ainsi le propriétaire du van qui n'était pas responsable ; ils mirent aussi hors de cause deux camarades qui avaient aussi sollicité la victime, mais qui n'avaient évidemment aucune qualité pour le faire. Le Tribunal semble avoir, au contraire, voulu réserver la responsabilité du concierge des Abattoirs, et de la Ville d'Orléans, la fonction de cet homme pouvant faire croire à la victime qu'il

(5) Paris, 5 janvier 1931, *Gaz. Trib.*, 19 décembre 1931.

pouvait ordonner la manœuvre ; mais pour cette gestion intempestive et sans aucune utilité, ce concierge pouvait être condamné.

Quoi qu'il en soit, la question est encore assez simple. Beaucoup plus complexe le second problème que nous allons maintenant aborder.

SECTION II

Contrat étranger à l'acte de complaisance

Nous supposons que le contrat qui liait l'intervenant et un tiers autre que la personne assistée n'avait pas pour objet le concours donné, qu'il lui était même complètement étranger, mais que le jeu de certaines règles permettrait de le mettre en œuvre.

Nous voulons parler de l'acte de complaisance purement bénévole exécuté par un individu lié avec un patron par un contrat de travail et soumis en conséquence à la loi sur les accidents du travail.

Nous aborderons ensuite le sauvetage bénévole accompli en dehors du service par un fonctionnaire et pour lequel certaines pensions sont, en ce cas, accordées.

Sous-Section 1

**Acte de complaisance accompli bénévolement
par un ouvrier ou employé
soumis à la loi sur les accidents du travail**

L'individu, lié par un contrat de louage de services, accomplit un acte de complaisance.

Bénéficiera-t-il de la loi sur les accidents du travail ; et son patron sera-t-il responsable, même s'il ne profite pas de l'intervention ?

Il est incontestable que, si l'acte de complaisance rentrait dans l'exercice normal de la profession ou n'a été accompli que sur l'ordre du patron, la législation sur les accidents du travail serait applicable. C'est ainsi que la Cour de Cassation a accordé la rente prévue par la loi du 9 avril 1898 à l'ouvrier de la Compagnie des Assurances Maritimes qui avait été blessé au cours des opérations de sauvetage d'un bateau-péniche (6). Peu importe alors, au préposé, la nature du contrat passé entre son patron et le tiers ; il a été embauché pour exécuter un travail déterminé ; il l'a accepté ; il est payé en conséquence ; son seul lien de droit est avec son employeur ; il n'a même aucun recours contre le tiers dont ce n'est pas lui le gérant d'affaires, mais son patron ; c'est pourquoi l'infirmière d'une clinique privée ne peut se faire indemniser par les malades, pas plus qu'un médecin des Hôpitaux qui n'a de contrat qu'avec l'Administration (7). La seule exception se trouve dans l'article 7 qui autorise le recours de l'accidenté contre le tiers responsable délictuellement ou quasi-délictuellement ; s'il existe donc un individu dont la faute a créé la situation à laquelle la victime avait à remédier, celui-là devra payer au blessé une rente réparatrice

(6) Civ., 1^{er} février 1911, *D.*, 1911-1-480.

(7) Orléans, 25 février 1903, *D.*, 1904-2-96.

de l'intégralité du dommage ; et le patron pourrait se faire rembourser par lui la rente forfaitaire qu'il aurait déjà versée.

Mais l'hypothèse qui nous intéresse ne vise que les actes de complaisance, qui, sans entrer dans l'exercice du métier, ont été exécutés au temps et au lieu ou à l'occasion du travail.

Il semble qu'on eût dû laisser au droit commun de telles espèces.

Mais la jurisprudence, embarrassée, à tort, pour trouver un principe général lui permettant d'indemniser l'auteur d'un acte de complaisance, et quelquefois émue, avec raison, à l'idée que la seule personne capable de verser une indemnité sera souvent le patron, n'a pas craint d'étendre outre mesure le champ d'application des lois sur les accidents de travail.

Il était si facile pour les juges, quand un sauveteur blessé était, par bonheur pour eux, assujetti à la loi de 1898, de retenir sa qualité d'employé beaucoup plus que celle d'intervenant bénévole, et de le déclarer accidenté du travail !

Cette solution, qui n'est guère satisfaisante juridiquement, offre cependant l'avantage d'assurer une indemnisation, incomplète il est vrai, à tout sauveteur, même quand le responsable de droit commun est inconnu ou insolvable. Elle présente l'inconvénient inverse de n'attribuer à la victime que la rente forfaitaire incomplète de la loi de 1898, même quand le

tiers assisté, qui est juridiquement le seul responsable, serait à même de verser une indemnité suffisante.

Tout cela explique « le flottement de la jurisprudence » qui, suivant les cas et, en général dans l'intérêt du blessé, donne une solution ou l'autre (8).

Le critérium proposé était, suivant le fondement que l'on donnait à la législation des accidents du travail, le profit retiré par l'entreprise ou l'existence du lien de subordination.

Depuis que l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1938 exige nettement l'existence d'un contrat de louage de services, qui est lui-même caractérisé par l'existence du lien de subordination, la controverse n'est plus possible.

Nous allons même assister à l'achèvement de l'évolution de la jurisprudence en notre matière, et les décisions constateront très souvent l'existence d'un lien de subordination entre l'employeur et son employé accomplissant un acte de complaisance étranger au travail.

Avant la loi de 1898, le locateur de services qui était blessé dans son travail n'avait droit à indemnité que s'il pouvait prouver une faute du patron, c'est-à-dire pratiquement jamais. Quand un ouvrier était blessé en exécutant un acte de dévouement, la jurisprudence le considérait alors non pas comme un locateur, mais comme un mandataire qui, en vertu de l'article 2000, pouvait se faire indemniser par le

(8) ROUAST et GIVORD : préc., n° 100.

mandant, en l'occurrence le patron (9). Cette conception était évidemment fausse. Maintenant au contraire qu'il faut avoir passé un contrat de louage de services pour bénéficier de la législation sur les accidents du travail, les décisions vont dire, comme elles le faisaient déjà depuis 1898, que l'accomplissement d'un acte de courage ne sort pas des limites du contrat de travail et qu'au lieu d'être le mandataire du patron en les accomplissant, l'ouvrier est demeuré le locateur du contrat de travail.

Tout ceci prouve bien le caractère artificiel de cette jurisprudence, que nous allons maintenant étudier plus en détail.

I. — *Prêt de main-d'œuvre*

On peut d'abord supposer qu'un premier patron ait lui-même prêté bénévolement un de ses employés à un second patron pour un travail déterminé.

Dans cette hypothèse de *prêt de main-d'œuvre*, on estime, depuis l'arrêt des Chambres Réunies du 8 janvier 1908, que la victime n'a de lien de droit qu'avec son premier patron sous la subordination de qui elle est demeurée et qui en a disposé à son gré en vertu du contrat de travail qui les liait (10).

Mais cette hypothèse ne nous intéresse guère puisqu'il est alors difficile de considérer l'employé comme un collaborateur bénévole du second patron.

(9) Aix, 23 octobre 1889, *D.*, 1890-2-302. Paris, 14 août 1852, *D.*, 1853-2-75.

(10) Réunies, 8 janvier 1908, *D.*, 1908-1-185.

II. — A l'insu du patron

La question est beaucoup plus délicate quand, pendant son travail, « un ouvrier se trouve sur un « chantier avec un autre ouvrier d'une autre profes-
« sion, un maçon donne un coup de main à un char-
« pentier, etc... Profite-t-il de la loi sur les accidents
« du travail ? La jurisprudence est assez hésitante » (11).

L'hypothèse diffère de celle du prêt de main-d'œuvre parce que ce n'est *plus sur l'ordre de son patron* que cet ouvrier a donné un coup de main à un autre ; il l'a fait bénévolement, de lui-même et la plupart du temps sans même en avoir averti son employeur.

Là encore le critérium du lien de subordination nous servira, ainsi que le font remarquer MM. ROUAST et GIVORD. « On peut, en effet, *présumer l'ordre du*
« *patron* s'il avait pu être demandé. Les circonstances seules ont empêché de le faire intervenir
« expressément. En agissant comme il l'a fait, le
« travailleur n'a pas dépassé les limites de la subor-
« dination à son patron » (12).

1° En ce qui concerne les *coups de main*, l'ordre du patron sera présumé pour « *les travaux accessoires au travail* », ainsi que dit SACHET (13), et qui, « minimales et rapidement faits, peuvent se rattacher

(11) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1913-799. PERREAU : *R. Trim.*, 1914-481.

(12) ROUAST et GIVORD : *préc.*, n° 100.

(13) SACHET et CASTEIL : 8° édit., t. 1, n° 358.

« à la complaisance que le travailleur doit avoir
« pour le client de son patron » (14). C'est ainsi que
les menuisiers chargés de réparer le parquet d'une
chambre déménagent les meubles, ou qu'un camion-
neur transporte à la cave les tonneaux qu'il a déchar-
gés. Bien souvent un pourboire est prévu par le
patron lui-même pour ces actes *que l'usage de la pro-
fession autorise* et qui servent à « l'utilité économique
de l'exploitation » (15). Cette solution nous paraît
très juste. MM. ROUAST et GIVORD excluent de cette
catégorie les gros travaux (16).

On présume aussi l'ordre du patron pour le coup
de main donné à *une entreprise voisine* avec qui le
patron entretient de bonnes relations et dont il reçoit
ou peut recevoir des services réciproques (17). C'est
ainsi quand un charretier prête main forte aux
employés de gare pour démarrer un wagon (18),
quand un ouvrier brasseur aide un autre brasseur à
encaver des fûts (19). La Cour de Cassation a fait
bénéficier de la loi de 1898 l'ouvrier qui avait donné
un coup de main à un ouvrier d'une entreprise
voisine, en croyant agir dans l'intérêt de son propre

(14) ROUAST et GIVORD, préc., n° 100.

(15) SACHET et CASTEIL : préc., n° 360. Civ., 10 mars 1913, *D. H.*, 1913-5-43.

(16) ROUAST et GIVORD : préc., n° 100, Civ., 5 février 1910, *D.*, 1911-5-14.

(17) ROUAST et GIVORD : préc. SACHET et CASTEIL : préc.

(18) Req., 11 juin 1907 ; *D.*, 1908-1-60.

(19) Req., 7 nov. 1905 ; *D.*, 1908-160.

patron (20). Mais elle a jugé le contraire pour celui qui, sans autorisation, avait donné un coup de main à un ouvrier d'un chantier voisin, alors qu'il ne s'agissait pas d'un travail accessoire au sien (21). Elle l'a aussi refusé à celui qui était monté sur un camion par pure complaisance afin de rendre service à d'anciens camarades de travail (22).

Tous ces arrêts sont assez contradictoires, et on en trouverait facilement dans les deux sens pour des espèces cependant assez semblables.

2° *Le sauvetage* est plus facilement considéré que le simple coup de main comme engageant la *responsabilité du premier patron* (23).

On estime qu'il « entre dans les obligations professionnelles de porter secours à des camarades en danger et de faire le nécessaire pour protéger les établissements industriels contre les fléaux qui les menacent » (24).

MM. ROUAST et GIVORD ne l'admettent que pour des actes peu importants, n'entraînant qu'un dérangement momentané et ne devant pas présenter de graves dangers pour le travailleur (25).

« L'ouvrier qui vient à être blessé lui-même en

(20) Req., 19 novembre 1928, S., 1929-1-11.

(21) Civ., 16 janvier 1927 ; S., 1928-1-6.

(22) Civ., 27 avril 1915 ; *Gaz. Pal.*, 1915-1-292.

(23) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1918-131 ; 1921-276.

(24) SACHET et CASTEIL : *préc.*, n° 372.

(25) ROUAST et GIVORD : *préc.*, n° 100.

« exécutant, dans le cours de son travail, une
« manœuvre en vue d'éviter de causer à une autre
« personne des lésions graves et peut-être mortelles
« n'est pas victime de sa propre imprudence, alors
« qu'il n'a fait qu'accomplir un acte méritoire en
« s'exposant au danger et que la manœuvre effectuée
« était indiquée par le service même auquel il était
« employé » (26).

Le Tribunal de Nice a admis au bénéfice de la loi de 1898 un ouvrier blessé en cherchant à retenir une pièce de bois qui allait tomber sur un autre ouvrier près de qui il passait (27). « On ne saurait
« reprocher à quiconque de se porter au secours de
« son prochain en danger immédiat. Ces devoirs
« d'assistance et de secours font partie implicitement
« de tous les ordres généraux donnés par un patron
« à ses employés. Sans même en retenir la grandeur
« morale ; il y a dans les services de cette nature une
« sorte de réciprocité éventuelle... » (28).

La même solution avait déjà été proposée, nous l'avons vu, avant 1898, en invoquant un mandat (29).

Mais « la limite de la notion d'accident est assez
« délicate à fixer » (30) : quand un charretier se blesse en sautant de sa voiture pour porter secours

(26) SERVAIS : *R. Trim.*, 1907-636.

(27) T. Nice, 4 mai 1917 ; *Gaz. Trib.*, 1918-2-86.

(28) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1918-131.

(29) Aix, 23 octobre 1889, *D.*, 1890-2-301. Paris, 14 août 1852, *D.*, 1853-2-75.

(30) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1921-276.

à un tiers, il y a accident du travail (31) ; mais le cocher livreur qui abandonne son travail pour arrêter un cheval emporté « se trouve, au moment de l'accident, hors de son travail » (32).

Quand un incendie survient dans un village voisin et que le patron autorise les ouvriers à suspendre le travail et à aller au feu avec la pompe de l'usine, il y a évidemment accident du travail (33).

N'est pas accidenté du travail, le maçon qui accourt aux appels au secours du chauffeur de son propre patron pour éteindre l'incendie de l'automobile de celui-ci (34).

Un patron était menacé d'asphyxie dans un puits qu'il visitait et son ouvrier qui travaillait à proximité à un objet tout différent courut à son secours et y trouva la mort. Le tribunal de Montpellier y vit un accident du travail (35).

Mais DEMOGUE faisait remarquer : « Ici l'ouvrier « n'ayant, semble-t-il, commis aucune faute, il y « aurait eu plus d'avantages à ne pas prétendre qu'il « y avait accident du travail et à invoquer la jurisprudence qui indemnise celui qui volontairement a « empêché un accident et a été lui-même atteint, ce « qui lui aurait assuré une indemnité plus forte » (36).

(31) S., 1904-1-440 ; Civ., 4 août 1903.

(32) Civ., 17 février 1920 ; *Gaz. Pal.*, 1920-1-395.

(33) Civ., 13 juin 1914 ; *Gaz. Trib.*, 1914-2-1-3.

(34) T. Corbeil, 28 octobre 1930, *R. ass.*, 1931-101.

(35) T. Montpellier, 7 décembre 1911 ; *Gaz. Pal.*, 10 février 1912.

(36) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1912-199.

En bref, cette jurisprudence est assez incohérente. « Que l'ouvrier soit donc prudent et pense à « lui-même plus qu'aux autres, voilà le conseil qui se « dégage de ces arrêts » (37).

Les décisions qui assujettissent ainsi à la loi de 1898 l'ouvrier auteur d'un acte de complaisance ne sont, sans doute, pas très juridiques. Mais leurs effets sont si bons, à défaut de responsable de droit commun, qu'il serait regrettable de les abandonner.

Cependant, elles auront l'inconvénient de n'allouer à la victime qu'une rente forfaitaire, et de la priver de tout recours pour le reste si ce n'est contre le responsable délictuel ou quasi-délictuel.

Il faut donc s'attendre à voir encore la jurisprudence flotter longtemps sur ce point.

Sous-Section 2

Acte de complaisance accompli bénévolement par un fonctionnaire soumis à la loi du 14 avril 1924 ou assimilé

Nous devons, maintenant, pour terminer, étudier la situation spéciale faite à un fonctionnaire blessé en accomplissant un sauvetage bénévole.

Nous avons laissé de côté l'hypothèse où cette intervention entrerait dans l'exercice des fonctions. Nous ne traitons uniquement, là encore, que l'acte purement bénévole.

(37) *Id.* : R. Trim., 1913-799.

Il semblerait qu'alors la situation du fonctionnaire ne dût pas différer de celle d'un simple particulier. Mais, en ce qui concerne les fonctionnaires civils de l'Etat, assujettis à la loi du 14 avril 1924, et leurs collègues communaux à qui un texte spécial aurait donné un statut analogue, la situation est un peu plus compliquée, du fait que la puissance publique accorde une pension pour les sauvetages effectués en dehors du service.

Nous devons donc rechercher dans quels cas cette pension est due, et quelle est sa répercussion sur l'action qu'aurait normalement le fonctionnaire contre le particulier responsable.

Nous voyons ce que peut avoir d'inexact le fait d'affirmer que le fonctionnaire, en bénéficiant de sa pension, se trouve « dans le cadre d'une situation contractuelle », puisqu'il est admis, en droit public, que ce n'est pas un contrat qui lie puissance publique et fonctionnaire.

On sent aussi quelle différence existe entre la pension ainsi accordée et la rente attribuée, comme nous venons de le dire, à l'ouvrier auteur d'un acte de complaisance. La pension spéciale n'est allouée qu'à condition que le sauvetage ait été exécuté en dehors du service ; la rente prévue par la loi de 1898 ne peut être donnée que par une fiction de la jurisprudence qui considère l'intervention comme se rattachant à l'exercice de la profession.

Cependant, les deux situations peuvent être rapprochées, parce que, en fait, elles aboutissent toutes deux à faire condamner une personne autre que l'individu responsable de droit commun à réparer, en partie, le dommage subi par l'auteur d'un acte de complaisance purement bénévole ; et que cette réparation exorbitante n'est due par le tiers étranger qu'en vertu d'une situation de droit préexistante entre l'intervenant et lui, situation contractuelle entre l'employeur et l'employé, et, sinon contractuelle, du moins analogue en ce qui nous concerne, entre la puissance publique et le fonctionnaire.

Nous allons donc maintenant examiner les droits de ce dernier contre l'Etat et contre le responsable ordinaire.

§ 1. — RECOURS DU FONCTIONNAIRE CONTRE L'ETAT

La loi du 9 juin 1853 est sans doute le premier texte français qui ait prononcé le mot « dévouement » et donné une sanction à un tel fait.

Quand un fonctionnaire était mis, à la suite d'un acte de courage, dans l'impossibilité de continuer son emploi, avant de remplir les conditions d'âge et de durée de service exigés pour la pension d'ancienneté, l'article 11 lui accordait une pension d'invalidité, dont, en cas d'accident mortel, une partie était versée à sa veuve et à ses enfants, en vertu de l'article 14.

La loi du 14 avril 1924 n'a fait que reprendre ces

dispositions en modifiant seulement les chiffres et quelques points de détail,

Deux situations sont possibles : ou bien, le fonctionnaire ou employé civil du Cadre Permanent de l'Administration et des Etablissements de l'Etat a été blessé en accomplissant soit un acte de sauvetage, soit un acte de dévouement qui ne rentraient pas dans les devoirs de sa fonction ; ou au contraire il s'est contenté de faire courageusement son service, et cette dernière hypothèse, que nous avons vue dans notre introduction, ne nous intéresse pas, car l'intervention n'est pas bénévole.

Dans le premier cas, s'il est mis à la retraite, il a évidemment droit, à condition d'avoir l'âge et la durée de services exigés, à la pension d'ancienneté accordée à tous ceux qui, soit spontanément, soit parce qu'ils sont atteints par la limite d'âge, quittent l'administration.

Mais, si son accident est dû à un acte de dévouement ou à un sauvetage, la loi lui fait une libéralité, en ce sens qu'elle lui attribue une pension d'invalidité, indépendante de toute condition d'âge et de durée de services, et qui sera bien souvent supérieure à la retraite d'ancienneté calculée en partie d'après les retenues opérées sur les traitements. Elle lui accorde un second cadeau en lui donnant cette pension, bien qu'elle ne soit en rien engagée par l'accident qui n'a pas été subi à son service.

Le texte distingue entre l'acte de dévouement et le sauvetage, le premier donnant seul droit à une pension spéciale.

I. — Acte de dévouement en dehors du service

L'article 19 est ainsi rédigé : « Peuvent exceptionnellement obtenir pension, quels que soient leur âge et la durée de leur activité, les fonctionnaires et employés qui ont été mis hors d'état de continuer leur service, soit *par suite d'un acte de dévouement dans un intérêt public, soit en exposant leurs jours pour sauver la vie d'une ou de plusieurs personnes, soit* » — et cette hypothèse ne nous intéresse pas — « par suite de lutte ou d'attentat subi à l'occasion de leurs fonctions ».

« La pension, dans ce cas, est égale aux $\frac{3}{4}$ du dernier traitement d'activité. »

Et l'article 23, si les suites de cet acte de dévouement ont été mortelles, attribue à la veuve une pension égale à la moitié de celle qu'eût touchée son mari, et à chaque enfant jusqu'à 21 ans 10 % de celle-ci, sans que le total puisse dépasser les 100 %.

Notons en passant que la loi de 1924, mieux rédigée que l'article 11 de celle de 1853, fait cesser une petite controverse : ce dernier parlait d'actes de dévouement accomplis pour sauver la vie d'un « concitoyen ». « Nous n'hésitons pas à penser, écrit alors le *Dalloz* (38), que le fonctionnaire

(38) *R. Pensions*, n° 17 et ss.

« devrait jouir de la même faveur s'il avait sauvé
« la vie d'un étranger... Réduite à sa signification,
« la loi irait même contre son but qui est de favoriser
« et d'encourager les actes de dévouement. Il serait
« à craindre, en effet, que des Français ne fussent
« souvent sacrifiés parce que le fonctionnaire ne
« serait pas assez sûr de leur nationalité... Il est
« d'autant plus à désirer qu'il en soit ainsi que, dans
« les moments de danger et pour les actes de dévoue-
« ment, c'est surtout des fonctionnaires que doit venir
« l'exemple ». Cette difficulté a cessé depuis que la
loi de 1924 a remplacé le mot « concitoyens » par
« une ou plusieurs personnes », ce qui exclut toute
condition de nationalité. Nous ne l'avons signalée que
parce que les commentaires qu'elle a suscités préci-
sent bien que le législateur a eu pour but de provo-
quer les actes de dévouement et que le meilleur
moyen d'y parvenir est de donner aux sauveteurs la
certitude d'être indemnisés au cas où il leur arriverait
malheur.

Le Conseil d'Etat a toujours affirmé que « pour
« que l'existence d'un acte de dévouement soit
« admise, il faut que le fonctionnaire se soit volon-
« tairement exposé à un péril *en dehors des exigences*
« *de son devoir professionnel*. Il ne suffit pas qu'il
« ait fait courageusement son devoir » (39). La loi

(39) Cons. Etat, 29 mars 1853, D., 1853-3-34 ; 11 août 1866, Leb., 1866-974 ; 11 juillet 1867, Leb., 1867-642 ; 20 décembre 1872, D., 1873-3-43 ; 12 janvier 1877, D., 1877-3-40 ; 1^{er} mars 1877, D., 1877-3-51 ; 28 février 1879, D., 1879-3-59 ; 7 août 1891, D., 1893-1-14 ; 10 décembre 1909, Leb., 1909-977, 19 juin 1939, Leb., 1939-650.

ne distingue pas entre ceux qui ont agi dans un intérêt public et ceux qui n'ont agi que dans un intérêt privé. La seule condition, c'est que les faits aient été accomplis en dehors du service.

L'acte de dévouement doit être désintéressé et spontané, estime-t-on. Un fonctionnaire n'en accomplit pas, s'il ne fait que son devoir professionnel qui n'est pas désintéressé puisqu'il reçoit, en contre-partie, un traitement qui sera très souvent d'autant plus élevé que la fonction sera périlleuse.

Les blessures reçues dans le service ne donnent droit, nous l'avons vu, qu'à la pension prévue par l'article 21, qui est moindre que celle de l'article 19.

Deux arrêts nous feront sentir la difficulté de la distinction. Un Receveur de l'Enregistrement et des Domaines de Montdidier fut tué le 17 octobre 1870 par un obus au moment où il sortait de chez lui pour se mettre à la disposition de la garde nationale et sauver les registres et les fonds dont il avait la charge.

Le Conseil d'Etat, par arrêt du 20 décembre 1872 (40), a refusé à sa veuve la pension d'invalidité pour acte de dévouement et ne lui a accordé que celle prévue pour l'accident survenu dans l'exercice des fonctions. « Considérant que si Roze avait été retenu
« dans la ville de Montdidier par l'exercice de ses
« fonctions et si, en conséquence, la mort de ce fonctionnaire atteint par un obus lors du bombardement de cette ville, ouvrait, en faveur de sa veuve,

(40) D., 1873-3-43.

« droit à une pension liquidée d'après les articles 11,
« § 2, 12 § 2 et 14 § 2 de la loi du 9 juin 1853, il n'est
« pas possible de considérer la blessure à la suite de
« laquelle il a perdu la vie comme un accident
« survenu dans l'accomplissement d'un acte de
« dévouement dans un intérêt public..... »

Au contraire, quinze jours plus tôt, le 6 décembre 1872 (41), le Conseil d'Etat avait accordé la pension pour acte de dévouement à l'homme de peine employé au Palais des Tuileries qui, lors de l'insurrection de la Commune, avait été blessé le 22 mai 1871 d'un éclat d'obus tiré par l'Armée, entrée dans Paris depuis la veille, « considérant que BOUDAZ.....
« est resté à son poste pendant la durée de l'insur-
« rection, par l'ordre de ses chefs et malgré les périls
« continuels auxquels il était exposé ; que c'est en
« se rendant au Palais, pour obéir aux instances for-
« melles qui lui avaient été données la veille... et,
« pour prêter son concours aux mesures qui pour-
« raient être prises pour prévenir les désastres dont
« le Palais était menacé, qu'il fut atteint par un
« obus... »

Nous remarquerons combien la différence entre les deux espèces paraît mince. Dans les deux cas, le fonctionnaire était resté dans la ville, malgré le

(41) *D.*, 1873-3-43. A rapprocher l'arrêt du 12 février 1857 (*D.*, 1858-3-34) qui reconnaît comme conséquences d'un acte de dévouement les blessures reçues par un commis à pied dans les rangs de la garde nationale pour la défense de l'ordre.

danger, sur ordre formel. Il semblait donc qu'aucune distinction ne dût être faite entre eux.

Mais, c'est en cherchant à sauver ses registres et sa caisse que le Receveur de l'Enregistrement a été tué ; il en était responsable, et il se devait donc de les mettre à l'abri ; il n'a été frappé que dans l'accomplissement de son devoir professionnel.

L'homme de peine, au contraire, n'était pas responsable du Palais des Tuileries. On lui *avait cependant donné l'ordre* de s'y rendre pour le protéger, mais cela sortait de ses obligations strictes.

« L'Administration avait abandonné Paris et ne pouvait l'obliger à se mettre à la disposition des insurgés dans l'espoir de pouvoir prévenir, par sa présence, quelques-uns des malheurs qui menaçaient la capitale » (42).

« L'accomplissement des obligations résultant des fonctions, même lorsqu'il peut en résulter un péril, est un devoir, et le fonctionnaire qui reste dans une ville menacée par l'invasion, tant que ses supérieurs hiérarchiques ne lui ont pas donné l'ordre de se replier devant l'invasion, mérite des éloges par sa fermeté ; mais s'il avait fui devant le danger, il aurait manqué à son service. Il y a, au contraire, acte de dévouement de la part de *celui qui allant plus loin que ne l'exigeait l'accomplissement strict de son devoir, s'expose sciemment à un péril qu'il lui aurait été permis d'éviter* ».

(42) D., 1873-3-43, note.

Un employé des forêts qui a contracté des infirmités en creusant des tranchées pour circonscrire un incendie n'a pas accompli un acte de dévouement ; « cet agent en se livrant à ces travaux, avec un zèle « digne d'éloge, n'a fait que se conformer à son « devoir immédiat » (43).

Au contraire, un éclusier « ne s'est pas borné à « remplir les obligations que lui imposait son service, « lorsque, au lieu d'attendre le concours des hommes « indispensables pour fermer un barrage, il a cher- « ché à le manœuvrer lui-même, en vue de conjurer « les effets d'une inondation imminente », et qu'il a été entraîné par le courant et s'est noyé (44).

Le juge de paix, blessé lors d'une descente de justice effectuée à l'occasion d'un incendie, l'est dans l'exercice de ses fonctions (45) ; et celui qui meurt d'une crise cardiaque à l'issue d'une audience qu'il avait tenu expressément à présider malgré son très mauvais état de santé n'a accompli qu'un acte qui fait honneur « à sa conscience professionnelle, mais « qui ne saurait être regardé comme résultant d'un « acte de dévouement dant un intérêt public, au sens « de l'article 19 » (46), tandis que le médecin de colonisation qui décède du typhus qu'il a contracté en procédant lui-même à l'exécution des mesures sani-

(43) Cons. Etat, 12 janvier 1877, *D.*, 1877-3-40.

(44) Cons. Etat, 9 mai 1879, *D.*, 1879-3-59.

(45) Cons. Etat, 28 février 1879, *D.*, 1879-3-59.

(46) Cons. Etat, 23 juillet 1931, *Leb.*, 1931-836.

taires prescrites en Algérie lors d'une épidémie, a accompli un acte de dévouement, parce que son devoir lui ordonnait de veiller à l'exécution de ces mesures, mais non d'y prendre part personnellement (47). L'agent de police qui tombe de bicyclette en poursuivant un malfaiteur (48) ou en se précipitant pour séparer des détenus qui se battent (49), n'est pas sorti de l'exercice normal de ses fonctions.

Un Consul de France était mort d'une affection due à l'insalubrité du climat et aux fatigues exceptionnelles qu'il avait subies, en allant à Bombay, malgré la saison exceptionnellement malsaine et contre l'avis des médecins, à seule fin d'obtenir du Gouvernement anglais l'ouverture d'une exposition de produits français dans cette ville, puis en faisant un voyage à l'intérieur du pays pour créer de nouveaux débouchés au commerce français. L'Administration avait refusé à sa veuve la pension pour acte de dévouement ; celle-ci avait fait un pourvoi. Le Ministre des Affaires Etrangères avait donné un avis favorable aux prétentions de la demanderesse et le Ministre des Finances s'en était remis à justice. Néanmoins, le Conseil d'Etat rejeta le pourvoi et jugea que le consul n'avait fait qu'accomplir courageusement son devoir (50).

(47) Cons. Etat, 15 mai 1903, *D.*, 1904-3-99.

(48) Cons. Etat 4 mai 1932, *Leb.*, 1932-1380.

(49) Cons. Etat, 6 avril 1933, *Leb.*, 1933-431. Cf. aussi Cons. Etat, 7 juin 1937, *Leb.*, 1937-1310 ; Cons. Etat, 19 juin 1939, *Leb.*, 1939-650.

(50) Cons. Etat, 9 mars 1877, *D.*, 1877-3-51.

Lorsque, trente-et-un ans plus tard, un autre consul de France à Bombay mourut à la suite de l'inoculation d'un sérum anti-pestueux qui aggrava une maladie préexistante, alors qu'il n'avait agi que pour donner l'exemple aux indigènes lors d'une épidémie, sa veuve obtint la pension due pour un « acte de dévouement dans un intérêt public » (51).

Ce que la loi sur les pensions civiles entend donc par « acte de dévouement », c'est un fait accompli « en dehors des fonctions ». Elle ne considère pas uniquement le courage de l'agent.

Peu importe la date et le lieu de l'intervention. Il est nécessaire et suffisant que l'acte ait été accompli en dehors du service pour donner droit à la pension de l'article 19. Un ancien employé des finances qui s'est mis à la disposition de l'autorité supérieure pour soigner les malades du choléra, lors d'une épidémie, et qui meurt de la contagion, a rempli avec dévouement cette mission « qui lui avait été confiée dans un intérêt public » qui était, évidemment, tout à fait en dehors de sa fonction d'employé des finances (52), alors qu'un officier de santé n'aurait ainsi accompli que son service.

Le seul critérium est le rapport de l'intervention et du service. C'est pourquoi, bien que n'ayant pas vu de décision du Conseil d'Etat sur ce point, nous pensons que celui-ci considérerait comme remplissant

(51) Cons. Etat, 17 janvier 1908, *D.*, 1909-3-69.

(52) Cons. Etat, 27 août 1857, *D.*, 1877-3-34.

un devoir de sa charge l'agent de police qui se jette à la tête de chevaux emballés. Cependant le commis des douanes, blessé de cette façon, a été reconnu comme ayant accompli un acte de dévouement (53).

Encore faut-il, naturellement, que l'incapacité de continuer les fonctions soit la conséquence, sinon immédiate, du moins directe, quoique lointaine de l'accident (54).

II. — *Sauvetage ou coup de main en dehors des fonctions*

Mais le Conseil d'Etat précise bien aussi que la pension de l'article 19 ne peut être accordée qu'à l'auteur d'un véritable acte de dévouement, c'est-à-dire si la victime *s'est sciemment exposée à un péril*.

Le simple sauvetage, qui n'apparaît pas comme dangereux, où l'intervenant ne peut être considéré comme « exposant ses jours », ne permet pas de faire jouer la règle de l'article 19 ; de même, le coup de main.

Sous l'empire de la loi de 1853, le sauvetage et le coup de main rentrant dans l'exercice des fonctions, donnaient droit évidemment à la même pension que l'acte de dévouement dans le même cas ; mais ceux effectués en dehors du service ne donnaient droit à rien.

Depuis la loi de 1924, ces derniers rentrent dans

(53) Cons. Etat, 1^{er} mars 1918, *Leb.*, 1918-215.

(54) Cons. Etat, 12 février 1857, *D.*, 1858-3-34.

le cadre de l'article 22 qui dit : « Lorsque l'invalidité
« ne résulte pas de l'exercice des fonctions, le fonctionnaire ou employé civil qui compte au moins
« quinze ans de service... a droit à une pension calculée à raison de 1/60^e ou 1/50^e du traitement
« moyen.

« Si la durée des services du fonctionnaire ou
« employé civil invalide n'atteint pas quinze années,
« il est alloué à celui-ci une rente viagère à jouissance immédiate constituée à la Caisse Nationale
« des Retraites pour la vieillesse, par le versement à
« cette institution du montant des retenues effectivement prélevées sur son traitement, les dites retenues augmentées de leurs intérêts.

« Au montant de cette rente constituée s'ajoute
« une subvention définitive de l'Etat égale au montant du capital constitutif de ladite rente et versée
« à capital aliéné à la Caisse Nationale des Retraites
« pour la Vieillesse. »

Le sauveteur est ainsi assimilé au fonctionnaire atteint d'une invalidité en dehors du service par suite d'une maladie banale ou d'un simple accident..

Le Commissaire spécial des chemins de fer à la gare de Marseille, chargé des services de l'émigration, rentrait en barque vers 11 heures du soir, après avoir visité un bateau. Au moment où il accostait, il entendit le bruit d'un corps qui tombait dans l'eau ; il se dirigea vers cet endroit avec son canot, et arriva à temps pour sauver, en le saisissant par les cheveux,

un homme qui se débattait et était en train de se noyer. Mais, en se penchant précipitamment pour atteindre le malheureux, il se donna au côté un coup très violent contre le bordage de la barque, et il mourut, après plusieurs années de souffrance, d'une tumeur cancéreuse provoquée par cette contusion.

L'administration fit à sa veuve un projet de liquidation de pension en vertu des articles 11 § 1 et 14 § 1 de la loi de 1853, sur les actes de dévouement. La section des finances protesta qu'il n'y avait pas acte de dévouement. Les Ministres de l'Intérieur et des Finances affirmèrent, au contraire, que se porter *motu proprio* et en dehors de tout devoir professionnel au secours d'un de ses semblables en danger de mort « constituait un acte de cette nature ».

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a jugé qu' « on ne saurait considérer le sieur Giaco-
« metti comme ayant réellement *exposé ses jours*,
« pour sauver la vie d'un de ses concitoyens » (55).

Cette thèse était d'autant plus rigoureuse que, l'accident n'étant évidemment pas survenu dans l'exercice des fonctions, la veuve n'avait droit à aucune pension, étant encore sous l'empire de la loi de 1853. L'Administration ne souleva pas ce dernier moyen.

La décision du Conseil d'Etat est certainement juridique et vaut encore avec la loi de 1924. Le texte parle de fonctionnaires « se dévouant », ou « exposant

(55) Cons. Etat, 10 février 1882, D., 1882-3-61.

leurs jours ». Or, le fait de se porter au secours de quelqu'un dans un bateau et sans qu'aucune circonstance particulière ne rende la navigation dangereuse, est un acte louable, mais, en l'accomplissant, on ne s'expose à aucun danger ; on opère un sauvetage, mais on n'effectue pas un acte de dévouement. Et un fait purement accidentel, qui se produit dans l'accomplissement de cette action, n'en change pas le caractère.

Mais, pour juridique qu'elle soit, cette solution nous paraît regrettable et ne pas répondre à l'esprit de la loi.

On admet que c'est pour favoriser les actes de dévouement que l'Etat accorde une pension au fonctionnaire qui est blessé en les exécutant et que cette pension a pour but d'empêcher que l'on n'hésite à intervenir par crainte d'être blessé et de ne pouvoir être indemnisé.

Mais il y a encore plus d'intérêt à favoriser les sauvetages non dangereux qui, pour sauver la vie d'un homme, n'ont pas l'inconvénient d'en exposer une autre. Et, comme ces simples interventions peuvent cependant — l'espèce que nous étudions le montre — exposer parfois à des dangers, ne serait-il pas décourageant pour ceux qui seraient tentés d'y procéder de se dire qu'ils ne seront pas indemnisés s'il leur arrive malheur ?

Le Conseil d'Etat a voulu donner une décision juridique. Mais, pour être complètement juridique, il aurait fallu aller plus loin et refuser toute pension à la veuve ; car le § 2 des articles 11, 12 et 14 était certainement beaucoup moins applicable que le § 1. On pouvait encore hésiter sur le point de savoir s'il y avait acte de dévouement au sens de la loi sur les pensions. Mais il n'y avait certainement pas un accident résultant notoirement de l'exercice des fonctions de l'emploi public.

A notre avis, il y aurait intérêt à modifier la loi de 1924 et à remplacer le mot « acte de dévouement » par « sauvetage ».

§ 2. — RECOURS DU FONCTIONNAIRE CONTRE LE PARTICULIER

Lorsqu'il sera impossible de désigner avec certitude un tiers responsable du dommage, le fonctionnaire victime de son courage sera donc favorisé puisqu'il percevra une pension alors qu'un simple citoyen ne toucherait rien.

Mais si ce tiers existe, le fonctionnaire ne pourra-t-il rien lui réclamer et devra-t-il se contenter de ce que lui donne l'Etat ? Il serait alors dans une situation bien inférieure puisqu'il n'obtiendrait ainsi réparation que d'une partie de son dommage.

Nous abordons ici un des aspects du problème très délicat que constitue le recours du fonctionnaire contre le tiers responsable de son préjudice.

I. — Le recours est possible dans tous les cas

Quand l'intervention du fonctionnaire ne rentrait pas dans l'exercice de ses fonctions, le recours est certainement possible.

On ne saurait en effet prétendre alors que le sauveteur ait été victime de son risque professionnel sous l'autorité de la puissance publique ; ses chefs hiérarchiques eussent-ils été présents, ils n'avaient aucun ordre à lui donner, ni dans un sens ni dans l'autre.

Le blessé aura donc contre le tiers responsable exactement le même recours qu'un simple particulier. Ce n'est pas comme fonctionnaire chargé d'assurer l'ordre et la sécurité générale qu'il a agi, mais comme un citoyen ordinaire. Le tiers a profité de l'intervention comme d'une simple initiative privée et non pas comme d'un service prévu et organisé par la puissance publique ; il devra réparer le préjudice comme il l'eût fait pour un individu quelconque sans que l'on distingue sa responsabilité délictuelle (civile ou pénale) ou quasi-délictuelle de ses obligations contractuelles ou quasi-contractuelles.

II. — Cumul avec la pension

Une difficulté demeure cependant, car, d'un autre côté, le fonctionnaire reçoit cependant de la puissance publique la pension prévue. Peut-il cumuler les deux sommes ?

La question n'est pas spéciale à notre matière et se pose chaque fois que l'on reconnaît au fonction-

naire une action contre un tiers. Elle est trop connue pour que nous insistions et trop complexe pour que nous ayons l'ambition de lui donner une solution alors que les diverses Chambres de la Cour Suprême, chacune approuvée par d'éminents auteurs, n'ont encore pu s'accorder sur son propos.

Nous croyons cependant qu'en cette hypothèse particulière le système de la Chambre Criminelle s'applique mieux, et que le fonctionnaire pourra cumuler la pension reçue et l'indemnité due par le tiers responsable de droit commun, parce que ces deux obligations n'ont pas la même cause (56).

Il paraît, en effet, impossible de mettre en œuvre, ici, la solution des Chambres Civiles qui veulent que la puissance publique, qui a payé, ait un recours contre le particulier jusqu'à concurrence de la pension versée, dans la mesure où le fonctionnaire a lui-même une action contre ce tiers pour le complément.

Toute cette théorie, fondée sur l'identité des droits du fonctionnaire et de la puissance publique, se trouve ici en défaut car ces droits ne coïncident pas. En effet, le fonctionnaire victime d'un acte de complaisance accompli en dehors du service aurait un recours même en vertu de la théorie de la gestion d'affaires, tandis qu'il semblerait que la puissance publique ne l'eût qu'en vertu des articles 1382 et suivants.

(56) Notamment Cr., 21 novembre 1931, *D.*, 1932-1-153 ; 4 mars 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-1-182 ; 19 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 1933-1-301, *Gaz. Pal.*, 1937-2-329 ; RIPERT : note *D.*, 1928-2-41 ; CAPITANT : note *D.*, 1932-1-153 ; ESMEIN : note *S.*, 1930-2-17. Cfr. DOBY : th., Paris, 1931.

CONCLUSION GENERALE

A une époque où l'on constate cruellement combien l'intérêt individuel est solidaire de l'intérêt national, et où des foyers prospères ont été brutalement jetés dans la misère et le deuil par la défaite et le malheur de la Patrie, l'individualisme de notre législation apparaît sous son jour funeste.

La solidarité, qui n'est un vain mot ni au front ni dans les camps de prisonniers, doit exister réellement dans la Nation, même en temps de paix.

S'il a paru difficile de réparer le préjudice subi par celui qui a porté aide ou secours à autrui, c'est qu'on a un peu l'impression que législateur, tribunaux et auteurs ont longtemps considéré l'intervention bénévole comme un acte anormal dont celui qui le tente a accepté toutes les conséquences et doit les supporter.

Mais nous croyons n'avoir pas néanmoins forcé les textes en faisant appel, pour indemniser l'auteur d'un acte de complaisance, soit à la théorie de gestion d'affaires quand l'intervention a été spontanée, soit à un contrat innomé dont les clauses seraient imposées par l'équité.

Aussi, n'avons-nous pas hésité à faire entrer les actes de complaisance spontanés dans le cadre de la théorie de gestion d'affaires.

Que le Code ait surtout étudié les obligations du gérant et n'ait consacré qu'un seul article à ses droits, c'est conforme à un individualisme qui craignait beaucoup plus les immixtions intempestives dans les affaires d'autrui que de priver injustement de réparation l'intervenant charitable.

« Et s'il ne faut glacer le zèle des amis par trop
« d'exigence, s'écriait TREILHARD, il ne convient pas
« moins de se garantir de ces officieux indiscrets,
« actifs quand il s'agit d'offrir des services, si
« prompts à se mettre en mouvement, mais dont
« l'ardeur se calme avec la même promptitude et
« dont les empressements seraient une véritable calamité si la loi ne les chargeait pas de toutes les
« suites de leur légèreté et de leur inconstance » (1).

Ces considérations nous paraissent très justes, et nous croyons leur avoir fait bonne part.

« La gestion, disait TARRIBLE, appartient aux
« actes de bienfaisance, et c'est dans cette source pure
« qu'il faut puiser les règles propres à concilier les
« intérêts du gérant et du propriétaire » (2).

C'est également ce que nous avons fait pour ces actes de bienfaisance que constituent les sauvetages et les coups de main.

Enfin, nous n'avons pas perdu de vue ce qu'avait exposé Bertrand DE GREUILLE : « Il serait dangereux

(1) TREILHARD : Exposé des motifs du titre IV du Livre III du Code Civil au Corps législatif.

(2) TARRIBLE : Discours prononcé le 19 pluviôse an XII au nom de la Section de Législation.

« d'obstruer, pour ainsi dire, les sources de la bien-
« faisance en poussant trop loin la sévérité des prin-
« cipes en cette partie. Il faut donc avoir égard à la
« parenté, à l'affection, qui est souvent le principe
« unique de ces sortes de gestions, à l'importance de
« la chose, aux difficultés qu'il a fallu vaincre, en un
« mot ne pas rendre le gérant victime de sa bien-
« veillance, ne pas payer le bienfait par des condam-
« nations décourageantes, et empoisonner ainsi le
« plaisir que l'homme honnête et sensible éprouve
« toujours quand il oblige. Et sur tous ces points
« qu'il serait impossible de préciser, le projet de loi,
« d'accord avec la raison, se repose sur la discrétion,
« la sagesse et l'intégrité des magistrats » (3).

Nous ne croyons pas nous être éloigné de cet esprit au cours de notre étude.

« La gestion d'affaires, disait DEMOGUE, apparaît
« comme une des formes juridiques où viennent se
« mouler de la façon la plus satisfaisante quant aux
« conséquences pratiques nos desiderata de solidarité
« sociale. »

« Quel admirable instrument juridique ! pense
« M. PICARD. Quelle souplesse et quelle richesse il
« réalise tout à la fois ! » (4).

Si donc l'intervention était initialement utile, son auteur sera indemnisé, en cas de réussite comme d'échec, en vertu de l'article 1375, sauf faute grave.

(3) Bertrand DE CREVILLE : Rapport au Tribunat le 16 pluviôse an XII.

(4) DEMOGUE : *R. Trim.*, 1908-898.

Si l'intervention était initialement inutile ou imprudente, deux cas sont à considérer : ou elle a cependant réussi, et, la théorie de l'enrichissement sans cause s'appliquant, l'intervenant aura l'action de *in rem verso* jusqu'à concurrence du profit réalisé par celui qu'il a assisté ; ou il y a eu échec, et l'intervenant n'aura aucun droit, et pourra même être condamné à des dommages-intérêts si son action intempestive ou téméraire a aggravé la situation de la personne en danger ou dans l'embarras (5).

Les mêmes principes nous ont guidé dans l'appréciation des clauses tacites du contrat innomé passé entre assistant et assisté, et que l'équité ordonne d'y sous-entendre.

Et si le concours a été demandé, non par celui qui devait finalement en profiter, mais par un tiers ou par un préposé, cet intermédiaire n'ayant agi lui-même que comme gérant d'affaires ou mandataire, engagera ainsi la responsabilité de la personne bénéficiaire de l'acte de complaisance ou de l'auteur de la situation à laquelle il avait fallu remédier.

Les juges auront donc toujours la liberté d'apprécier en fait si la gestion a été ou non intempestive ou maladroite, ils pourront ainsi protéger les citoyens contre les actes de « complaisance » inopportuns ou importuns et contre les initiatives des mouches du coche de tout genre.

Nous pensons qu'ainsi l'intérêt social est sauvegardé ; et n'est-ce pas le rôle essentiel du Droit ?

(5) PICARD : *R. Trim.*, 1921-419.

BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON (Paul). — « L'abstention fautive en matière civile et pénale » *R. Trim.*, 1912, 693.
- ASTRUC (Louis). — De la reconnaissance juridique du devoir d'assistance. Thèse, Montpellier, 1929.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariæ. 6^e édit., par E. Martin. Paris, 1935.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — Traité théorique et pratique de droit civil. Suppl. par Julien Bonnet. Paris, 1925.
- BETREMIEUX (Pierre). — Essai historique et critique sur le fondement de la responsabilité civile en droit français. Thèse, Lille, 1921.
- BEUDANT et CAPITANT. — « Esquisse d'une théorie générale de la responsabilité ». *Annales de l'université de Grenoble*, 1906.
- BLANCHE (Antoine). — Etudes pratiques sur le Code Pénal. 2^e édit., Paris, 1888.
- BOSC (Jean). — Essai sur les éléments constitutifs du délit civil. Thèse, Montpellier, 1901.
- CAMPION (Lucien). — La notion d'assistance en droit privé. Paris, Libraire gén. de droit, 1927.
- CAPITANT (Henri). — Note *D.*, 1932-1-153.
- CARREZ (Louis). — La gestion d'affaires en droit civil français. Thèse, Lille, 1911.
- CHAUVEAU et FAUSTIN HÉLIE. — Théorie du Code pénal 6^e édit. par G. Vilbey et Mesnard, Paris, 1907.
- COHIN (Marco R.). — L'abstention fautive. Thèse, Paris, 1929.

- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français. 9^e édit., 1939, par Julliot de la Morandière.
- COQUELIN DE LISLE (Antoine). — Du suicide et de la participation au suicide d'autrui. Thèse, Rennes, 1928.
- CORBESCO (Georges M.). — Devoirs moraux et obligations légales ; Etude des tendances modernes en matière de responsabilité. Thèse, Paris, 1903.
- CROUZEL (J.). — « Les prétendus délits et quasi-délits d'omission ». *R. gén. droit*, 1922, 168 et 251 ; 1923, 16 et 91.
- « La responsabilité du fait des animaux dans la doctrine classique ». *R. Trim.*, 1923-93.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — Cours analytique du Code Civil. 3^e édit., Paris, 1895.
- DEMOGUE (René). — De la réparation civile des délits. Paris, 1898.
- Traité des obligations en général. Paris, 1925.
- *R. crit.*, 1927-1049.
- « Obligations et contrats spéciaux ». *R. Trim.*, 1902-818 ; 1911-461 ; 1912-199 ; 1913-179 ; 1913-799 ; 1914-370 ; 1918-131 ; 1921-276 ; 1924-71 ; 1925-345 ; 1928-1059 ; 1928-414 ; 1933-173 ; 1935-367 ; 1936-250.
- DEMOLOMBE (Jean-Charles). — Cours du Code Napoléon. Paris, Lahure, 1882.
- DEREUX (Georges). — « Du dommage éprouvé au service d'autrui ». *Rev. crit.*, 1908-45.
- DESCHIZEAUX (Jean). — Influence du fait de la victime sur la responsabilité civile délictuelle. Thèse, Grenoble, 1934.
- DOBY (André). — Du recours des administrations publiques contre les tiers responsables d'accidents survenus à leurs agents. Thèse, Paris, 1931.

DOMAT (Jean). — Les lois civiles dans leur ordre naturel. Paris, 1777.

DOMENGET et DE PERRONNY. — Du mandat, de la commission et de la gestion d'affaires. Paris, 2^e édit., 1870.

DURANTON (Alexandre). — Cours de droit français suivant le Code Civil. Paris, 1825-1842.

ESMEIN (Paul). — Note *S.*, 1930-2-17.

— « Les principes de la responsabilité délictuelle ». *R. crit.*, 1932-458.

— « De l'influence de l'acceptation des risques par la victime éventuelle d'un accident ». *R. Trim.*, 1938-387.

FENET (P. A.). — Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil. Paris, 1838.

GARÇON (Emile). — Code pénal annoté, 1925-1930, par Maurice Garçon.

GARRAUD (René). — Traité théorique et pratique de droit pénal français. 3^e édit., Paris, Sirey, 1911.

GUILLOT (Paul). — Essai critique sur la gestion d'affaires. Thèse, Rennes, 1928.

HALLER (Marguerite). — Essai sur l'influence du fait et de la faute de la victime sur son droit à réparation. Thèse, Paris, 1926-1930.

HÉMARD (Joseph). — Note *S.*, 1902-2-365.

HUC (Théophile). — Commentaires théoriques et pratiques sur le Code Civil. Paris, 1892-1925.

JOSSERAND (Louis). — Cours de droit civil positif français. 3^e édit., Sirey, 1937.

LALLEMENT (Paul). — L'état de nécessité en matière civile. Thèse, Paris, 1922.

LALOU (Henri). — Note *D.*, 1913-2-345.

— La responsabilité civile. 2^e édit., Paris, Dalloz, 1932.

- LAROMBIÈRE (Léobon). — Théorie et pratique des obligations ou Commentaires des titres III et IV du Code Napoléon. Paris, 1885.
- LAURENT (François). — Cours élémentaire de droit civil. Paris, 1878.
- LEREBOURS-PIGEONNIÈRE (Paul). — « Rapport de la première section sur le délit nécessaire ». *Revue pénit.*, 1921-718.
- LOUBERS (Henri). — « L'action de *in rem verso* et la responsabilité civile », *R. crit.*, 1912-396.
- LUCAS (Maurice). — De la responsabilité civile des dommages causés par les animaux ; Art. 1385. Thèse, Caen, 1909.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de Droit commercial. Paris, 1886.
- MARCADÉ (Victor) et PONT. — Explication théorique et pratique du Code Napoléon. Paris, 1866-1884.
- MARTEAU (Pierre). — La notion de causalité dans la responsabilité civile. Thèse, Aix, 1913.
- MARTY (Gabriel). — « La relation de cause à effet comme condition de responsabilité civile ». *R. Trim.*, 1939-685.
- MARUITTE (Maurice). — La notion juridique de gestion d'affaires. Thèse, Caen, 1930.
- MAURY (Jacques). — Essai sur le rôle de la notion d'équivalence en droit civil français (2 volumes). Thèse, Toulouse, 1920.
- MAZEAUD (Henri). — « La faute dans la garde ». *R. Trim.*, 1925-793.
- MAZEAUD (Henri et Léon). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et quasi-délictuelle. 3^e édit., 1938-1939, Paris, Sirey. *Revue Trim.*, 1938-261 ; 1939-155 ; 1939-747.

- MORGAND (Léon). — La loi municipale. 9^e édit., Paris, 1917.
- MORIAUD (Paul). — Du délit nécessaire et de l'état de nécessité. Thèse, Genève, 1889.
- MOURLON et BEMANGEAT. — Répétitions écrites sur le Code Civil. 11^e édit., Paris 1881.
- NICOLAESCO (Basile C.). — Gestion d'affaires des intérêts privés par les services ou fonctionnaires publics. Thèse, Paris, 1921.
- PERREAU (E.-H.). — « Les obligations de conscience devant les tribunaux ». *R. Trim.*, 1913-503.
— « Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence ». *R. Trim.*, 1914-481. Note S., 1902-2-217.
- PICARD (Maurice). — « La gestion d'affaires dans la jurisprudence contemporaine ». *R. Trim.*, 1921-401, 1922-15.
- PLANIOL (Marcel). — Traité élémentaire de droit civil. 1^{re} édit., note D., 1911-1-377.
— « Etudes sur la responsabilité civile ». *R. crit.*, 1888-283.
- PLANIOL, RIPERT, ESMEIN. — Traité pratique de droit civil français. Paris, 1925-1934.
- POTHIER. — Traité du contrat du mandat.
- PROUDHON (Jean-Baptiste). — Traité des suites d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie. Paris, 1823-1827.
- RIPERT (Georges). — De l'exercice du droit de propriété dans les rapports avec les propriétés voisines. Thèse, Aix, 1902.
— Droit maritime. Paris, 1922-1923.
— La règle morale dans les obligations civiles. Paris, 3^e édit., 1935.
— « Jurisprudence civile. Responsabilité civile ». *R. crit.*, 1909-138. Note D., 1928-2-41.

RIPERT (Georges) et TEISSEIRE (M.). — Essai d'une théorie de l'enrichissement sans cause en droit civil français. Paris, 1905.

ROUAST (André). — « L'enrichissement sans cause et la jurisprudence civile ». *R. crit.*, 1922-50.

— La prestation gratuite de travail, *Mélanges Capitant*, p. 698.

ROUAST et GIVORD. — Traité du droit des Accidents du travail. Paris, *Dalloz*, 1934, et supplément, 1939.

ROUX (Paul). — Note *S.*, 1905-1-372.

SACHET et CASTEIL. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail. 8^e édit., Paris, 1934-1937.

SACHET et GAZIER. — Commentaire de la loi de 1938. Suppl. à la 8^e édit., Paris, 1939.

SALEILLES (Raymond). — Les accidents de travail et la responsabilité civile. Paris, 1897.

SALLÉ DE LA MARNIERRE (E.). — Note *D.*, 1936-2-25.

SAVATIER (René). — Des effets et de la sanction civile du devoir moral dans le droit positif français et en jurisprudence. Thèse, Poitiers, 1916.

— « Règles générales de la responsabilité civile ». *Revue critique*, 1934-404.

— « L'état de nécessité et la responsabilité civile extra-contractuelle ». *Mélanges Capitant*, p. 729, Paris, 1932.

— Traité de la responsabilité civile, Paris, 1939.

SERVAIS (Jean). — *R. Trim.*, 1907-636.

SOURDAT (Auguste). — Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats. 5^e édit., Paris, 1902.

TEISSEIRE (M.). — Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité ; Etude de droit civil. Thèse, Aix, 1901.

TOULLIER (Charles). — Le droit civil français suivant l'ordre du Code. 6^e édit., par Duvergier .

TROPLONG. — Droit civil expliqué. Paris, 1833-1835.

VITRY (Max). — La détermination du fait de l'homme, du fait de l'animal, du fait de la chose ; Exposé critique de jurisprudence en matière de responsabilité civile. Thèse, Rennes, 1922.

VIZIOZ (Henry). — La notion de quasi-contrat ; Essai historique et critique. Thèse, Bordeaux, 1912.

Vu : LE DOYEN,
G. RIPERT.

Vu : LE PRÉSIDENT,
H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
GILBERT GIDEL.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
§ 1. — Actes d'aide ou de secours	4
§ 2. — Aide ou secours porté bénévolement	8
I. — En dehors de l'exercice des fonctions	8
1° fonctionnaires civils	10
2° gendarmes	10
3° pompiers	11
4° employés ou ouvriers	12
II. — En dehors de toute obligation légale	12
1° assistance maritime	12
2° article 475 § 12 du Code pénal	15
3° loi pénale du 28 octobre 1941	18
4° article 1383 du Code Civil ..	19
§ 3. — Réparation du préjudice subi en portant bénévolement aide ou secours	23

PREMIÈRE PARTIE

INTERVENTION EN DEHORS DE TOUT LIEN CONTRACTUEL

TITRE PREMIER. — JUSTIFICATION DE LA RÉPARATION PAR APPLICATION DES ARTICLES 1382 ET SUIVANTS	30
CHAPITRE PREMIER. — <i>Application possible des articles 1382 et suivants</i>	32

SECTION I. — L'intervention est-elle une faute juridique ?	32
Sous-Section I. — Objection d'après laquelle l'acte de complaisance dangereux serait une faute	33
§ 1. — Exposé	33
§ 2. — Réponse à l'objection	40
I. — L'acte dangereux n'est pas coupable s'il est nécessaire	40
II. — L'acte dangereux nécessaire n'est pas coupable même s'il y a eu maladresse ou témérité dans l'exécution	48
III. — Il existe cependant des fautes inexcusables	50
IV. — On tient compte de l'appréciation sur le moment même	52
V. — Conclusion	53
Sous-Section II. — Objection d'après laquelle l'auteur de tout acte de complaisance aurait accepté les risques	54
SECTION II. — Du lien de causalité entre la faute et le dommage	57
§ 1. — Exposé de l'objection	58
§ 2. — Réponses proposées	61
I. — Obligation de l'intervention ..	61
II. — Existence de l'état de nécessité	62
III. — Conception actuelle du lien de causalité	64
IV. — Conclusion	66
CHAPITRE II. — <i>Fondement insuffisant constitué par les articles 1382 et suivants</i>	70
SECTION I. — Difficultés d'application. Existence d'une faute initiale	70

I. — Influence injustifiée qu'ont sur la réparation les difficultés d'application de ces articles	70
II. — Exigence d'une faute initiale..	73
SECTION II. — C'est l'acte d'intervention qui est le fondement de la réparation	73
SECTION III. — Intérêt que présente cependant, parfois, le recours aux articles 1382 et suivants	76
TITRE II. — JUSTIFICATION DE LA RÉPARATION PAR APPLICATION DE LA THÉORIE DE GESTION D'AFFAIRES	78
CHAPITRE PREMIER. — <i>Identité de l'acte de complaisance et de la gestion d'affaires</i>	81
SECTION I. — L'intention de rendre service est essentielle à la gestion d'affaires comme à l'acte de complaisance	81
Sous-Section I. — L'intention de rendre service existe dans les deux cas	82
§ 1. — Acte méritoire et désintéressé dans les deux cas	82
§ 2. — Acte volontaire dans les deux cas	85
Sous-Section II. — Peu importe que l'intervenant ait ignoré à qui il rendait service ..	87
SECTION II. — Un acte matériel peut être une gestion d'affaires	88
CHAPITRE II. — <i>Situation de l'auteur d'un acte de complaisance considéré comme un gérant d'affaires</i>	96
SECTION I. — Le préjudice subi sera réparé si l'intervention était utile initialement	96
§ 1. — Le préjudice sera-t-il réparé même s'il dépasse le profit retiré par le maître ?	97

§ 2. — Le préjudice subi sera-t-il réparé même en cas d'échec ?	99
I. — Non, si le gérant a commis une faute dans la gestion	100
II. — Oui, en cas contraire	101
SECTION II. — Y a-t-il gestion d'affaires quand le maître est présent ?	109
§ 1. — Oui, si le maître présent ne s'est pas opposé légitimement à la gestion	110
§ 2. — Oui, si le maître présent n'a rien dit ni rien fait	113
SECTION III. — L'intervenant devra continuer la gestion	116
CHAPITRE III. — <i>Désignation du maître qui devra réparer le préjudice subi par l'auteur d'un acte de complaisance</i>	119
SECTION I. — Le responsable de l'état auquel il a fallu remédier	119
SECTION II. — En second lieu, les personnes protégées	121
SECTION III. — Situation particulière en cas d'incendie	124
§ 1. — La commune est seule responsable	125
§ 2. — La commune n'est responsable qu'en cas de faute	129
§ 3. — Recours contre les particuliers ..	131

DEUXIÈME PARTIE

INTERVENTION DANS LE CADRE D'UNE SITUATION CONTRACTUELLE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Contrat établi directement entre l'intervenant et la personne aidée ou secourue</i>	139
--	-----

<i>SECTION I.</i> — Gestion d'affaires ?	140
<i>SECTION II.</i> — Responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle ?	142
<i>SECTION III.</i> — Mandat ?	146
<i>SECTION IV.</i> — Louage de services ?	149
<i>SECTION V.</i> — Louage d'ouvrage gratuit ? ..	156
<i>SECTION VI.</i> — Contrat innomé	158
CHAPITRE II. — <i>Contrat passé avec un autre que la personne aidée ou secourue</i>	162
<i>SECTION I.</i> — Contrat passé par le tiers en vue de provoquer l'acte de complaisance ..	163
<i>SECTION II.</i> — Contrat étranger à l'acte de complaisance	166
Sous-Section I. — Acte de complaisance ac- compli bénévolement par un ouvrier ou employé soumis à la loi sur les accidents du travail	166
I. — Prêt de main-d'œuvre	170
II. — A l'insu du patron	171
1° coups de main	171
2° sauvetages	173
Sous-Section II. — Acte de complaisance ac- compli bénévolement par un fonctionnaire soumis à la loi du 14 avril 1924 ou assimilé	176
§ 1. — Recours du fonctionnaire contre l'Etat	178
I. — Acte de dévouement	183
II. — Sauvetage et coup de main ..	188
§ 2. — Recours du fonctionnaire contre le particulier	192

I. — Le recours est possible dans tous les cas	193
II. — Cumul avec la pension	193
CONCLUSION GÉNÉRALE	195
BIBLIOGRAPHIE	199
TABLE DES MATIÈRES	207

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 25 MAI
1942 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE JEHAN
GAILLON - (EURE)

